

Moscou souhaite une « rallonge » des crédits accordés par la France

LIRE PAGE 30
L'ARTICLE DE DANIEL VERNET

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,80 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Côte-d'Ivoire, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,80 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 Paris
Tél. Paris 6 50572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Pérou à genoux

L'expérience nationaliste et révolutionnaire engagée en octobre 1968 par les militaires péruviens avec résolution, mais aussi avec quelque naïveté, continue de se désagréger inexorablement dans un pays aux prises avec d'insurmontables difficultés économiques et sociales.

Le mouvement de grève générale de trois jours déclenché le mardi 9 janvier à l'appel de plusieurs organisations politiques et de syndicats d'une gauche bien divisée n'est qu'un nouveau cri de colère de larges secteurs populaires sacrifiés à la tentative de redressement économique-financier imposé par le Fonds monétaire international et accepté à contre-cœur par le gouvernement du général Morales Bermúdez.

Celui-ci, qui est aussi un expert financier, a qualifié le F.M.I. d'« organisme dénué et anachronique », tout juste capable de « manipuler l'arithmétique économique ».

Mais le chef de l'État a dû également admettre qu'il « n'avait pas le choix ».

Le Pérou, confronté de passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international, a dû accepter le défi courageux lancé par le général Velasco Alvarado, est, après tant d'autres nations du tiers-monde, un pays à genoux.

Avec ses populations indiennes misérables des hautes terres, une capitale, Lima, submergée par une exode rural nourri sans trêve, les ministres bidonvilles (« haridras ») de la périphérie, un chômage endémique qui touche la moitié au moins de la population active, un grave sous-développement culturel des masses paysannes, le Pérou est un pays qui ne peut que continuer à se dégrader.

Pourtant, ce pays andin possède des richesses naturelles très importantes, en particulier du pétrole et tous les minerais, et peu de nations latino-américaines disposent d'une telle capacité de diversification de leur économie. Mais, pour des raisons analogues à celles qui ont causé en 1973 la perte de l'Unité populaire chilienne de Salvador Allende (fortes pressions extérieures, hostilité des classes dominantes, erreurs nombreuses d'administration et de jugement, projets trop ambitieux et désordonnés), le Pérou des militaires « de bonne volonté » doit renoncer, lui aussi, à ses désirs légitimes de conquête de la souveraineté économique et de l'indépendance politique.

Tenace et populaire, le général Velasco Alvarado voulait « libérer » l'indien asservi depuis des siècles. La réforme agraire, saluée en son temps par Fidel Castro, a certes sensiblement modifié les structures traditionnelles, particulièrement dans le Nord (domaine du sucre et du coton), mais elle n'a pu corriger vraiment l'insupportable désespoir glacé de l'altiplano. Le général, chassé en 1975, voulait aussi « moderniser » une société dominée par l'oligarchie terrienne. Il a remplacé quelques grandes familles liées à l'étranger par une bureaucratie étatique dans les coopératives du Nord et du Centre, accéléré le processus d'industrialisation, engagé des mesures de « socialisation » parfois généreuses, souvent bruyantes, et tenté de mettre en place un vaste système de « participation » populaire.

Ses successeurs militaires affaiblis restent fidèles à l'esprit de la révolution de 1968. Sous la pression des événements et des haletiers de fonds, ils ont dû depuis trois ans renouer les « acquis » sociaux et la volontarisme nationaliste de la « première phase » du régime. Encouragés par les États-Unis, ils ont également décidé de remettre progressivement le pouvoir aux civils. Il est douteux que ce transfert s'effectue, d'ici à 1980, sans constat de faillite.

(Lire nos informations page 5.)

IRAN

M. Bakhtiar est convaincu que le chah quittera le pays « dans les prochains jours »

M. Chapour Bakhtiar, premier ministre iranien, a affirmé mardi 9 janvier, au micro de France-Inter que le départ en « vacances » du chah était pratiquement « chose faite » et que le souverain quitterait l'Iran « dans les prochains jours » ; au même moment l'A.P.P. indiquait de « source gouvernementale » à Washington que les États-Unis avaient conseillé au chah de quitter l'Iran au moins temporairement, sa présence interdisant le retour à l'ordre.

M. Hoddin Carter, porte-parole du Département d'État, s'est toutefois refusé à confirmer cette information. Il a seulement relevé que des « vacances » impliquaient un retour ultérieur du souverain dans son pays. Il semble que le gouvernement américain ne considère plus le chah comme un garant de l'avenir politique du pays.

Le Pentagone a d'autre part fait savoir mardi qu'une flotte américaine croiserait dans l'océan Indien.

On a appris mardi à Téhéran que le chah avait ordonné le transfert d'une partie des biens de sa famille à la fondation Pahlavi qui serait chargée de les utiliser à des fins de bienfaisance et qu'il avait fait libérer deux cent soixante détenus.

Enfin le roi iranien a été dévalué ce mercredi 10 janvier d'environ 9 % par rapport au dollar américain par la banque nationale Mell pour ses opérations de comptes courants. Toutefois la banque aurait conservé l'ancienne parité du rial pour toutes les exportations iraniennes.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Prenant la parole devant plus d'une centaine de journalistes entassés dans deux pièces exiguës de sa villa de Niavaran, M. Karim Sandjabi, secrétaire général du Front national, a lancé, mardi 9 janvier, une véritable déclaration de guerre contre le nouveau gouvernement de M. Bakhtiar, qu'il a qualifié d'« illégitime ».

« Le chah et ses protecteurs, a-t-il dit, n'ont pas compris que le vœu du peuple iranien n'est pas de changer de pion ou de premier ministre, mais de transformer fondamentalement le pouvoir et de rendre à la nation sa souveraineté. Il faut que le destin de l'Iran soit déterminé à Téhéran, et non à Washington. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

LA MULTIPLICATION DES PLANS RÉGIONAUX

Tous prioritaires

par J.-F. SIMON

Aujourd'hui le Nord, l'Aquitaine, la Lorraine : hier le Massif Central, l'Ouest, les Vosges. Chaque région aura bientôt son plan. Ces plans régionaux ont au moins un mérite : ils obligent les Français à réviser leur géographie. Le Lot-et-Garonne est-encore l'Aquitaine, capitale Toulouse ou Bordeaux ? L'Ailier est-ce déjà le Massif Central et l'Auvergne ? Et cet aussi deux vertus plus séduisantes, puisqu'elles sont l'occasion de dresser des

bilans et de manifester des solidarités.

Dans ces temps de longues réorientations, il n'est pas mauvais de mettre toutes les cartes sur la table, de refaire les additions, de réviser les révisions. Les régions nées à la veille de la crise ont souvent été tentées, lorsqu'elles ont programmé leur développement, d'anticiper sur la prospérité. Sont venues les difficultés nationales, internationales ; restructuration et chômage, changement d'horizon, qui obligent à calculer au plus juste ce qui manque, ce qui est souhaitable et possible. L'avenir des Aquitains doit désormais s'évaluer de ce côté-là et de l'autre des Pyrénées, où l'Espagne plâtrine à la porte du Marché commun. L'effondrement de la sidérurgie européenne soulève des séismes jusqu'au fond de la Lorraine ou du Nord. Des plans nouveaux, c'est-à-dire des évaluations nouvelles et des moyens nouveaux pour les prendre en charge, sont indispensables.

Ces plans offrent aussi une excellente occasion de se compter pour défendre ce qui compte. Le bon ton est aujourd'hui, à l'exemple du président de la République — et si possible en forçant le ton — de brocarder les régions telles que les a instituées la timide loi de 1972. Cadre artificiel et donc vide, lieu des non-pouvoirs. La commune, le département, voilà des collectivités anciennes et vivantes. Pourquoi s'entêter à créer un échelon administratif supplémentaire qui ne peut que déranger et retarder ?

La crise de l'emploi — et la crise tout court — a montré quelle ignorance ces frontières vénérables mais trop étroites. Ce sont des régions entières — même si leurs limites ne coïncident pas

CAMBODGE

La Roumanie condamne l'intervention du Vietnam

L'U.R.S.S. et plusieurs pays de l'Est reconnaissent le nouveau régime

Après le Vietnam et le Laos, l'U.R.S.S., imitée par la R.D.A., la Pologne, la Hongrie et l'Albanie, a reconnu le nouveau régime cambodgien. La Roumanie, en revanche, condamne par un éditorial paru dans « Scinteia », le quotidien du parti — l'aide au Vietnam à « des éléments qui se sont levés contre la direction de leur propre pays ». Selon Scinteia, cette « ingérence dans les affaires d'un autre État » constitue un « coup sévère pour le socialisme ».

Les dirigeants yougoslaves sont pour leur part embarrassés. Indique notre correspondant à Belgrade, Paul Yankovitch. La presse yougoslave donne des informations sur le Cambodge, aussi bien de source chinoise que d'origine vietnamienne. L'attitude de Belgrade dépendra probablement de celle du prince Sihanouk — grand ami du président Tito — devant le Conseil de sécurité, qui devait examiner ce mercredi 10 janvier la question cambodgienne.

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a laissé au Vietnam le soin de reconnaître le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

reconnaitre le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

reconnaitre le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

reconnaitre le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

reconnaitre le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

reconnaitre le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

reconnaitre le premier le Conseil révolutionnaire populaire installé à Phnom-Penh par le Front uni de libération du Kampuchéa (FUNK). Quelques heures plus tard, Tass diffusait le message adressé par MM. Brejnev et Kosyguine à M. Heng Samrin. Les dirigeants soviétiques affirment solennellement que le Conseil révolutionnaire est « le seul gouvernement légitime du Kampuchéa » et le porte-parole authentique du peuple cambodgien ».

La victoire du F.R.N.S.K. signifie, déclare-t-il, le triomphe de la juste cause des patriotes du Kampuchéa qui se sont levés pour le peuple cambodgien. « Ils ont déclaré que le secrétaire général du Front national a tenu cependant à préciser qu'il fallait auparavant que « le chah parte pour de bon ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

La pénurie d'électricité

E.D.F. demanderait à des entreprises de produire leur courant

M. André Giraud, ministre de l'Industrie, a laissé entendre, le 9 janvier, lors d'un déjeuner de l'Association des journalistes économiques et financiers, qu'« Electricité de France étudierait la possibilité de demander aux industriels qui disposent de moyens autonomes de production de courant (groupes électrogènes) de s'en servir pour soulager le réseau en période de pointe. Plusieurs milliers de mégawatts (3 ou 4) pourraient ainsi être laissés à la consommation des autres usagers ».

La C.G.T. a immédiatement réagi aux propos de M. Giraud en dénonçant une « déclaration » qui n'est pas celle d'un ministre qui a le souci de l'intérêt général.

Quelle que soit la rapidité des décisions qui seront prises pour permettre à l'E.D.F. de répondre pendant les prochains mois à sa mission de service public, ces mesures n'auront pas d'effets avant 1981-1982. La construction de turbines à gaz — le moyen de production le plus facile à relier au réseau — demande en effet près de deux ans et demi. Il est donc nécessaire de trouver les quelques milliers de kilowatts-heure qui peuvent servir à éviter que ne se reproduise la panne du 19 décembre.

Trois catégories de « producteurs » d'électricité peuvent, en fait, « soulager » la r.E.S.U. d'E.D.F. M. Giraud n'a évoqué que l'une d'entre elles : les possesseurs de groupes de secours fonctionnant au fuel. Il est vrai que les cliniques (pour les blocs opératoires) les tours (pour les ascenseurs) sont tenues de disposer de moyens autonomes de production et que « de nombreux industriels s'en sont équipés. Mais nul ne sait quelle puissance cela peut représenter. Il faut donc, dans un premier temps, recenser tous les groupes, avant de négocier des contrats avec chacun de ces détenteurs. Car le kilowatt-heure d'un groupe électrogène est cher.

Si l'E.D.F. demande aux gros industriels de s'en servir aux heures de pointe, elle devra rémunérer le coût de démarrage des groupes et celui d'une partie de la consommation de combustible. C'est donc un contrat indépendant de celui qui lie l'entreprise nationale à son client pour la fourniture d'électricité (contrairement aux contrats dits « interruptibles » par lesquels des industriels — une vingtaine — acceptent d'être coupés lorsque cela arrange E.D.F. en échange d'une baisse notable de leur prime fixe). Une telle politique coûtera quoi qu'il en soit de l'argent à l'entreprise publique.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 29.)

LA MORT DE L'ARCHITECTE PIER LUIGI NERVI

Un technicien visionnaire

Nous apprenons la mort, mardi, à Rome, de Pier Luigi Nervi. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

C'est un des plus grands pionniers de l'architecture contemporaine qui disparaît avec Pier Luigi Nervi. Ses constructions appartiennent à la tradition des architectures structurales de béton. Ingénieur de formation, grand technicien inspiré du « ferro cemento », dont il est l'inventeur, imprégné de la culture de son pays, il a réalisé le paradoxe de poursuivre, dans un langage moderne et dans des programmes nouveaux de la civilisation industrielle, la lignée des Bramante et des Borromini. Chez Pier Luigi Nervi, la technique et l'économie d'un édifice vont toujours de pair avec sa beauté.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 21.)

DE BANTRY EN IRLANDE
marins français
sont tués
d'un pétrolier
LIRE PAGE 30
L'ARTICLE DE DANIEL VERNET

A BONGES
SOLDES
CHAUSSURES - maroquinerie
DU FOUR - PARIS
solde
TED LAPIDUS
SAINT-HONORE
SOLDES Femme
FAUBOURG SAINT-HONORE

Le Monde

idées

ÉDUCATION ET CRÉATION

Comment utiliser l'année de l'enfant ?

Par AMÉDÉE THÉVENET (*)

L'ANNEE 1979 est donc l'Année Internationale de l'enfant. Ainsi en a décidé l'Assemblée générale des Nations unies qui en a confié la responsabilité à l'UNICEF. La France, pour sa part, a choisi pour thème de réflexion le sujet suivant : « Comment répondre aux besoins d'épanouissement, de sécurité et d'autonomie des enfants, en dehors des heures scolaires » (le Monde du 2 janvier).

Le choix de ce sujet est regrettable parce qu'il est trop général, trop vague, trop indéfini. En effet, avant — comme pendant — comme après — l'année de l'enfant, l'épanouissement des enfants en dehors des heures scolaires est directement, sinon exclusivement, fonction du milieu socio-économique des parents. Avant — comme pendant — comme après l'année de l'enfant, les enfants des quartiers péri-urbains continueront de passer leur temps non scolaire sur les parkings et dans les caves des I.L.M. (en face des préaux et des cours d'écoles vides, mais interdits), et les enfants des milieux aisés continueront de fréquenter les groupes de loisirs éducatifs mais payants.

La plupart des responsables travailleurs sociaux s'usent à dire que l'on parle de l'enfant en danger. Celle qui remplit les permanences sociales et les services d'aide à l'enfance, celle qui est si mal connue du public, parce qu'on évite d'en parler.

Après l'année de la femme, nous avons l'année de l'enfant. C'est la même chose. On essaie d'en user intelligemment. Après tout, peut-être ce folklore n'est-il pas infantilisant par nature, mais par l'usage qu'on en fait. Essayons de tirer les leçons de l'année de la femme.

Leçons des précédentes manifestations et notamment de l'inoubliable année de la femme pour essayer d'éliminer dans la forme ce qui a fait que ces manifestations n'ont pas été prises très au sérieux par celles et ceux qui mènent ces justes combats, et pour choisir, sur le fond, les thèmes qui méritent une réflexion collective.

Comment faire pour la forme ?

Eviter de donner la parole à ceux qui l'ont déjà prise. Ce sont toujours les mêmes qui parlent et qui écrivent. On questionne sur les ondes ceux qui se sont déjà exprimés par des livres. Et comme ces privilégiés de l'information ne sont pas d'une fertilité intellectuelle à la hauteur des sollicitations dont ils sont l'objet, ils se répètent, quand ils ne répètent pas ce que le voisin a dit la veille. Pendant toute l'année de la femme, j'ai attendu que la tête braque une caméra sur la vie d'une paysanne du Cantal, que l'on tende un micro à une ouvrière de Moulins, que l'on fasse écrire une journée de sa vie avec ses mots à elle par une mère de famille, à la double journée de travail. Je n'ai vu, entendu et lu que des héroïnes de Brétachet dans leur phase ascendante et pré-dépressive.

Eviter aussi de tendre micro, caméra ou colonne des journaux sérieux à celles (éventuellement à

ceux) qui ont trop visiblement des problèmes personnels à évoquer. Pour liquider ses névroses, il y a, depuis quelques années, un tas de livres souvent bien écrits, des magazines dont on sait qu'ils sont faits pour cela et qu'on n'est pas obligé d'acheter. Il y a aussi, pour les riches, les psychanalyses. S'ils sont fatigués, et s'ils ne servent à rien, au moins n'embêtent-ils personne.

Eviter encore de parler pour ne rien dire. C'est tout ce qu'on peut moudre de mots inutiles dans l'air déjà chargé de bruits. Un déluge de mots sur un désert d'idées. Quand on voit tout ce qui s'imprime, on comprend que l'importation de pâte à papier mette en péril la balance des paiements. Ce mal affecte même l'administration, naguère sobre et laconique (Robert Catherine) mais dont il faut maintenant résumer les circulaires pour les comprendre.

Enfin, cerner les problèmes, déceler leurs causes, et agir sur elles. Cela veut dire agir sur les causes et non sur les effets. C'est tellement bête qu'on a un peu honte de le dire. Et la cause du problème, ce n'est pas forcément « l'autre », l'autre sexe (s'agissant des femmes), l'autre âge (les adultes, s'agissant des enfants), l'autre éducateur (les enseignants pour les parents et réciproquement). De toute manière, rien de durable ne peut être fait qu'avec l'accord de « l'autre ».

Les vrais problèmes

Armée de beaux principes et, plus sérieusement, de l'expérience individuelle ou collective, que peut donner une vingtaine d'années d'action sociale en faveur de l'enfance, je dresserais volontiers la liste des vrais et des faux problèmes des enfants de ce pays (et non pas des

enfants adoptés, mais qu'il n'y a pas d'enfants adoptables. Pour qu'un enfant soit adopté, il faut, soit qu'il ait été expressément abandonné par un parent ou par les deux, soit qu'il ait été déclaré abandonné par le tribunal. Il peut être déclaré abandonné, lorsque ses parents ne s'en sont pas occupés pendant plus d'un an. Mais l'acte d'abandon physique et écrit est jugé comme une faute, alors on ne l'accomplit pas : on confie l'enfant au service de l'enfance, mais sans céder ses droits sur lui. Et la déclaration d'abandon par le tribunal, qui devrait alors intervenir au bout d'un an de désintérêt manifeste des parents, intervient peu, tard et mal, car les tribunaux, malgré les lois de 1955 et 1976, n'ont pas encore compris.

Abandon. — Le mot est affreux, en l'occurrence, car, s'agissant d'enfants, c'est la mise en état d'adoption, par un parent ou par les deux, d'un enfant qu'ils ne pourront élever (pour des raisons qui ne regardent qu'eux). C'est donc, pour eux, un choix lucide et généreux qu'il faut respecter (dans la maternité), car ce bébé, que vous croyez abandonné affectivement, est attendu depuis de longues années par de nombreux et beaux couples de parents jusqu'à la sans descendance.

Aide sociale à l'enfance. — C'est l'ancien nom de l'Assistance publique. On ne devrait plus entendre parler d'« assistance publique ». En fait, il n'y a plus que les Marseillais et les Parisiens, ces bavards, qui emploient ce mot pour désigner leurs hôpitaux. Mais alors que l'Assistance publique des « enfants assistés » s'occupait, jadis, de l'enfance abandonnée, elle a maintenant la charge de six cent cinquante mille enfants en difficulté. La moitié d'entre eux sont maintenus dans leur

famille avec une aide financière et éducative, et l'autre moitié en est retribué pour être confiée à une famille d'accueil. Il faut trouver les bonnes familles d'accueil, et l'Année de l'enfant pourrait être une occasion de faire connaître cette activité éducative et sociale, qui est maintenant rémunérée correctement.

Enfance inadaptable. — Ce fut la tarte à la crème des années 60. Le rapport Bloch-Lainé faisait le point, mais les associations de parents d'enfants inadaptables ont fait la politique dans la matière. Résultat : il y a trop d'établissements et ils sont trop chers. On est en train de faire la même chose pour les handicapés adultes, habitués dès l'enfance à être parqués dans les cages dorées.

La loi de 1975 proclame l'intégration sociale et il faut la faire. Accepter les handicaps physiques et mentaux parmi nous, dès l'enfance, à la maternelle, toutes les fois que leur état le permet, et il le permet beaucoup plus qu'on se le croit. L'Année de l'enfance peut être une occasion de le réaliser largement.

Gardiennes d'enfants ou « nourrices ». — Depuis la loi de 1977, la profession a été légalisée et réglementée sous le vocable d'« assistante maternelle ». Celles qui élèvent ainsi les enfants des autres sont au moins cinq cent mille, mais la moitié seulement est en règle à l'égard de la loi. Il faut savoir que huit cent mille enfants de moins de trois ans sont gardés, au moins pendant la journée, par une autre personne que leur mère. Les modes de garde collectifs (crèche, garderie, etc.) ne peuvent en accueillir qu'un dix.

Et les nouvelles assistantes sont trop chères pour les petits salaires. Avant de dire aux jeunes couples de faire des enfants, il faut leur

donner la possibilité matérielle de les élever.

Prostitution juvénile. — C'est un problème dont on ne parlera pas. La prostitution fait rire les hommes, et elle met les femmes mal à l'aise (pourquoi ?). Alors on a « enterré » le rapport Pinot, (le Monde du 28 mars 1976), qui préconisait un ensemble de mesures sages, mesurées et humaines (comme son auteur). Les Services de prévention et de réadaptation sociale (S.P.R.S.) des directions des affaires sanitaires et sociales qui doivent prévenir la prostitution juvénile sont aussi rares et aussi dépourvus de moyens qu'en 1975. C'est la silence complet sur ce sujet, comme sur celui des suicides d'adolescents.

Soyez rassurés : on ne vous parlera pas de cela pendant l'Année de l'enfance. Vous aurez, en revanche, des sourires publicitaires d'enfants gavés de chewing-gum et de télévision (alors qu'il y a 52 millions d'enfants au travail dans le monde !). Vous aurez des discours et des sources officielles. Notre principal moyen d'inculture, toutes chaînes en cela confondues, traite les adultes comme des enfants et les enfants comme des adultes (je me demande ce qu'ils pensent de nous).

Le style « Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil » est nocif. Il nous entretient dans l'illusion d'une société facile pour tous. Il faut dire que c'est faux : des gens qui seront intelligents et courageux et en ont la trace comme tels, ils trouveront alors des solutions à leurs problèmes et pourront de se conduire en perpétuels assistants.

(*) Selon un rapport du Bureau international du travail (B.I.T.), voir le Monde du 12 août 1978.

Qui a peur de l'imagination ?

Par FLORENCE VIDAL (*)

VERS les années 50, deux révolutions ont lieu outre-Atlantique. Une révolution visible et une révolution invisible. La première est marquée par la sortie de l'ordinateur Univac 1 et signe les débuts de l'informatique. Un ordinateur, cela se voit. Personne donc, n'ignore la naissance de cette impressionnante quincaillerie. Comme il s'agit d'automatiser la pensée dite « logique » et que cette pensée est assez familière, tout le monde comprend de quoi il retourne et on se jette avec frénésie sur ce nouvel outil, sur ce nouveau business.

Cette même année, 1950, un livre est publié. Il s'appelle *The relation of intellectual factors to creative thinking in Science*. Son auteur, J. P. Guilford, n'est pas le premier à avoir abordé le sujet, mais, à la différence de ses prédécesseurs pionniers, lui se fait vraiment entendre par ses confrères. La psychologie de la créativité devient une discipline à part entière. En gros, cette science se propose de comprendre comment se comporte et pense l'homme qui imagine, de décrire les formes dans les sciences, les arts et les techniques. L'homme qui cesse de reproduire les schémas connus sort des automatismes de la perception et de la réflexion, se comporte en être pensant et non en machine.

Voici ce que ces chercheurs vont mettre en évidence : 1) Il apparaît que tout être humain est, peu ou prou, apte à l'expression et à l'expression créative, c'est-à-dire apte à transformer ses représentations et à inventer des langages. Il ne s'agit pas là d'un don ou d'un surdon. 2) On observe que la société — l'animal humain est grégaire — exerce de puissants contrôles sur la créativité de ses membres. La répression est fréquente, puis-que la nouveauté bouscule les normes fixées par les grands pères. La stimulation existe aussi. Le plus souvent, la société oriente,

canalise la créativité. Elle dit : « Soyez créatif lorsque vous vous servez d'un microscope ou d'un cyclotron. Oubliez de l'être face aux structures sociales. » Il arrive aussi que l'expression créative devienne le privilège d'un sous-groupe (politique, académique, etc.) qui énonce : « Nous, on pense pour vous. » D'où des manœuvres plus ou moins raisonnées, plus ou moins raisonnables, visant à s'approprier la gestion et la promotion du changement.

3) Nos chercheurs considèrent l'homme créateur, celui dont la créativité n'a pas été bloquée par les pressions sociales décrites ci-dessus. Voici, très rapidement, son portrait. Intelligent, il est bien sûr, au sens traditionnel du terme (c'est-à-dire que son cerveau mémorise, préfigure, associe de façon satisfaisante). Toutefois, ce n'est pas le grand champion du Q.I. C'est bien normal : sa forme d'intelligence est échappée complètement à ces tests qui s'intéressent plus à l'intelligence restrictive qu'à l'intelligence joueuse, fluide, « casseuse » du connu, de l'admis.

Non, l'individu créatif n'est pas un super-ordinateur, c'est une personnalité complexe, paradoxale où domine la part affective. « Je n'ai pas d'aptitude spéciale », disait Einstein, tout ce que j'ai, c'est que je suis passionnément curieux. Cet esprit est particulièrement souple, flexible. De plus, il est « tolérant au désordre », accepte la perte de repères qui advient lorsqu'un schéma est détruit et n'a pas encore été remplacé par un autre schéma reconstruit autrement. L'ambiguïté ne le dérange pas, car, pour lui, rien n'est vraiment noir ou blanc, mais tout est noir et blanc. Enfin, on le décrit comme autonome, capable de défendre sa vision du monde — souvent minoritaire — contre les forces du conformisme établi ; capable de prendre des risques intellectuels.

Le célèbre groupe Bourbaki (1) appartient à ce type. Ceux qui l'ont observé, ceux qui l'ont étudié constatent qu'il respectait les règles de la démocratie élémentaire (parité et diversité des participants, animation fonctionnelle et non dominatrice, accueil à l'originalité, bonne communication). Au surplus, les membres de ce groupe très ouvert communautaire sous les espèces de la taquinerie et de la gastronomie. Sur ce dernier point, les Français atteignent un niveau respectable. Pour le reste...

Qui ne se souvient de réunions de réflexion dont la productivité intellectuelle était fort médiocre, en dépit de la qualité personnelle des participants ? Qui ne se souvient de réunions de travail opérant dans un climat de parfaite confusion ? Pour éviter ces désastres et ce gaspillage de ma-

tière grise, certains ont conclu qu'il fallait enseigner le savoir-vivre et le savoir-penser en groupe. En France, cette formation est encore trop peu dispensée. Pourquoi ? D'abord, parce que les Français en conçoivent mal l'utilité (ils ont la science infuse) ; ensuite parce qu'ils affublent cette formation d'une image douteuse (il y a du psychologue là-dessous et l'on sait bien que les « psy » vendent du vent ou soufflent sur les foyers de contestation). Il y a aussi ceux qui protestent vertueusement au nom de la spontanéité et qui, en situation de groupe, s'arrangent pour juguler la spontanéité des petits camarades. C'est dommage, car bien utilisé, le groupe est un instrument de travail remarquable. Les Américains, eux... Chut ! Il est hors de question de recevoir des leçons de civilisation de ces gens-là.

Pour ne pas manquer la suite

Pour en revenir, quand même, à ces Américains, il faut admettre qu'ils ont, aussi, diablement réfléchi au problème de la dissémination des idées. Une étude de

l'université Columbia s'intitule : « Comment un chercheur trouve-t-il l'information utile ? ». En dépit de cette étude, on s'est aperçu que le chercheur dépend largement de ses amis, de ses collègues et de ce réseau de

relations informelles que l'on appelle le « collège invisible ». Autrement dit, la recherche d'informations reste essentiellement un *processus*, un *processus* humain. Quand on est convaincu de cela, il est loisible de réfléchir à tous les moyens d'améliorer ce processus humain. Et il y en a. Quantité d'experts en la matière sont même prêts à expliquer comment faire.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, la France était en possession des principaux concepts qui lui eussent permis de poser les fondements d'une science de la psychologie de la création. Les réflexions de Pasteur, de Bernard, de Poincaré, de Hadamard, de Bergson, de Valéry allaient très loin. En 1924, Paul Valéry présentait l'importance de ce qu'il nomme une « logique méconnue », devine les jeux de la sensibilité et les aventures de la perception du peintre-inventeur Léonard de Vinci. Il trace un profil de l'individu créatif, celui-là même que décriront, en termes plus pesants les psychologues américains.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de suite ? Peut-être parce que la pensée française était bloquée sur le concept de génie, d'exception. Les Anglo-Saxons, eux, eurent une vue plus démocratique et plus pratique de l'affaire. Ils jouèrent (pour la plupart) sur les conditions d'environnement et sur la progressive formation d'une personnalité. Ces petites différences allaient leur permettre de sauter le pas. Les Français d'aujourd'hui vont-ils être capables de surmonter le sentiment de rejet qu'ils éprouvent à l'égard du monde américain ?

Reste à casser quelques mythes qui ont la peau dure. LE MYTHE DU SURDOUE. Ah ! le surdoué. On fait tout pour laisser entendre qu'on laisse dériver d'ennui des enfants prodiges. Fort abusivement, on confond allégrement leurs facilités avec la créativité. Le petit Einstein était un mauvais élève ; cependant, on raconte qu'il demeura des heures fasciné devant une boussole qu'on venait de lui offrir. Qui est capable de mesurer cet étonnement ? Des enfants dessinent, à douze ans, comme de petits Michel-Ange. Tant mieux. Mais quand comprendra-t-on qu'un vrai peintre peint, avant tout, avec son regard, avec ses émotions. A-t-on tout vu, tout ressenti à douze ans ?

LE MYTHE DE L'ORDINAIRE-SORCIER. Un autre surdoué, celui-là, auquel on attribue, en plus, des pouvoirs magiques. Il faudrait être sérieux. Que fait-il le magicien ? Il est capable de s'adonner à des activités

mineures, telles que rechercher un numéro de téléphone ou établir un compte comptable ; d'améliorer des activités mineures (la banque de données) ; de procurer un terrain expérimental (simulation) ; d'effectuer des développements programmés impossibles à faire (vies) par voie traditionnelle (équations, etc.). Cela peut, pour l'instant du moins, se limiter sous grandes. L'ordinateur ne peut aider l'homme que dans le domaine que, dans leur jargon, les informaticiens qualifient de descriptif-répétitif. De plus, il n'admet que les situations à « causalité parfaite ». Conclusion : ce surdoué est un ignare pour tout ce qui touche au qualitatif ; il n'est pas, par essence, fait pour déceler ou décrire un phénomène unique en son genre. Il n'est pas prêt de remplacer l'esprit humain qui découvre, pour la première fois, une étrange ou qui sent, intuitivement, l'existence de quelque chose de radicalement nouveau.

LE MYTHE DES GROS SOUS. Les budgets de recherche sont une chose. Les fonds dont on les répartit et les utilise en est une autre. Il existe des assortiments de clauses d'affectation rigides comme l'administration courtoise. D'autres sont attribués à des directeurs de recherche que l'on considère responsables de gérer leurs affaires en souplesse.

Peut-on avoir raison de ces quelques mythes ? Peut-être. Sur les points que nous venons d'évoquer, il est possible d'argumenter et, faisant montre de quelque patience, de convaincre.

Mais, au-delà des mythes, n'y aurait-il pas des peurs ? Les nouveaux citoyens, plus imaginatifs, seront moins faciles à manipuler, ils n'écouteront plus, bouche bée, les discours roflants, les arguties technocratiques, les slogans primaires. Ils vont démasquer le fond sous la forme, contester les objectifs. Est-ce bien raisonnable politiquement parlant ? Et notre administration, si assagie par les normes du mandarinat, que va-t-elle devenir si nous accordons le droit de parole à quelques jeunes fonctionnaires remuants ? Quant à cette histoire de travail en groupe, elle est a priori suspecte. Nous allons tout droit à la participation et à l'autogestion. Nos grands chefs tiennent-ils ce raisonnement de petits chefs ? S'il en est ainsi, leurs peurs s'appellent peur de l'intelligence, peur de la démocratie.

(*) Maître de conférences à l'ENSA. Auteur du livre *Apprendre à imaginer* (Lafont, 1977).

PLANTU PAUVRES CHÉRIS



préface de
Claude Julien
texte de
Christophe Boisch

38 F.

le Centurion

Le « collège invisible »

Lorsque l'on a compris tout cela, une révolte déchirante de notre conception de l'éducation s'impose. A l'éducation traditionnelle, basée sur l'acquisition des connaissances, se superposera une seconde éducation orientée vers le questionnement, la conversation ouverte avec le monde et avec soi, la gymnastique de l'imagination, l'exercice de la rêverie, l'audace de tout remettre en cause. Il ne s'agit plus ici d'acquisition de savoir, mais d'acquisition d'attitudes. Des attitudes mêmes qui peuvent inciter l'individu à devenir plus libre. Vaste programme.

Le Français est individualiste, c'est bien connu. Félicitons-le de se méfier des dangers du purisme et de fur les tentatives d'endoctrinement. Cette position défensive a du bon. Elle limite les dégâts que cause le groupe, vu comme une puissance suspecte et parfois malaisante. Cependant, cette position devient absurde lorsqu'elle exclut, pour ainsi dire a priori, une autre perception du groupe vu cette fois comme un champ de forces positives. Ainsi, un petit groupe qui fonctionne bien peut devenir un lieu d'échanges et de création collective. Le

Le Monde

APRÈS L'ÉTA

ARRIVÉ A NEV

le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

Le prince Sihanouk veut que
ordonnent aux Vie
de se retirer de s

حکومت الاصل

APRÈS L'ÉTABLISSEMENT DU NOUVEAU RÉGIME DE PHNOM-PENH

De nouvelles unités vietnamiennes ont pénétré au Cambodge mardi 9 janvier pour renforcer celles qui avaient envahi le pays, indique une source autorisée à Washington. D'autre part, Bangkok a confirmé le bombardement du quartier général de ses forces à la frontière du Cambodge par deux MIG-21 vietnamiens (« Le Monde » du 10 janvier), mais a affirmé qu'il s'agissait sans doute d'une méprise. Le premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak, devait toutefois se rendre ce mercredi à l'ambassade du Vietnam, à Bangkok, pour demander des explications. A l'origine, on avait cru que ce bombardement était le fait d'avions cambodgiens. Les observateurs signalent des raids aériens vietnamiens — une centaine par jour — au-dessus du territoire khmer : il s'agit de briser la résistance des Khmers rouges qui semble se poursuivre dans certains secteurs.

Les rumeurs les plus contradictoires circulent d'autre part sur le sort des anciens dirigeants. Mercredi matin, des émissaires du ministère cambodgien des affaires étrangères du régime Pol Pot ont remis au poste frontière thaïlandais d'Aranya-Prathet un message de M. Ieng Sary, ancien ministre des affaires étrangères, destiné à son homologue de Bangkok, M. Upadit, avant de regagner leur pays. On ignore la teneur de ce texte mais, selon certaines rumeurs, M. Ieng Sary pourrait demander l'asile politique en Thaïlande. D'autres informateurs font état de la mort de M. Pol Pot ; toutefois, le prince Sihanouk, qui vient d'arriver à New-York, a affirmé que celui-ci et M. Ieng Sary se trouvaient toujours au Cambodge où, selon l'ambassade khmère à Pékin, ils dirigent la résistance.

La radio du nouveau régime, qui émet

désormais de Phnom-Penh, a violemment attaqué le prince Sihanouk et mis en garde Pékin contre toute tentative d'ingérence dans les affaires du Cambodge. L'agence de presse du FUNSK indique que, dans la province de Kompong-Cham, les Cambodgiens regagnent leurs villages d'origine, quittant les coopératives créées par le pouvoir précédent.

Les Etats-Unis ont réagi aux « actes d'agression » vietnamiens au Cambodge en suspendant les conversations américano-vietnamiennes sur le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. « Il n'est pas question que les Etats-Unis reconnaissent Hanoi » aussi longtemps que les troupes vietnamiennes resteront au Cambodge, a déclaré mardi un porte-parole américain. Une délégation parlementaire américaine qui devait se rendre mercredi à Hanoi a annulé son voyage.

A son arrivée à New-York, le prince Sihanouk, qui entend représenter son pays aux Nations unies lors du débat sur le Cambodge, a annoncé son intention de se rendre à Washington pour y rencontrer M. Cyrus Vance, selon un porte-parole du département d'Etat, une telle requête serait prise en considération.

Enfin, les ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) se réuniront les 12 et 13 janvier à Bangkok pour examiner la situation de la région à la lumière des événements du Cambodge. Le vice-premier ministre malaisien a déclaré mardi que son pays condamne le soutien apporté aux « rebelles cambodgiens » par Hanoi. Les Indonésiens annoncent leur intention d'augmenter leur budget militaire. — (U.P.I., A.F.P., Reuter, A.P.).

ARRIVÉ A NEW-YORK

Le prince Sihanouk veut que les Nations unies ordonnent aux Vietnamiens de se retirer de son pays

M. Mills (Jamaïque), président du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré, mardi soir 9 janvier, que le Conseil se réunira « dès que possible », sans doute ce mercredi, pour examiner la situation au Cambodge. A son arrivée à New-York, mardi, le prince Sihanouk, émissaire du gouvernement des Khmers rouges, a déclaré qu'il demanderait au Conseil d'ordonner au Vietnam de retirer ses forces du Cambodge « et de laisser les Cambodgiens régler eux-mêmes leurs affaires ».

Le premier problème qui se pose aux Nations unies est celui de la représentation cambodgienne. Sa solution passera sur la suite du débat.

L'organisation internationale comporte trois organes : l'Assemblée, le secrétariat général et le Conseil de sécurité, qui se prononcent indépendamment les uns des autres sur les questions de représentativité.

● A l'Assemblée siègent des délégations spéciales. A chaque session, le bureau de l'Assemblée se prononce sur la représentativité de chacune. L'Assemblée n'est pas saisie du problème cambodgien et, actuellement, elle ne siège pas. Mais lundi, exceptionnellement, elle reprendra sa trentième-troisième session suspendue fin décembre. Or l'ambassadeur M. Prasit, qui siègeait pour le Cambodge à la première partie de la session, est revenu mardi à New-York avec le prince Sihanouk. Il est vraisemblable qu'il voudra récupérer son siège.

● Après du secrétaire général, M. Waldheim, beaucoup d'Etats membres accordent des délégations permanentes. C'est le secrétaire général lui-même qui décide ou non d'accepter ces accreditations. Cependant, à cet égard, le cas du Cambodge ne se pose pas puisqu'il n'entretient pas de délégation permanente.

● Le Conseil de sécurité est formé de cinq membres permanents et de dix membres non permanents au nombre desquels le Cambodge ne figure pas. Les membres non permanents ont cependant le droit de se faire représenter aux débats qui les intéressent.

Lorsqu'une plainte est déposée, il appartient au président du Conseil de prendre deux décisions : 1) Doit-il réunir effectivement le Conseil (ce

qui implique que, pour lui, la plainte est recevable ?) 2) Qui doit-il admettre au débat ? En admettant une délégation comme celle du prince Sihanouk, le président ne se prononce pas nécessairement sur sa représentativité. N'importe quel témoignage jugé utile peut être accepté, même s'il n'émane pas d'un gouvernement. Dans les cas litigieux, le président consulte les membres du Conseil avant de se décider, d'abord séparément puis ensemble. Rappelons que le veto des membres permanents n'est pas admis pour les questions de procédure.

Dans la pratique, lorsqu'un coup de force survient dans un Etat membre de l'ONU, deux cas se présentent : 1) Lorsque l'autorité du nouveau régime est indiscutable, sa représentativité est admise après quelques tractations plus politiques que juridiques ; 2) Lorsque deux gouvernements se disputent ou se partagent un territoire, la controverse perdure. Elle a sévi vingt ans pour la représentation chinoise. Le cas différait de celui du Cambodge parce que le gouvernement de Formose occupait le terrain avec une représentation permanente et un siège au Conseil de sécurité.

Dans le cas présent, l'U.R.S.S. (comme le Vietnam) estime que le Conseil n'est pas compétent et qu'il s'agit d'une affaire « intérieure ». Elle opposera son veto aux résolutions de fond, oubliant qu'elle avait appuyé, il y a quelques années, l'admission du gouvernement des Khmers rouges qu'elle révoque aujourd'hui. Les Occidentaux, au nom de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des Etats, appuieront ce même gouvernement, qu'ils prennent violemment à partie il y a quelques semaines.

MAURICE DELARUE.

● Dix réfugiés vietnamiens parmi les deux mille trois cents se trouvant à bord du cargo Tung An, ancré en baie de Manille depuis le 27 décembre, ont quitté, mardi 9 janvier, les Philippines pour la France, qui a accepté de les accueillir. Six autres devaient partir pour la Nouvelle-Zélande. Israël, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale se proposaient d'en recevoir plusieurs centaines. — (A.F.P.).

Le Japon suspend son aide à Hanoi

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon paraît de plus en plus préoccupé par la situation en Indochine qui pourrait « déstabiliser l'ensemble de la région », écrit, en particulier, le journal Asahi dans un éditorial. « La crise n'a jamais été aussi aiguë en Asie du Sud-Est depuis la guerre du Vietnam », poursuit le quotidien, soulignant le renforcement du dispositif militaire chinois à la frontière du Vietnam et la possibilité d'une extension du conflit aux provinces septentrionales du Laos où l'influence de Pékin est importante.

Une action commune avec les pays de l'ASEAN

Le gouvernement a annoncé que le Japon agirait de concert avec les pays de l'ASEAN pour décider de sa politique et que, pour l'instant, il n'était pas question de reconnaître le nouveau régime de Phnom-Penh. Les Japonais ont notamment donné cette assurance, mardi 9 janvier, au prince Sihanouk au cours de l'escalade qu'il a faite, à Tokyo, l'ancien chef de l'Etat cambodgien en route pour New-York. M. Sonoda, ministre des affaires étrangères, s'est cependant refusé, au cours d'une conférence de presse, à préciser si le Japon continuerait ou non à reconnaître le régime Pol Pot. Le gouvernement japonais a, ces deux derniers jours, durci sa position à l'égard de Hanoi. Alors que, au lendemain de la chute de Phnom-Penh, Tokyo n'avait fait aucun commentaire officiel sur la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge, le gouvernement dénonce aujourd'hui l'intervention de Hanoi et fait du retrait de ses forces une condition du règlement du conflit.

Le Japon, après avoir annoncé lundi (le Monde du 9 janvier) qu'il réexaminerait sa politique d'assistance à Hanoi a décidé de suspendre celle-ci, faisant valoir que les Vietnamiens n'avaient pas tenu leur engagement de trouver une solution pacifique à leur différend avec le Cambodge, condition mise par Tokyo à son aide lors de la visite au Japon en décembre de M. Nguyen Duy Trinh, ministre des affaires étrangères du Vietnam.

En revanche, le Japon compte accroître substantiellement son aide à la Thaïlande et aux autres pays de l'ASEAN en leur accordant en particulier des prêts en yens afin d'assurer la stabilité de la région. Le général Kriangsak Chamanand, premier ministre thaïlandais, est attendu le 18 janvier à Tokyo. Les Japonais voient dans la main-

mise du Vietnam sur le Cambodge une conséquence de la normalisation des relations sino-américaines. Une aggravation de la tension en Asie du Sud-Est, et en particulier en Indochine, avait été la crainte majeure de certains observateurs au lendemain de la décision de M. Carter d'établir des liens officiels avec Pékin, mettant ainsi la dernière touche à ce qui peut passer pour une « alliance » de fait entre les Etats-Unis, la Chine et le Japon contre l'U.R.S.S. (le Monde du 19 décembre). Bien que le gouvernement ne se soit pas encore prononcé officiellement sur ce point, le sentiment prévaut à Tokyo, que les Nations unies doivent intervenir : « Il est temps », écrit l'Asahi, que l'ONU sorte de la réserve qui fut la sienne pendant la guerre américano-vietnamienne et assume pleinement son rôle pour le maintien de la paix du monde. » Cet éditorial peut être rapproché de celui du Nihon Keizai, le journal économique japonais. Commentant la réunion des « Quatre » à la Guadeloupe, il écrit que la politique occidentale paraît pour le moins « ambivalente », se fixant à la fois comme objectif la détente et l'anti-hégémonie. « Ces deux objectifs sont mis à l'épreuve en Iran et en Indochine : les développements dans ces deux régions créent des risques, en fait, de mettre en cause la stratégie occidentale. »

PHILIPPE PONS.

Moscou et ses alliés ont reconnu le nouveau régime

La Roumanie condamne l'intervention vietnamienne

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas un hasard si Tass n'a diffusé de l'entretien accordé par le dirigeant soviétique aux journalistes américains que la partie consacrée au Cambodge.

Trois thèmes

Il y a trois thèmes dans les propos soviétiques :

— Le régime qui vient de s'établir était un régime sanguinaire, voire fasciste. Alors qu'il y a un mois les tseztz faisaient état de deux millions de victimes de la « clique Pol Pot-Ieng Sary », Tass parle maintenant de trois millions de Cambodgiens exterminés. Or le Kampuchéa n'a fait que suivre « l'exemple tragique » de la Chine qui elle-même « a toujours les droits des « plus élémentaires de l'homme ». Ce raisonnement permet aux Soviétiques de dénoncer une nouvelle fois l'hypocrisie des « défenseurs potentiels » des droits de l'homme, qui « jurent la paix sur les atteintes grossières à la dignité de l'homme en Chine » pour pouvoir jouer la carte chinoise.

C'est le peuple cambodgien qui s'est soulevé contre un régime « abhorré sans ingérence aucune de la part du Vietnam ». Les ac-

cusations contre Hanoi ne sont qu'une « tentative grossière » de la propagande chinoise de « dénaturer l'état réel des choses », a dit M. Brejnev à ses hôtes américains.

— La victoire du FUNSK va permettre le développement de rapports de bon voisinage et de coopération en Asie du Sud-Est. Selon les Soviétiques, c'est vrai non seulement des trois pays indochinois (Vietnam, Laos et Cambodge), mais sans doute aussi de tous les pays de la région. Appendice de la Chine dans le Sud du continent, le Cambodge apparaît comme l'un des principaux obstacles à la création d'une zone de prospérité, de neutralité et de paix, que M. Pham Van Dong, le premier ministre vietnamien, soutient par Moscou, avait promise lors de sa tournée dans les Etats de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est). Mais ce thème est pour l'instant traité discrètement par les Soviétiques, qui ne veulent pas avancer trop vite leurs pions. Après les événements du Cambodge, il est peu probable que les pays de l'ASEAN suscitent volontiers la thèse de Moscou pour qu'elle soit la politique de bon voisinage, de coopération pratiquée par le Vietnam, est une contribution de taille à la cause de la paix et du progrès social sur terre.

DANIEL VERNET.

Tribune internationale

Sombres perspectives

par M. SIM VAR (*)

AINSI donc, comme cela était prévu depuis longtemps, le Kampuchéa démocratique de Pol Pot est tombé comme un fruit mûr sous la coupe du Nord-Vietnam. En effet, au lieu de songer, au lendemain de la victoire sur les républicains de Lon Nol, à panser les blessures et à s'atteler à l'immense tâche de la reconstruction nationale, les révolutionnaires Khmers Samphan, Pol Pot, Ieng Sary et Son Sen se sont ingéniés à fouler aux pieds les plus fondamentaux de l'homme pour détruire toutes les forces vives de la nation khmère, effaçant en quelques jours deux mille ans d'histoire du Cambodge. Ils avaient pourtant tous que le Nord-Vietnam attendait que le moment propice pour sauter sur la proie khmère. Mais ces étranges révolutionnaires n'ont poursuivirent pas moins tranquillement leur sinistre besogne, en exterminant sans jugement ou en votant à la mort lente plusieurs millions de leurs compatriotes, alors que rien ne saurait justifier une telle hécatombe.

Mais ce qui aggrave davantage leur cas, c'est que, étant responsables de la défense du territoire national, ils ont honteusement abandonné leurs postes. On peut aisément deviner ce qui va se produire après leur fuite : la prise du pouvoir par le FUNSK de Heng Samrin, dont on ignore tout jusqu'ici, sera probablement suivie de sanglants règlements de comptes entre compatriotes.

Comme personne ne connaît ses véritables desseins, on pense généralement dans les milieux des réfugiés khmers en France, que, pour avoir obtenu l'appui d'assez puissantes troupes du Nord-Vietnam, cet homme a certainement dû faire la promesse de placer le Cambodge dans l'orbite d'Hanoi, car il semble difficile d'admettre que ces troupes se soient battues uniquement pour ses beaux yeux.

QUELLES que soient les dénégations de l'ambassadeur du Vietnam à Paris, ces troupes s'incrusteront dans ce pays aussi longtemps que la nouvelle équipe dirigeante de Phnom-Penh en aura besoin pour consolider son pouvoir. Elle se consacreront en ce tour de main à tuer les Khmers, comme sous l'effet d'une baguette magique, exactement de la même façon que celles mises en mars 1970 à la disposition du prince Norodom Sihanouk, quand ce dernier venait d'être destitué de son poste de chef d'Etat pour avoir autorisé l'implantation des forces de Hanoi sur le territoire du Cambodge. Et si, d'aventure, cette nouvelle équipe s'avisait de résister à son tour à la satellisation du Cambodge, une fusillade ne manquerait pas d'éclater à l'instigation du Vietnam.

Ainsi de suite, jusqu'à la disparition complète de ce pays de la carte du monde. Comme on le voit, le peuple khmer n'est pas encore arrivé au bout de ses peines. Tous ses malheurs proviennent du fait que son pays a, par la faute de ses dirigeants, quitté sa position de neutralité pour épouser la querelle des grandes puissances, se dressant à la suite de Pékin contre les deux plus grandes puissances nucléaires du monde : les Etats-Unis et l'Union soviétique.

On ne voit pas comment il pourra s'en sortir indemne. Car, depuis qu'elle se sent menacée d'encerclement par les pays de l'axe Pékin-Tokyo-Washington, l'Union soviétique essaiera probablement d'appuyer davantage son allié, le Vietnam, dans sa tentative de satellisation du Cambodge.

(*) Personnalité cambodgienne vivant en France, ancien conseiller de l'Union française.



Le modèle défiguré
Par Thomas Mokrak: 59 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ASIE

Chine

**M. DENG XIAOPING
REFUSE LE DIALOGUE
INTERNATIONAL
SUR LES DROITS DE L'HOMME**

Pékin (A.F.P.). — Pékin n'entend pas donner un droit de regard à l'étranger, même au président Carter, sur sa politique à l'égard des « droits de l'homme » en Chine. C'est ce qu'a indiqué clairement le vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping, mardi 9 janvier, à la délégation du comité des forces armées du Sénat américain en visite à Pékin.

« La Chine ne croit pas que la discussion entre nations sur les droits de l'homme soit utile », a fermement déclaré le vice-premier ministre, cité par les sénateurs américains. M. Deng Xiaoping était interrogé sur ce sujet, après que plusieurs d'entre eux aient affirmé à Pékin que les dernières semaines eurent fait appel au président Carter pour qu'il s'occupe de la question.

En revanche, le dirigeant chinois s'est prononcé en faveur de la poursuite de l'activité diplomatique pour la démocratisation en Chine.

● L'ancienne ambassade des États-Unis à Taipei continuera à fonctionner sous le nom d'« Institut américain de Taiwan » à-t-on appris mardi 9 janvier à Taipei, de source bien informée. La direction de cette nouvelle organisation sera confiée, apprend-on de même source, à M. David Dean, qui avait été le premier directeur adjoint du bureau de liaison américain à Pékin, et avait également exercé la fonction de conseiller politique à l'ambassade américaine de Taipei (A.F.P.).

Afghanistan

Selon l'opposition

**L'ARMÉE RÉGULIÈRE
AURAIT EU DE LOURDES PERTES
DANS DES COMBATS
AVEC DES TRIBUS REBELLES**

Peshawar (A.F.P.). — Plus de mille soldats afghans ont été tués ou faits prisonniers, le 7 janvier, dans des combats les opposant aux guerriers musulmans et à la tribu Safi. Indique un communiqué publié par le mouvement d'opposition au régime de Kaboul « Jamiat-Islami Afghanistan », réfugié à Peshawar, au Pakistan. L'affrontement s'est produit à Shunkri, à 30 kilomètres de Chagabaye, au nord-est du pays, affirme le communiqué, qui précise que plus de mille fusils-mitrailleurs Kalachnikov et italiens ont été saisis, deux chars totalement détruits, mais ne donne aucun bilan des pertes des rebelles.

Selon le communiqué, ces combats ont suivi une attaque par trois mille soldats de l'armée régulière contre les villages de Safi et Shunkri, les 3 et 4 janvier, au cours de laquelle six chars ont été détruits cinquante maisons, tuant vingt-cinq villageois, dont des femmes et des enfants. Il s'agit du plus grave incident annoncé à ce jour par les combattants musulmans du « Jamiat Islami » depuis le début des combats contre le régime révolutionnaire soviétique de Kaboul, au cours de l'été 1978.

PROCHE-ORIENT

LA CRISE IRANIENNE

M. Bakhtiar est convaincu que le chah quittera le pays « dans les prochains jours »

(Suite de la première page.)

A ce propos, il a exclu toute participation d'un représentant du Front national au conseil de régence qui pourrait être mis sur pied avant le départ du souverain, et a suggéré plutôt la formation d'un conseil national « créé par un consensus national et avec l'accord des autorités religieuses ».

Par la suite, M. Forouhar, le porte-parole du Front, nous a précisé que ce conseil ne serait formé que si le chah partait et qu'il serait désigné par l'ayatollah Khomeiny « en qui nous avons toute confiance ». Il a indiqué qu'il n'était nullement question que ce conseil puisse coexister avec un éventuel conseil de régence émanant du régime.

L'incertitude subsiste

« Il faut, a-t-il dit, que le régime actuel disparaisse ou se soumette à la volonté populaire. C'est alors que sera constitué le conseil national dont la première tâche sera de former un gouvernement provisoire à qui sera confiée la mission de superviser le choix du futur système de gouvernement par le truchement d'une assemblée élue au suffrage universel ».

En attendant, l'incertitude la plus totale continue à entourer les « projets de vacances » du souverain, entretenant dans le pays un climat de malaise. Certains des proches du palais laissent entendre qu'un éventuel départ du chah ne saurait intervenir avant que les deux Chambres du Parlement n'aient accordé leur confiance au nouveau gou-

vernement, c'est-à-dire pas avant lundi. Ce n'est cependant un secret pour personne que d'autres membres de l'entourage royal font tout leur possible pour convaincre le chah que son départ serait « catastrophique » pour l'avenir du pays. Selon le *Journal de Téhéran*, M. Zahedi, ambassadeur d'Iran à Washington, et ami personnel du souverain, aurait affirmé catégoriquement que « le

Le nouveau chef du gouvernement a confirmé mardi soir la défection de son ministre de la défense, le général Djani. Ce dernier n'a pas encore rendu publiques les raisons de son geste, mais l'on croit savoir qu'il a été motivé par une divergence sur les compétences du ministre de la défense, fonction qui jusqu'à présent a été surtout honorifique. Le général Djani aurait voulu avoir

de terre, c'est le général Abdolil Badroli, commandant de la garde impériale, et partisan de la manière forte (le Monde du 9 janvier).

Les rumeurs sur un coup d'Etat militaire se multiplient. Elles ont même envahi les colonnes des journaux. *Ettelaat* écrivait mardi soir, dans un article intitulé « Le coup d'Etat : le plus important problème du jour », que ces rumeurs prenaient de plus en plus l'aspect d'une « mise en garde » que M. Bakhtiar commençait à les prendre au sérieux.

L'averissement semble avoir été entendu aussi par les ayatollahs et les diverses associations laïques de l'opposition, qui multiplient les appels dénonçant les attaques contre les maisons des membres de la SAVAK et des militaires, ainsi que les exécutions sommaires et les méthodes de justice expéditive. En achetant mardi leurs journaux, les Iraniens ont eu la désagréable surprise de voir, en première page, la photo d'un Afghani pendu à un poteau au-dessus d'une « foule en colère » à Karachi, à une dizaine de kilomètres au sud de Téhéran. Soupçonné d'avoir commis un vol, il avait été condamné à mort par un « tribunal populaire » et aussitôt pendu en place publique. Trois autres Afghans auraient subi un sort identique dans les quartiers sud de la capitale.

Sans se référer à ces nouvelles exécutions sommaires, M. Bakhtiar a révisé mardi au *Journal Ettelaat* que deux cents « communistes » afghans avaient été arrêtés au cours des récentes manifestations antigouvernementales dans le sud de la capitale, alors « qu'ils incitaient la population à commettre des actes de pillage et de violence ». M. Bakhtiar a ajouté qu'il ne « permettrait pas à un groupe d'Afghans d'importer dans le pays la révolution rouge, la mort et la terreur ». Les Afghans seront-ils les nouveaux boucs émissaires de l'Iran ?

JEAN GUEYRAS.

La présence de l'ayatollah Khomeiny dans un gouvernement démocratique est « souhaitable »

déclare M. Bakhtiar à France-Inter

M. Chapon Bakhtiar, premier ministre iranien, a déclaré mardi 9 janvier au *Journal de France-Inter* que le téléphone sonne « que le chah quittera l'Iran » dans les prochains jours. « Le roi n'abandonnera pas, d'ailleurs, je ne le lui ai pas demandé, a-t-il poursuivi, mais il quitte le pays pour permettre à la Constitution de fonctionner à plein, alors qu'elle a été violée pendant des années. » Un conseil de régence sera constitué avec le départ du chah.

« Le départ du roi est déjà presque chose faite », a encore dit M. Bakhtiar, l'essentiel étant à ses yeux que l'Iran conserve son indépendance, son intégrité et son unité. « Il y a une immense connotation menée par des spécialistes communis pour dénigrer le pays », contre eux, il luttera jusqu'à la fin », ajoute le premier ministre. Il a encore estimé qu'un coup d'Etat militaire serait « pire des choses qui pourraient arriver pour l'Iran ».

M. Bakhtiar a encore déclaré qu'il « respectait l'ayatollah Khomeiny » et estimé que sa présence

serait « souhaitable » dans un gouvernement démocratique. « Ainsi que le prévoit la Constitution iranienne aucune loi, aucune disposition ne peut être votée de manière valable si elle est en contradiction avec l'islam », a-t-il ajouté.

Interrogé sur le sort des prisonniers politiques en Iran, le premier ministre a répondu : « Pourvu que ce soit des prisonniers politiques et non pas des assassins, leur libération fera d'ici tout au plus quinze jours ».

● Trois cents Iraniens ont manifesté mardi 9 janvier au carrefour des boulevards Santa-Monica et Wilshire, à Beverly Hills, à Los-Angeles (Californie), pour demander le départ du chah et la propriété de la sœur du souverain se trouve à environ 1 kilomètre de ce croisement. La mère et la sœur du chah résident actuellement, sous la protection d'agents de la sécurité du département d'Etat, dans une autre maison, à Palm-Springs. (U.P.I.)

DIPLOMATIE

LA VISITE OFFICIELLE DE M. MAAROUF

La coopération avec l'Irak n'exclut aucun secteur d'activité
déclare M. Barre

Les entretiens franco-irakiens, qui se déroulent dans le cadre des consultations régulières entre les deux gouvernements, ont débuté à l'hôtel Maars, à Paris, le 9 janvier, entre les deux chefs des deux délégations. MM. Tahar Mohieddine Maarouf, vice-président de la République d'Irak, arrivé le jour même dans la capitale française, et Raymond Barre, ils se sont égarés ensuite aux autres membres des « deux délégations, d'une part MM. Hassan Ali, membre du Conseil de commandement de la révolution et ministre du commerce extérieur, Saadoun Hammadi, ministre des affaires étrangères, Saad Kassem Hammadi, ministre de l'information, et Leila Nassif Jassam, ministre de l'agriculture, et d'autre part, MM. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, Jean-Pierre Lecat, ministre de la culture et de la communication, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, et Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Un autre entretien entre MM. Maarouf et Barre est prévu pour jeudi soir avant la publication du communiqué commun.

Au cours du premier entretien restreint avec M. Maarouf, M. Raymond Barre a abordé les relations bilatérales économiques et culturelles entre les deux pays. Il a rappelé que la France était le premier acheteur de pétrole en Irak, et que les achats français augmentaient, en 1978, de 500 millions de dollars par rapport à 1977. L'Irak est ainsi le deuxième fournisseur de pétrole de la France après l'Arabie saoudite. Le soutien de la France d'équilibre ses échanges avec l'Irak est donc légitime, d'autant plus que les ventes françaises en Irak plafonnent depuis 1978.

Le premier ministre français a cité quatre grands axes de développement pour les ventes françaises : l'équipement pétrolier de l'Irak (raffineries, usines de traitement du gaz), son équipement nucléaire (l'Irak veut construire une centrale nucléaire de 600 mégawatts), le développement et la modernisation de l'agriculture, enfin les transports et les communications.

M. Raymond Barre s'est adressé ensuite au ministre irakien de l'information pour se féliciter de la part que la France prenait déjà dans le développement des techniques audiovisuelles en Irak (procédé Secam, etc.).

Dans sa réponse, M. Maarouf a réaffirmé que les relations de l'Irak avec la France conservaient un caractère spécifique, et il a rappelé que la visite de M. Raymond Barre en Irak, en juin 1977, ainsi que la conclusion récente en novembre dernier d'un accord-cadre de coopération nucléaire.

La sortie de Matignon, M. Maarouf a déclaré aux journalistes qu'une grande similitude de vues s'était dégagée au cours de son entretien avec M. Raymond Barre, que les deux

interlocuteurs avaient également discuté des problèmes du Proche-Orient et de la Corne de l'Afrique et que les relations entre la France et l'Irak se développaient constamment.

Le premier ministre a offert, mardi soir, un dîner au quai d'Orsay, en l'honneur de la délégation irakienne. Dans son toast, il a déclaré que de telles rencontres étaient indispensables au progrès d'une « coopération qui se veut globale et dans laquelle la France n'a voulu exclure aucun secteur d'activité ».

M. Barre qui a, au passage, rendu hommage au récent sommet de Bagdad, a déclaré partager « l'espoir que l'Irak réussisse pleinement son développement économique ». A-t-il dit, nous avons, aujourd'hui plus que jamais, la conviction qu'un Irak prospère et puissant est indispensable à la stabilité du Proche-Orient ».

Dans sa réponse, M. Maarouf a indiqué que la France occupait une place de choix en Irak et souhaitait que les relations se développent « au profit des relations arabo-françaises et ultérieurement au bénéfice des rapports arabo-européens, en général ».

Il a lancé un avertissement aux pays qui traitent « avec l'entité sioniste, entité artificielle, fondée sur l'agression, l'expansion, l'annexion de terres d'autrui par la force, alors que nous apprécions, a-t-il dit encore, l'attitude française à l'égard des problèmes arabes. Nous aspirons à ce qu'elle se renforce et se consolide dans le but de renforcer la justice et la stabilité ».

Le Monde
doctes et documents

Numéro de janvier

L'ALGÉRIE

L'AUTOMOBILE

Le numéro : 3 F
Abonnement un an (dix numéros) : 30 F

Avec CLEF-

MONDE ARABE

Parlez l'ARABE

Méthode audio-visuelle

CLEF : « Communication, Langues et Formation », Assoc. 1901, 1 rue de Boudonnat, 75001 PARIS - Tél. 281-19-50
Permanences Lun.-vend. 14-18 h.

MEREDITH

14, rue de Passy 16ème.

SOLDE
sa collection
d'hiver 79

TOUTES

LES GRIFFES

SANS EXCEPTION:

Jean-Claude De LUCA

Christian AUJARD

BERCHER

Thierry MUGLER

ETC.

ouvert de 10 h à 19 h.

Mc Douglas boutique

Par autorisation préfectorale n° 193 LB 78 (loi du 30 Décembre 1906)

liquidation du stock

APERÇU DE QUELQUES PRIX

Blouson cuir 950 500	Pelisse doublée Hamster amovible 3500 1900	Pelisse col renard doublée Hamster 6500 3900
Blouson fourré 1000 590	Pantalon cuir 850 500	doublure différentes fourrures 7500 4500
3/4 Peau lainée 2500 1900		

155, Fbg St-Honoré PARIS - Tél. 561.19.71 M° St-Philippe-du-Roule

(Publicité)

L'Association de Solidarité Franco-Arabe organise une soirée placée sous le haut patronage de S.E.M. Ashour Gergoum Ambassadeur de la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste

Le lundi 15 janvier 1979 à 20 h 30 très précises

Salle du Musée de l'Homme - Palais de Chaillot - place du Trocadéro - PARIS

Projection en avant-première du film

« Au nom de la civilisation »

consacré à la résistance libyenne de 1911 à 1932

Un débat suivra la présentation du film

Invitations à retirer au Secrétariat de l'ASFA 13-14, rue Augereau - 75007 PARIS 333-27-52 - 705-81-45

INVESTISSEZ EN BEAUTE...

Jean Michel

Le Spécialiste des pierres précieuses DIAMANTS, ÉMERALDES, RUBIS, SAPHIRS.

44, Rue de Valenciennes - 5. place Centre d'Asie-Montréal

Le mouvement de grève

Le premier ministre iranien, M. Bakhtiar, a déclaré mardi 9 janvier que le chah quittera le pays dans les prochains jours. Il a également affirmé que la présence de l'ayatollah Khomeiny dans un gouvernement démocratique était « souhaitable ».

Le programme d'austerité

Le programme d'austerité de la France a été présenté mardi 9 janvier au Parlement. Le ministre des Finances, M. Jacques Foccart, a déclaré que le programme était « nécessaire et inévitable ».

Le Parlement examine le projet de loi

Le Parlement a examiné mardi 9 janvier le projet de loi relatif à la réforme de la justice. Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le Parlement examine le projet de loi

Le Parlement a examiné mardi 9 janvier le projet de loi relatif à la réforme de la justice. Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le Parlement examine le projet de loi

Le Parlement a examiné mardi 9 janvier le projet de loi relatif à la réforme de la justice. Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le Parlement examine le projet de loi

Le Parlement a examiné mardi 9 janvier le projet de loi relatif à la réforme de la justice. Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le Parlement examine le projet de loi

Le Parlement a examiné mardi 9 janvier le projet de loi relatif à la réforme de la justice. Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le Parlement examine le projet de loi

Le Parlement a examiné mardi 9 janvier le projet de loi relatif à la réforme de la justice. Le projet a été adopté à l'unanimité.

سكزناش الاصل

EUROPE

Espagne

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN JUGE A MADRID Le gouvernement ne semble pas en état d'affronter la violence terroriste

De notre correspondant

Madrid. — L'attentat commis le mardi 9 janvier, et qui a coûté la vie à un juge du Tribunal suprême, a fourni un nouveau motif de consternation aux hommes politiques et aux journalistes (le Monde du 10 janvier). A en croire certaines informations, la police savait que le juge assassiné, M. Miguel Cruz Cuervo, pouvait être victime du terrorisme.

Une instruction ouverte récemment contre plusieurs membres du GRAPO (Groupes révolutionnaires antifascistes du 1^{er} octobre) aurait révélé, en effet, que l'organisation clandestine surveillait les mouvements du magistrat. Or celui-ci, circulait sans aucune protection policière. Avant-il été au moins averti des menaces qui pesaient sur lui, et insisté pour modifier ses habitudes, afin de déjouer d'éventuels assauts ? C'est un point qui n'a pas encore été éclairci. En tout cas, la seule organisation qui avait revendiqué l'attentat mardi soir était précisément celle des GRAPO, qui a adressé un message à un quotidien madrilène et un appel téléphonique à un journal de la Catalogne.

Aucune mesure nouvelle ne serait prise...

Déjà, la semaine dernière, on avait relevé que le gouverneur militaire de Madrid, assassiné par un commando de l'ETA, ne bénéficiait d'aucune garde policière à son domicile. Or, les militants basques avaient averti qu'ils s'en prendraient à ses structures hiérarchiques de « garnie ». Rien n'indique que, depuis, des précautions spéciales aient été adoptées. Exemple parmi d'autres : à Madrid, chacun peut constater que beaucoup de policiers en faction devant les commissariats sont pratiquement à découvert, car ils ne possèdent aucun parapet ou mur de protection.

Selon l'agence Europa Press, la première réaction des autorités, après l'attentat de mardi, a consisté à dire qu'aucune mesure nouvelle ne serait prise dans la lutte contre le terrorisme, car un plan était déjà en cours d'exécution, et il avait donné des ré-

sultats au Pays basque. Le ministre de l'Intérieur, M. Martín Villa, avait fourni les mêmes assurances le jeudi 4 janvier dans une allocution radiotélévisée. On se demande si cette sérénité officielle va durer jusqu'au 1^{er} mars, date des élections législatives. Le quotidien Informations nouvelles, récemment dans un éditorial que le pays n'était pas préparé psychologiquement pour affronter la violence.

Son inertie antérieure

Pour sa part, le gouvernement ne donne pas l'impression de s'être mis sur le pied de guerre. En insistant beaucoup sur le fait qu'une centaine de militants présumés de l'ETA ont été arrêtés ces deux derniers mois, il ne fait que souligner son inertie antérieure. Dans la recherche collective de responsabilités, les autorités françaises ne sont pas oubliées. Les milieux politiques et la presse continuent de les accuser de « complicité passive » avec les militants de l'ETA réfugiés dans les départements pyrénéens. Il semble qu'il en soit tout autrement, mais certains Espagnols ne reconnaissent-ils pas eux-mêmes que l'un des travers du pays consiste souvent à imputer à autrui certains de ses maux ?

Après de longues délibérations, le conseil général basque, réuni à Bilbao, a pu émettre dans la nuit de mardi à mercredi un communiqué condamnant durement l'ETA militaire, qu'il accuse de vouloir « provoquer un coup d'Etat, ce qui supposerait l'interruption du processus démocratique et l'étouffement des aspirations du peuple basque ».

Une fois de plus, il appelle chacun, en Euzkadi, à assumer ses responsabilités pour mettre fin à la violence. L'organisme de pré-autonomie avait lancé un appel public, il y a environ un mois, en vue d'une négociation avec l'organisation séparatiste. Les milieux nationalistes modérés commentent à se demander si une telle solution est encore possible. L'ETA étant divisée, ils doutent en effet que les accords qui pourraient être conclus avec les uns ne soient pas respectés par les autres.

CHARLES VANHECKE.

Portugal

Le quotidien socialiste « A Luta » disparaît

De notre correspondant

Lisbonne. — Le quotidien socialiste « A Luta », dirigé par M. Raúl Rego, a cessé de paraître le mardi 9 janvier. Créé en août 1975 par le groupe de journalistes qui avaient quitté « A República », le journal ne se vendait plus qu'à huit mille exemplaires. Sa rédaction était réduite à une vingtaine de collaborateurs permanents.

Un plan avait été lancé au mois de juillet dernier pour sauver l'entreprise. Il prévoyait de nouveaux investissements ainsi que l'amélioration du contenu de la publication. Pendant quelques semaines, « A Luta » a essayé de changer de visage. Pour la première fois, des responsables politiques n'appartenaient pas au P.S., ont eu accès aux colonnes du journal. Les nouvelles ont été données avec une plus grande rigueur. Mais l'argent promis n'est pas arrivé.

Le parti socialiste, entre-temps, quittait le gouvernement. Libérés de leurs fonctions ministérielles, quelques-uns de ses principaux dirigeants ont commencé à s'inté-

Tchécoslovaquie

L'AVOCAT DE M. SABATA SERAIT EMPÊCHÉ DE LE DÉFENDRE

Prague (A.F.P.). — L'avocat de M. Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, ne pourra probablement pas défendre son client, jeudi 11 janvier, contre l'inculpation d'« injures graves », dont il devra répondre devant le tribunal de Trutnov. M. Josef Danis a annoncé, mardi, à la fille de l'inculpé qu'elle devra probablement chercher un autre défenseur pour son père, car il était menacé d'être rayé du barreau de Prague.

En effet, ses collègues, groupés dans l'Association des avocats de Prague (qui tient lieu de barreau), avaient demandé, dès le 8 janvier, au syndicat national que la carte professionnelle de M. Danis soit annulée.

M. Jacques Wahl, secrétaire général de l'« Eglise », a été reçu par le président du conseil italien, M. Andreotti, mardi 9 janvier, à Rome, pour l'informer des conversations du sommet de la Guadeloupe (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale). — (A.F.P.)

Belgique

M. Wilfried Martens va tenter de former un cabinet dans des conditions très critiques

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Wilfried Martens se sent une vocation de « kamikaze », affirmant beaucoup d'observateurs politiques, qui ne comprennent pas que le président des sociaux-chrétiens flamands ait accepté dans la soirée du mardi 9 janvier la charge de former le nouveau cabinet. On pense qu'il s'agit d'une véritable mission-suicide parce que la situation vue de la Loi paraît plus l'heure que jamais après l'échec de l'informateur, M. Willy Claes, qui n'a pas réussi à rapprocher les points de vue des différents partis. Le clivage entre francophones et flamands n'a cessé de se préciser depuis le scrutin du 17 décembre.

Interrogé mardi soir, M. Martens a reconnu que les difficultés à surmonter seront considérables. Le président du C.V.P. n'a pas dit s'il allait essayer de former un cabinet disposant des deux tiers des voix au Parlement pour réaliser la réforme de l'Etat (et donc de la majorité dans les trois régions, Flandre, Wallonie et Bruxelles) ou s'il allait se contenter d'un gouvernement composé de socialistes et sociaux-chrétiens flamands et francophones avec une « majorité simple » dans les deux assemblées. La seconde formule produirait une coalition qui s'attacherait essentiellement à la solution des problèmes budgétaires, économiques et sociaux. La réforme de l'Etat et la régionalisation seraient alors « mises au réfrigérateur ».

M. Wilfried Martens a quarante-deux ans. Il a un visage rond et porte de grosses lunettes d'écaillé. Il a fait ses études au collège épiscopal d'Enghien. Il est docteur en droit et en notariat. Il a toujours été un combattant du nationalisme flamand et, en 1968, à l'exposition universelle de Bruxelles, alors qu'il était étudiant, il avait participé à des manifestations contre le pavillon de la France, où la langue flamande lui paraissait en situation d'infériorité. En matière économique et sociale, il est considéré comme progressiste.

M. Martens n'a jamais été ministre. Président du C.V.P. depuis 1971, il a été l'artisan de la scission linguistique des sociaux-chrétiens. Elu député en 1974, il a été réélu en 1977 et, le 17 décembre dernier, il obtenait cinquante-trois mille voix de majorité dans son arrondissement, ce qui est une incontestable preuve de popularité. M. Martens, sans doute à tort, est considéré comme l'anti-Tindemans. Mais c'est à ce titre que les partis francophones de la majorité sortante sont prêts à lui faire confiance.

PIERRE DE VOS.

Italie

Quand les terroristes « noirs » copient les « rouges »

De notre correspondant

Rome. — Une « grève des femmes » et plusieurs manifestations ont été organisées à Rome ce mercredi 10 janvier pour protester contre l'attentat sanglant qui, la veille, avait dévasté les locaux de Radio Città Futura (le Monde du 10 janvier). Cette fusillade, suivie d'un incendie, a provoqué une émotion compréhensible : cinq femmes ont été blessées par balles, et leurs agresseurs sont des fascistes déclarés qui se réclament des « Noyaux armés révolutionnaires ». L'une des victimes, Mme Anna Attura, âgée de trente-neuf ans, est dans un état grave. Elle a subi l'ablation de l'utérus. Ses quatre compagnes, qui participaient avec elle à une émission de la contraccption, passeront plusieurs semaines à l'hôpital.

Radio Città Futura est la plus connue des stations libres italiennes. Fondée au printemps 1976, elle a inventé un nouveau style radiophonique et fait de nombreuses émules. Son principal animateur est M. Renzo Rossetti, le fils du cinéaste. Liée à l'extrême gauche, R.C.F. se défend toutes les contradictions mais sans aller jusqu'à prôner la « lutte armée ».

Les terroristes « noirs » lui reprochent d'avoir insulté deux fascistes assassinés le 7 janvier 1976 à Rome. C'est à la mémoire de ces deux victimes qu'une série d'attentats est organisée depuis quelques jours. On a assisté notamment le 6 janvier à l'incendie d'une librairie Feltrinelli et de cinq cinémas romains.

La fusillade de mardi est inquiétante à plusieurs titres. D'abord, pour la première fois, on s'est attaqué à des femmes. Les agresseurs n'ignoraient sans doute pas que chaque matin de 9 h. 30 à 11 heures, R.C.F. traitait son audience à un « collectif » de mères de famille.

On constate d'autre part que les violents d'extrême droite reviennent sur la scène sans que les « rouges » la quittent pour autant. Ce sont donc deux terrorismes visant des cibles différentes que l'Italie risque de devoir affronter en même temps. Celui d'extrême droite est néanmoins plus localisé. Il gravite autour du Mouvement social italien et se confond parfois avec l'aile dure de ce parti. La police est accusée de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour le démanteler.

Troisième constatation inquiétante : les « noirs » sont en train de copier les « rouges ». Ils se mettent, eux aussi, à tirer dans les jambes, laissant entendre que la fois suivante ils pourraient « hausser le tir ». La philosophie des uns et des autres n'est peut-être pas aussi différente qu'il y paraît.

ROBERT SOLÉ.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire de numéro de janvier

PORTUGAL : Dégradation de l'économie et reculs socialistes

(Alain Echegut et Karl Van Meter)

AFRIQUE : La vocation « latino-africaine » de Cuba

(Guy Martinelli)

Un avant-poste du socialisme en Afrique australe : le choix du Mozambique

(Reportage de Christophe Batsch)

PROCHE-ORIENT :

• L'autonomie selon Israël ;

(Amnon Kapeliovsk)

• Les objectifs de la politique française dans la crise du Liban.

(Sélim Turkié.)

AFGHANISTAN :

Les premiers pas du socialisme en Afghanistan

(Jean-Alain Roussard et Claude Soulard)

Les paysans, l'islam et le poids des traditions

(Jean-Christophe Victor)

AMÉRIQUE LATINE :

« Miracles » en chaîne au Brésil

(Marcelo Dias)

Risques de guerre entre l'Argentine et le Chili à propos du canal de Beagle

(Carlos Alberto Gabetto)

LA COMMUNICATION INÉGALE Le savoir et le pouvoir

- Les chances d'un rééquilibrage Nord-Sud (Ate Gil)
- Progrès et incompréhensions entre l'Est et l'Ouest (Gérard Cohen-Jonathan)
- La revendication du tiers-monde (Mohammed Reza Djelili)
- Opinion publique et politique étrangère (Charles Zaeghbel)
- Obstacles techniques et tensions idéologiques (Jean-Paul Jacqué)
- Les travaux de l'équipe Karl Deutsch : théorie des communications et relations internationales (C.Z.)

INTERROGATIONS : Le crépuscule des illusions (Gérard Vincent).

INDEX DES ARTICLES PUBLIÉS EN 1978.

SUPPLÉMENT : Japon, le temps de la réflexion.

Le numéro : 6 F (en vente dans tous les kiosques)

Abonnement et vente au numéro : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Grande-Bretagne

• LE PROCÈS DE M. JEREMY THORPE, ancien chef du parti libéral britannique, a été provisoirement fixé au 30 avril. M. Thorpe devra répondre de complicité de tentative de meurtre et d'incitation au meurtre sur la personne de M. Norman Scott, ancien mannequin. Le procès devant le tribunal de l'Old Bailey à Londres devrait durer trois mois. (Reuter.)

Japon

• MM. TAKEO FUKUDA ET NOBUSUKE KISHI, anciens premiers ministres, seraient impliqués dans une nouvelle affaire de pots-de-vin. Selon les déclarations faites à l'agence Kyodo par un ancien directeur de la société américaine Grumman, cette société leur aurait versé de l'argent pour que le Japon lui commande des appareils militaires E-2C. — (Corresp.)

Nicaragua

• LE GOUVERNEMENT A FINALEMENT AUTORISÉ une manifestation du Front élargi d'opposition (FAO), à l'occasion du premier anniversaire de la mort, le 10 janvier 1978, de Pedro Joaquín Chamorro, alors directeur du journal la Prensa et principal opposant au président Somoza. Le FAO a dû s'engager à répondre de tout dommage corporel ou matériel, commis durant le défilé. Pratiquement, toute l'opposition nicaraguayenne y compris l'extrême gauche et les organisations semi-clandestines, a accepté de participer à ce défilé, qui devrait partir de l'immeuble de la Prensa et traverser la capitale jusqu'au cimetière. D'autre part, deux soldats qui gardaient une banque ont été tués le 9 janvier par des gendarmes sandinistes à Vieja, à 140 kilomètres au nord-ouest de Managua, tandis qu'un troisième était abattu dans des conditions similaires à León, la deuxième ville du pays. — (A.F.P.)

Syrie

• LE GENERAL MOUSTAFA TLASS, ministre syrien de la défense, est rentré mardi 9 janvier à Damas au terme d'une visite d'une semaine en URSS, à l'invitation du maréchal Dimitri Oustinov, son homologue soviétique (le Monde du 5 janvier 1979). Ce voyage avait pour but de reprendre le dialogue sur les fournitures de nouveaux armements modernes soviétiques à la Syrie. — (A.F.P.)

Tunisie

• SAÏD GUAGUI, secrétaire général de la fédération de l'animation de l'U.G.T.T., est décédé des suites d'une longue maladie, annonce le Collectif tunisien du 26 janvier (40, rue de Vaugirard, Paris). Il avait été interpellé après les émeutes de janvier

1978 et, selon le Collectif, les conditions de détention et les services subis « sans être la cause directe du mal qui l'a emporté » avaient aggravé son évolution. Cette information a été donnée, mardi 9 janvier, à l'occasion de la commémoration de la tenue, l'an dernier, du conseil national de l'U.G.T.T. les 8, 9 et 10 janvier 1978, qui se traduisait par « un mois de solidarité avec les travailleurs et syndicalistes tunisiens ». Le Collectif organisera, le 26 janvier, un meeting à la Mutualité.

Turquie

• DEUX PALESTINIENS QUI PURGÈRAIENT UNE PEINE DE PRISON A VIE pour avoir perpétré un attentat, en 1976, à l'aéroport d'Istanbul, ont été évadés mardi soir 9 janvier de la prison de Samsaklar. Il s'agit de Mohammed Hussein Al-Rashid, vingt-neuf ans, et Mahdi Mohammed, vingt-quatre ans, qui s'étaient déclarés membres du Front populaire pour la libération de la Palestine, que présidait M. George Habbache. Ils avaient tué trois personnes et blessé dix-huit autres au cours d'une attaque à la bombe et à la mitrailleuse contre les passagers d'un avion d'El-Al dans la salle de transit de l'aéroport, le 11 novembre 1976. — (A.F.P.)

Union soviétique

• UNE DELEGATION DE SÉNATEURS RÉPUBLICAINS a été reçue ce mercredi 10 janvier par M. Brejnev, pour évoquer les relations soviéto-américaines et les négociations SALT en cours. Les sénateurs de l'opposition souhaitent obtenir « le maximum d'informations » sur le nouvel accord SALT, qui, à leur avis, fera au Sénat américain l'objet d'un débat très difficile. — (U.P.I.)

(Publicité)

bruits MESURES GRATUITES ET GARANTIE PAR LE BETIP DE L'ABAISSSEMENT DES NIVEAUX SONORES

Pour supprimer les bruits il faut les connaître. Le Bureau d'Etudes des traitements pour l'insonorisation phonique vous offre gratuitement d'évaluer les nuisances sonores de votre appartement. Elle pourra ensuite étudier les mesures à prendre pour les réduire. B.E.T.I.P. — 11, quai des Solitaires 92800 Puteaux. La Défense. Tél. 774-83-00.

BON pour mesurer gratuitement les nuisances sonores de mon appartement.

Nom : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Date de validité : _____

donne
En f

Le Point ca vend

5021

le point

Le Point en vente cette semaine chez votre marchand de journaux.

13

صكنا من الاحل

Le Monde

politique

LA SITUATION AU SEIN DU P.S.

Quarante-neuf parlementaires soutiennent MM. Mauroy et Rocard

La contribution déposée dans le cadre de la préparation du congrès du parti socialiste par MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard a été signée, à l'heure actuelle, par environ quatre cents responsables du P.S. Elle est notamment approuvée par cinquante-cinq membres du comité directeur, trente-neuf députés et dix sénateurs. Ces engagements permettent déjà de se faire une idée de l'im-

- plantation géographique du courant animé par le maire de Lille et le député des Yvelines. Il convient cependant d'attendre le 11 février et le dépôt des motions pour se faire une idée plus précise du rapport des forces au sein du P.S. Ce n'est qu'à ce moment par exemple que l'on saura précisément qui soutient M. François Mitterrand qui, à l'heure actuelle, ne se considère engagé par aucun des textes déposés.
- HAUTE-GARONNE :** MM. Gérard Houlier, Maurice Masquère et Alain Savary, députés; Alain Benetou, membre du comité directeur.
- HERAULT :** MM. Georges Prêche, maire de Montpellier, et Bernard Montier, membres du comité directeur.
- ISERE :** M. Jacques-Antoine Gau, député; Kléber Gouyer, Guy Nevache, Jean Verhac, Marie Veron, membres du comité directeur, et M. Hubert Dubedout, député, maire de Grenoble.
- LOIRE-ET-CHER :** M. Yves Denis, premier secrétaire.
- LOIRE :** M. Jacques Badet, membre du comité directeur, maire de Saint-Chamond.
- LOIRE-ATLANTIQUE :** Mlle Martine Bayon, M. Jean-Claude Routier-Leroy, membres du comité directeur, et MM. Alain Chénard, maire de Nantes, Claude Evin, députés.
- LOIRET :** MM. Jean-Pierre Sœur, premier secrétaire, et Michel de La Fourrière, membre du comité directeur.
- LOT-ET-GARONNE :** M. Marcel Garrouste, député.
- MAINE-ET-LOIRE :** M. Marcel Jollivet, premier secrétaire.
- MANCHE :** M. Guy Poirier, premier secrétaire.
- HAUTE-MARNE :** M. Edgard Pisan, sénateur.
- MAYENNE :** M. Pierre Grangère, premier secrétaire.
- MEURTHE-ET-MOSELLE :** MM. François Barla, membre du comité directeur; Yvon Tondou, député.
- MORBIHAN :** M. Jean-Yves Le Drin, député.
- MOSELLE :** M. Henri Schwaner, membre du comité directeur.
- NORD :** MM. Pierre Mauroy, membre du secrétariat; Bernard Derossier et Pierre Frouzet, membres du comité directeur; Albert Danvers, Alain Faugaret, André

Le débat au sein du P.C.F.

M. GOLDRING : pas de protection frileuse.

M. Maurice Goldring, collaborateur de France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., évoque, dans l'Humanité du 10 janvier, la place des intellectuels au sein de la formation communiste. Il écrit notamment :

« Dans les conditions de la lutte des classes, en France, aujourd'hui, quand on ne comprend pas un intellectuel, on est très près de ne pas comprendre non plus un ouvrier. »

« Enracinée dans les réalités nationales, la classe ouvrière ne peut assurer son rôle révolutionnaire par une « protection » dérisoire contre des idées qui, de toute façon, la pénètrent. Notre politique a besoin d'un corps à corps avec ce qui n'est pas nous. Elle doit être un passage permanent et sans repêchage de territoires ennemis ou étrangers, plutôt qu'une protection frileuse contre toute incursion extérieure. »

M. Goldring invite son parti à examiner les expériences étrangères et, à ce propos, il note au passage : « En Irlande, l'alliance du parti du nationalisme des élites avec le parti travailliste a réduit l'avant-garde de la classe ouvrière à l'état d'arrière-garde, pour dénoncer ce qu'ils appellent « l'idéologie occidentale de la dissidence » qui vise au démantèlement des intellectuels des luttes populaires. »

« Une délégation du P.C.F., conduite par M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique, s'est rendue en Pologne du 8 au 10 janvier, sur l'invitation du parti ouvrier unifié de ce pays. Un plan de coopération entre les deux formations a été adopté. »

L'EMPLOI DES CADRES AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Robert Boulin devait faire, ce mercredi, 10 janvier, au conseil des ministres, une communication sur l'emploi des cadres. Le ministre du travail et de la participation ne devait annoncer aucune mesure nouvelle, mais simplement dresser le bilan des dispositions prises depuis la rentrée de septembre, notamment le recrutement de mille cadres âgés de plus de cinquante ans, les aides à la création d'entreprises et à la mobilité géographique.

Cette communication devait être faite dans le sillage d'un débat sur l'emploi des cadres, qui doit avoir lieu le 29 janvier à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la discussion de la loi relative à la hausse des cotisations sociales.

M. PONIATOWSKI ENTRE AU CONSEIL DE L'U.D.F.

Le conseil de l'Union pour la démocratie française (U.D.F.), formation qui rassemble le parti républicain, le Centre des démocrates sociaux, le parti radical-socialiste, le Mouvement démocratique et socialiste de France et les clubs Perspectives et Réalités, a décidé d'accroître le nombre de ses membres, qui passe de quarante à cinquante. A cette occasion, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du parti républicain, est entré au conseil de l'U.D.F., qui est présidé par M. Jean Lecanuet.

M. Poniatowski était devenu président d'honneur du parti républicain lorsque celui-ci avait été fondé, en mai 1977, à la suite de la reconstitution de la Fédération des républicains indépendants, qu'il présidait.

Une délégation du gouvernement des îles Cook, conduite par M. Javeta Short, ministre de l'Agriculture, de la pêche et du tourisme, et par M. Vincent Ingram, ministre de l'Industrie et du commerce, est arrivée à Tahiti mercredi 10 janvier. Elle sera rejointe, samedi, par M. Tom Davis, premier ministre des Cook.

divisés

Plusieurs députés R.R.P., dont le général de Gaulle, appartenant au parti socialiste ou gauchiste, il a souhaité la constitution d'un parti de gauche, à défaut de quoi les élections. Les députés ont provoqué une prise de position de l'U.D.F., qui estime que la guerre absurde et inacceptable.

La Lettre d'information de l'U.D.F. écrit mercredi :

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« Passons sur les pourquoi, ou les comment. Rien de neuf de la part de M. Debré. Il y a eu, à la fin de la semaine dernière, le procès d'interdiction de la loi pimentée d'un bras armé, le plus mauvais des bras armés, le bras armé de la presse, fait pour être, fait pour correspondre à la réalité. »

« Cette guerre qui s'opère, à la fois contre la raison et le bon sens, est une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

« M. Debré a choisi de conduire son petit comité sur les sentiers d'une guerre absurde et inacceptable. »

A Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

M. DAIRE QUITTE LE P.S. ET RENONCE A SON MANDAT DE MAIRE

Le premier tour d'une élection municipale partielle destinée à pourvoir le siège de conseiller municipal qu'occupait M. Martial Daire, maire depuis 1971, de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) est fixé au dimanche 28 janvier. M. Daire avait remis, le 12 décembre dernier, sa démission de maire et de conseiller municipal au préfet du département qui les avait acceptées, le 22 décembre.

Dans un communiqué adressé aux habitants de Pavillons-sous-Bois, M. Daire, retraité des P.T.T., qui avait déjà rendu publique son intention de se retirer dans les années à venir de la vie publique, explique qu'il a été amené à prendre cette décision en raison du vote émis par la section locale du P.S. à l'encontre de sa candidature aux prochaines élections cantonales.

M. Daire, qui a également donné sa démission du P.S., précise que sa décision est la conséquence d'un conflit interne au P.S. et non de dissensions politiques au sein du conseil municipal qui compte désormais 13 P.S., 10 P.C. et 3 personnalités démocrates. — K. L.

LES SOCIALISTES LANCENT UNE CAMPAGNE EN DIRECTION DES JEUNES

M. François Mitterrand et Mme Edith Cresson, membre du secrétariat national, ont lancé, mardi 9 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse, la campagne engagée par le P.S. et le mouvement de la jeunesse socialiste en direction des jeunes.

Mme Cresson a rappelé que les quinze « vingt-cinq ans représentés » 9 millions de jeunes, soit un sixième de la population et que la jeunesse est « la principale victime de la crise économique et de ses conséquences sociales, la politique de la droite ne visant qu'à aggraver cet état de fait ».

La campagne du P.S. portera sur trois thèmes : le droit au travail, le droit d'être soi-même et de s'exprimer, la nécessité de lutter pour vivre autrement.

Interrogé sur la situation du mouvement de la jeunesse socialiste, dont une partie des membres réclament de pouvoir élire les dirigeants, M. Mitterrand a indiqué : « Il ne faut pas se substituer à l'initiative et à la multitude de partis au sein du P.S., pas plus un parti de femmes qu'un parti de jeunes. » Le M.J.S. tiendra un rassemblement national à Paris le 24 février pour faire le point sur sa campagne.

BIBLIOGRAPHIE

« LA RÉVOLUTION DE 1980 » de Philippe de Commynes

Le journaliste André Bercoff, sous le pseudonyme de Philippe de Commynes, s'était déjà intéressé, avant les élections législatives, à la politique-fiction. Il avait pronostiqué une victoire de la gauche et la déconfiture de M. Mitterrand au terme de cent quatre-vingt jours d'expérience gouvernementale. Les faits ayant infirmé cette hypothèse, il a construit un nouveau scénario à partir d'un schéma qui, comme le précédent, est fondé sur une paralysie de la structure gouvernementale comparable à celle que l'on avait connue en mai 1968.

Cette fois, ce sont les partisans de l'autonomie régionale qui servent de principal vecteur à la contestation. Contestation à la fois ministérielle et violente, mais spectaculaire puisque l'auteur imagine qu'un groupe terroriste fait sauter la tour Eiffel à l'aide de missiles SAM-II.

Pour tenter de reprendre en main un pays qui tend à lui échapper, le président de la

★ La Révolution de 1980, de Philippe de Commynes. M. Laffont et Seghers, 262 p., 25 F.

LA MUSIQUE EN CHINE, GOUNOD, SOUCHON, BERG, COMMENT SOIGNER VOS DISQUES, TOUS LES CONCERTS.

Au sommaire du n° 7 du Monde de la Musique : visite à l'Opéra de Paris, pour ou contre Gounod, un dossier sur la musique en Chine, un grand entretien avec Frederica Von Stade, un portrait-témoignage de Berg, Caroline Carlson, une réflexion sur la musique corse, un reportage sur le rock à Londres et l'après-punk, Souchon, Steve Lacy et le free jazz, Nino Rota, un shopping sur les « boîtes-à-musique », les solfège à l'école, des astuces pour soigner vos disques et bien sûr tous les concerts à Paris et en Province. Le Monde de la Musique, chaque mois chez votre marchand de journaux, 7 F.



LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

Le Monde
Télérama

Le Monde

société

POUR UNE JUSTICE MODERNE

III. — De l'indépendance des juges

par ALAIN PEYREFITTE

Dans une série d'articles, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, analyse les manifestations et les causes du « mal » judiciaire (Le Monde des 9 et 10 janvier).

Trop utilisés, les mots s'usent : leur sens se brouille. Que recèle réellement le concept-élé de notre justice : l'indépendance ? Derrière ce noble vocable, que d'obscurités, que d'ignorances, que de sous-entendus polémiques !

Quelle indépendance ? Les souvenirs historiques se pressent en foule à la mémoire. On songe à ce troisième pouvoir analysé par Montesquieu, à la puissance des Parlements d'Ancien Régime. Défions-nous, toutefois, de ces réminiscences mal analysées, qui sont moins des idées claires que des images frappantes propres à alimenter des fantasmes. Le magistrat d'Ancien Régime n'avait rien à attendre de l'Etat. Mais de quel prix était payée cette orgueilleuse autonomie !

Payée d'abord, financièrement, par les magistrats à cause de la vénalité des charges, triste expédient d'une monarchie désargentée ; par les justiciables, du fait de la pratique des épices : la

justice se vendait. Payée ensuite socialement, par l'orgueilleux isolement de cette noblesse de robe. Payée enfin judiciairement, par la célèbre possibilité d'évocation, dont on a dit tous les méfaits : le roi avait le pouvoir discrétionnaire d'évoquer toute affaire où il lui semblait qu'il fût intéressé ; il en désignait ainsi le tribunal qui aurait dû en connaître. Le pouvoir central ne brisait pas l'indépendance, il la contour- nait.

Il est risible d'affirmer — comme on a pu le lire — que l'indépendance judiciaire rétrécit depuis deux siècles comme une peau de chagrin. Cette indépendance était, sous l'Ancien Régime, un appanage personnel, qui marquait le rattachement à une caste hautaine, d'abord soucieuse de ses intérêts de corps et d'argent, l'indépendance est devenue tout autre chose : non plus un privilège accordé au magistrat, mais une condition du bon exercice de l'autorité judiciaire, dans l'intérêt du justiciable.

Le siège et le parquet

Prévenons d'emblée des confusions dont se nourrissent les indignations, surtout lorsque la mauvaise foi s'y mêle. L'indépendance de l'autorité judiciaire n'est pas le président de la République, est le garant, est un principe fondamental, énoncé à l'article 64 de la Constitution. Cette indépendance prend toutefois deux formes différentes, selon qu'il s'agit du siège ou du parquet. Mais qui, dans le grand public, connaît ou comprend la différence entre la magistrature du siège (les juges — y compris les juges d'instruction — dont l'indépendance est totale) et les magistrats du parquet (1) qui sont les représentants du pouvoir exécutif auprès d'une juridiction, placés sous l'autorité du garde des sceaux (2) ? Les premiers rendent des sentences. Les seconds défendent, devant les juges, les intérêts de la société et veillent à l'exécution des lois : ils « prennent des réquisitions » — c'est-à-dire qu'ils présentent des propositions sans avoir aucun moyen d'imposer qu'elles soient approuvées par leurs collègues du siège.

La magistrature assise bénéficie de la règle de l'inséparabilité : « Le magistrat du siège ne peut recevoir, sans son consentement, une affectation nouvelle, même en avancement ».

Beaucoup s'imaginent — des dizaines de lettres tous les matins me le prouvent, auxquelles je ne puis répondre que par une lettre — que le garde des sceaux pourrait donner des instructions aux juges, comme le font tous les jours le ministre de la Défense aux généraux ou le ministre de l'Intérieur aux préfets. Comme ils se trompent ! Curieusement, le ministre de la Justice peut donner des instructions aux juges, mais à condition qu'il ne s'agit pas de juges du siège, mais de juges du parquet, qui ne sont pas placés sous sa tutelle administrative ; alors qu'il ne peut pas en donner aux juges, qui, eux, le sont. Il doit même se garder de leur donner des conseils, ou simplement d'exprimer devant eux une opinion, sur une quelconque affaire dont ils sont saisis.

Quand la Chancellerie estime devoir prendre une position à l'occasion d'une procédure, elle le fait par l'intermédiaire des parquets. Mais les parquets ne peuvent que proposer ; ce sont les juges qui disposent.

On sera, sans doute, tenté d'objecter que le désir d'avancement peut rendre les juges perméables aux sollicitations du pouvoir. Cette objection, rarement explicite, est souvent sous-entendue. Est-elle sérieuse ?

Les magistrats sont légitimement préoccupés de leur carrière. Qu'ils soient du siège ou du parquet, leur avancement en grade est suspendu aux délibérations de la commission d'avancement, dont la composition est paritaire. Quant aux mutations des magistrats du siège, que ce soit en avancement ou en équivalence, elles ne peuvent être décidées qu'à la demande de l'intéressé et

sur avis ou sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature. Cette haute instance est composée de six magistrats de l'ordre judiciaire nommés sur une liste établie par la Cour de cassation, d'un conseiller d'Etat élu par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, et de deux personnalités choisies par le président de la République (le plus souvent, des professeurs d'université).

Le Conseil supérieur se réunit en moyenne une fois par mois. Présidé par le président de la République ou par le garde des sceaux, ces réunions plénières sont minutieusement préparées par ses neuf membres, qui se retrouvent au moins une fois par semaine pour recevoir des magistrats, parcourir les juridictions, discuter entre eux.

Il faut avoir constaté la concorde avec laquelle ces person-

nalités de premier plan se penchent sur le cas de chaque magistrat du siège. L'interrogent en personne, évaluent le déroulement de sa carrière, recourent les renseignements contenus dans le dossier, pèsent sur un trébuchet ses mérites ou ses déficiences. Comme on regrette que ces délibérations doivent, pour protéger les intérêts moraux des intéressés, rester secrètes ! Bien des soupçons seraient démentis, si ces discussions étaient rendues publiques.

Pour ne parler que de la période que je connais directement, j'affirme qu'on ne pourrait citer, dans les vingt et un derniers mois, un seul cas où un juge aurait vu sa carrière freinée pour avoir jugé avec indépendance, ou au contraire accélérée pour avoir fait preuve de « docilité ».

Toutefois, il faut distinguer entre la fonction de jugement et la fonction d'autorité. On ne saurait favoriser ou pénaliser un juge pour sa manière de juger ; mais n'importe quel homme ou femme n'a pas la même aptitude à présider un tribunal de grande instance, ou à plus forte raison une cour d'appel : c'est alors qu'il convient d'apprécier les capacités de gestion, le don d'organiser et de commander, les qualités humaines, le sens du contact. Les membres du Conseil supérieur en délibèrent, avec un scrupule et une impartialité qui forment le respect — et excluent presque toujours les divergences.

Faut-il réformer le Conseil supérieur, comme certains le demandent, et revenir aux pratiques de la IV^e République ? (3) Si ses membres étaient désignés par le Parlement, c'est-à-dire par les partis, la politique politicienne risquerait fort d'envenimer les palais de justice. Faut-il bouleverser les règles qui président au déroulement des carrières des juges ? Elles donnent dans l'ensemble une satisfaction. Le pouvoir de juger et le droit de punir sont choisis trop rarement, qu'on les abandonne aux luttes partiales ou aux pressions des clans.

La parole et la plume

Le statut des magistrats du parquet est différent. Les procureurs généraux ou leurs avocats généraux, les procureurs de la République ou leurs substituts, sont placés sous le contrôle de leur hiérarchie et, en dernier lieu, du ministre. Pour autant, exécutent-ils des ordres comme des automates ? Nullement.

Une clause de conscience leur permet d'exprimer oralement leur désaccord, par exemple, lors de réquisitions que la hiérarchie leur aurait ordonné de prendre par écrit : « La plume est servie, mais la parole est libre ». Il arrive qu'en pratique, le procureur lui-même ne puisse plus arrêter la procédure, même s'il regrette d'avoir mis en mouvement l'action publique. Tel un évêque déshabillé, dont les sacrements restent valides.

Les magistrats du parquet exercent en outre, en toute indépendance d'esprit, une sorte de contrôle général sur les pouvoirs publics toutes les fois que l'Etat ou les fonctionnaires sont tenus d'informer sans délai le procureur de la République des crimes ou délits qu'ils peuvent constater dans l'exercice de leurs fonctions. Ils visitent les hôpitaux psychiatriques et s'assurent que les internements ne sont pas arbitraires. Ils dirigent l'activité de la police judiciaire, sont responsables des gardes à vue, comme de certaines opérations confiées à la gendarmerie ou à la police sur la voie publique (alcoolémie, par exemple). Ils participent, comme leurs collègues du siège, à la mission de défense des libertés que la Constitution leur a confiée.

Voilà qui n'était pas besoin, qui devrait permettre de corriger une fausse image que le public se fait de la magistrature.

(1) Les procureurs généraux des cours d'appel et leurs avocats généraux, les procureurs de la République, les substituts, sont nommés par le président de la République sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.

(2) Selon la définition donnée par le décret des 16-24 août 1950.

(3) M. L. P. Le Conseil de la magistrature de la IV^e République était composé de quatorze membres : le président de la République ; le garde des sceaux ; quatre membres élus par l'Assemblée nationale en dehors de ses membres ; quatre magistrats élus par les magistrats et représentant chacune des catégories : deux membres désignés par le président de la République en dehors du Parlement et de la magistrature.

Prochain article :

IV. — UN MONDE CLOS

Faits et jugements

Légitime défense : un cafetier marseillais relâché

M. Michel Brondeau, trentenaire, est propriétaire du bar Terminus, à Saint-Julien, dans la banlieue de Marseille, a été relâché par le tribunal correctionnel qui a estimé qu'en tirant sur une carabine et blessant l'un des deux cambrioleurs, M. Brondeau avait fait, pour sa part, une demande reconventionnelle de dommages et intérêts contre la partie civile. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 20 janvier 1978 à 3 heures du matin, M. Brondeau — qui avait déjà été par deux fois cambriolé — après avoir téléphoné à la police, descendait muni d'une carabine et blessait l'un des deux cambrioleurs, M. Brondeau, vingt ans. Le complice de ce dernier était arrêté. M. Brondeau poursuivait le cambrioleur par la rue, le blessant à la jambe. M. Brondeau avait fait, pour sa part, une demande reconventionnelle de dommages et intérêts contre la partie civile. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 20 janvier 1978 à 3 heures du matin, M. Brondeau — qui avait déjà été par deux fois cambriolé — après avoir téléphoné à la police, descendait muni d'une carabine et blessait l'un des deux cambrioleurs, M. Brondeau, vingt ans. Le complice de ce dernier était arrêté. M. Brondeau poursuivait le cambrioleur par la rue, le blessant à la jambe. M. Brondeau avait fait, pour sa part, une demande reconventionnelle de dommages et intérêts contre la partie civile. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 20 janvier 1978 à 3 heures du matin, M. Brondeau — qui avait déjà été par deux fois cambriolé — après avoir téléphoné à la police, descendait muni d'une carabine et blessait l'un des deux cambrioleurs, M. Brondeau, vingt ans. Le complice de ce dernier était arrêté. M. Brondeau poursuivait le cambrioleur par la rue, le blessant à la jambe. M. Brondeau avait fait, pour sa part, une demande reconventionnelle de dommages et intérêts contre la partie civile. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 20 janvier 1978 à 3 heures du matin, M. Brondeau — qui avait déjà été par deux fois cambriolé — après avoir téléphoné à la police, descendait muni d'une carabine et blessait l'un des deux cambrioleurs, M. Brondeau, vingt ans. Le complice de ce dernier était arrêté. M. Brondeau poursuivait le cambrioleur par la rue, le blessant à la jambe. M. Brondeau avait fait, pour sa part, une demande reconventionnelle de dommages et intérêts contre la partie civile. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 20 janvier 1978 à 3 heures du matin, M. Brondeau — qui avait déjà été par deux fois cambriolé — après avoir téléphoné à la police, descendait muni d'une carabine et blessait l'un des deux cambrioleurs, M. Brondeau, vingt ans. Le complice de ce dernier était arrêté. M. Brondeau poursuivait le cambrioleur par la rue, le blessant à la jambe. M. Brondeau avait fait, pour sa part, une demande reconventionnelle de dommages et intérêts contre la partie civile. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Les meurtriers présumés d'un Algérien sont identifiés

Les deux meurtriers présumés de Nouredine Nahou, vingt et un ans, ont été identifiés. Le 9 janvier, le tribunal de police, il s'agit de MM. Ignace Mattel et Christian Piazanet, sans profession. Les trois jeunes gens, inculpés et écroués la veille, le 8 janvier, pour tentative d'assassinat, assassinat et association de malfaiteurs, verront ainsi, semble-t-il, leurs chefs d'accusation écartés. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 9 janvier, le tribunal de police, il s'agit de MM. Ignace Mattel et Christian Piazanet, sans profession. Les trois jeunes gens, inculpés et écroués la veille, le 8 janvier, pour tentative d'assassinat, assassinat et association de malfaiteurs, verront ainsi, semble-t-il, leurs chefs d'accusation écartés. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 9 janvier, le tribunal de police, il s'agit de MM. Ignace Mattel et Christian Piazanet, sans profession. Les trois jeunes gens, inculpés et écroués la veille, le 8 janvier, pour tentative d'assassinat, assassinat et association de malfaiteurs, verront ainsi, semble-t-il, leurs chefs d'accusation écartés. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 9 janvier, le tribunal de police, il s'agit de MM. Ignace Mattel et Christian Piazanet, sans profession. Les trois jeunes gens, inculpés et écroués la veille, le 8 janvier, pour tentative d'assassinat, assassinat et association de malfaiteurs, verront ainsi, semble-t-il, leurs chefs d'accusation écartés. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Le 9 janvier, le tribunal de police, il s'agit de MM. Ignace Mattel et Christian Piazanet, sans profession. Les trois jeunes gens, inculpés et écroués la veille, le 8 janvier, pour tentative d'assassinat, assassinat et association de malfaiteurs, verront ainsi, semble-t-il, leurs chefs d'accusation écartés. Le tribunal a jugé, comme leurs collègues du siège, à la mission de défendre des libertés que la Constitution leur a confiée.

Poliier condamné pour violences et voies de fait sur une lycéenne

Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné, mardi 9 janvier, à deux mois d'emprisonnement avec sursis pour violences et voies de fait commis à l'égard d'une lycéenne, un policier, M. Michel Hamon, trente ans, domicilié à Volvra (Isère).

Un mois de mars 1978, il avait rencontré cette jeune fille dans un café et, selon cette dernière, il l'avait entraînée au premier étage de l'établissement pour qu'elle « reprenne ses esprits parce qu'elle ne se sentait pas bien ». Le soir même, elle avait tenté de mettre fin à ses jours et avait accusé le policier de violences.

La vague de froid

DIX-HUIT MILLE PERSONNES SECOURUES

Trois mille cinq cents militaires, dix-huit escadrons de gendarmes mobiles, soit deux mille deux cents hommes environ, ont été affectés à la région parisienne à la fin de la semaine dernière. L'armée de l'air a évacué sept nouveaux-nés et leur mère vers Paris. Dix hélicoptères de la gendarmerie ont survolé la région parisienne au cours de cent cinquante missions spéciales, leur transport volant deux personnes (malades, femmes enceintes, enfants en bas âge). Plus de quatre mille cinq cents réfugiés ont été évacués par les engins de la gendarmerie. L'armée de terre, elle, a mis en œuvre des éléments de sa cavalerie, quatre-vingt-dix véhicules, trente-huit blindés et des engins lourds.

Le Secours populaire français lance un appel afin de venir en aide aux victimes du froid. Les dons peuvent être adressés à : rue Froissart, 75003 Paris C.C.P. 634-37. H. Paris (Indicatif : « Victimes du froid »).

Soldes 10/11 12 janvier

AUX TROIS QUARTIERS

Le grand magasin de la Madeleine

Retrouvez le plaisir d'acheter

CONCOURS ADMINISTRATIFS (Catégorie A)

Préparation à distance aux épreuves de CULTURE GÉNÉRALE doc. contre 9 F en timbres

ACADEMIE

408, Bd des Sources 34270 St-Clement-Rivière

CAPA

Préparation à distance aux épreuves de CULTURE GÉNÉRALE doc. contre 9 F en timbres

ACADEMIE

408, Bd des Sources 34270 St-Clement-Rivière

LE DÉBAT

Le Conseil économique

Le Conseil économique a tenu sa séance hebdomadaire mardi 9 janvier. L'ordre du jour était composé de quatre points : la situation de l'économie, les perspectives de croissance, les problèmes de l'emploi, les questions de la monnaie. Le président du Conseil, M. Jean-Pierre Fouré, a ouvert la séance en soulignant l'importance de ces questions pour le pays. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi, directeur général de l'Insee, à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de la croissance pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter les problèmes de l'emploi. M. Godefridi a souligné l'importance de l'emploi pour le pays, mais a également souligné les problèmes de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les questions de la monnaie. M. Fouré a souligné l'importance de la monnaie pour le pays, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la croissance. Il a ensuite invité M. Jacques Godefridi à présenter la situation de l'économie. M. Godefridi a souligné la croissance de l'économie française, mais a également souligné les problèmes de l'emploi et de la monnaie. Il a ensuite invité M. Jean-Pierre Fouré à présenter les perspectives de croissance. M. Fouré a souligné l'importance de

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR LES RYTHMES SCOLAIRES

Le Conseil économique va se prononcer en faveur d'expériences limitées pour un nouvel étalement des vacances

Faut-il réduire la durée des grandes vacances ? Les décaler selon les régions ? Faire commencer l'année scolaire en janvier ? Supprimer la coupure du mercredi pour les écoliers et libérer entièrement le samedi pour enseignants et enseignants ? Toutes ces questions ont été débattues au Conseil économique et social mardi 9 janvier 1979. L'Assemblée, saisie par le premier ministre le 23 août 1978, sur proposition de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, et de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, examinait les propositions posées par l'organisation des rythmes scolaires, compte tenu de l'aménagement général du temps.

Le rapport et le projet d'avis présentés par le recteur Pierre Magnin au nom de la section des actions éducatives, sanitaires et sociales, et dont le Monde a publié les principaux extraits (le Monde du 23 décembre), ainsi que les interventions des deux ministres ne laissent guère prévoir des bouleversements radicaux dans l'immédiat.

Aucun changement n'aura lieu en 1979. Au calendrier de l'année scolaire 1979-1980, quelques mesures-tests pourraient cependant apparaître, telles que la création de zones pour les grandes vacances et leur raccourcissement de deux semaines. À terme, l'alignement de l'année scolaire sur l'année civile n'est pas exclu.

Un équilibre très enclin est en train de se rompre : le docteur Magnin, recteur de Strasbourg, résume un constat que personne ne semble maître en doute. Au cours de l'examen de son rapport, mardi 9 janvier, aucun des dix orateurs n'a contesté, devant l'Assemblée plénière du Conseil économique et social, le fait qu'une solution doit être trouvée à l'aménagement du temps scolaire. Des amendements seront proposés au projet d'avis, notamment par la C.F.D.T. et la FEN, mais le texte sera probablement adopté.

La conclusion qu'une réforme « profonde et durable » est nécessaire « serait dangereuse », il préconise un « étalement moyen » pendant deux ou trois ans qui consisterait à dissocier la région parisienne du reste de la France en décalant les départs et les rentrées entre ces deux zones, puis à ramener à neuf semaines au lieu de onze la durée des vacances d'été, à mettre enfin en concordance l'année civile et l'année scolaire.

Aucune décision n'est prise pour l'instant, et, en tout état de cause, le gouvernement n'est pas engagé par un vote du Conseil économique et social. D'ailleurs, un sujet aussi vaste et qui touche au cœur des habitudes des Français mérite encore examen. « Nous vous donnons très officiellement », M. Jean-Pierre Soisson et M. Christian Beullac, le ministre de l'éducation, ont déclaré M. Christian Beullac, la mission de pousser plus avant vos études et vos réflexions.

M. Beullac au colloque international sur la famille

École maternelle ou garderie ?

L'école et la famille sont complémentaires dans l'éducation de l'enfant. M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, était invité à le démontrer le mardi 9 janvier à l'occasion de la conférence de l'Union internationale des organisations familiales (le Monde des 9 et 10 janvier). Un seul exemple a suffi : celui de l'école « maternelle », dont le rôle est de « compléter », « conforter » l'action des parents — et qu'on ne saurait ramener à leur rôle ou compenser leurs carences.

Les hommes, une activité professionnelle. Les institutions pardonneront difficilement à M. Beullac de ramener leur action éducative à une simple activité de garderie. Mais surtout faut-il conclure de cette déclaration que les familles — ou le travail de la femme est une nécessité — peuvent faire garder leurs enfants à l'école tandis que dans les autres cas les femmes doivent choisir entre renoncer à leur emploi et payer d'autres femmes pour garder leurs enfants.

L'école maternelle, a en effet reconnu le ministre, est un « élément capital d'harmonisation des chances », de développement de la personnalité et de socialisation. Mais cette école heureuse, éducative, ne serait pas destinée également à tous les enfants. Le ministre semble, en effet, établir une sélection en fonction... des motifs pour lesquels les mères travaillent. M. Beullac a en effet déclaré : « L'école maternelle prend, pour les nombreuses mères de famille que des raisons d'ordre économique obligent à travailler à l'extérieur, le relais de la crèche ou de la nourrice. Je me demande simplement si cette fonction, qui n'est en somme, du moins pour les plus petits, qu'une fonction de garderie, se justifie de la même manière pour celles des mères qu'une tendance irréversible de la société moderne pousse à exercer, à égalité avec

Les femmes au travail sont décidément bien gênantes en période de chômage grave. Le ministre de l'éducation rejoint en cela M. Robert Boulin, ministre du travail, qui estime, il y a trois mois, que seules les veuves, les mères célibataires et les femmes seules ont besoin de travailler. Mais pour les femmes mariées, ajout-il, ce n'est pas ainsi le plus... féminisme. Si les enseignantes mariées et mères de famille devaient rester dans leurs foyers, les bases du système éducatif s'écrouleraient du même coup.

CATHERINE ARDITTI.

Libres opinions

L'enfant oublié !

par ANTOINE LAGARDE (*)

LES rythmes scolaires sont un des problèmes fondamentaux d'une réforme véritable et moderne du système éducatif. Son importance a été enfin comprise par M. Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, et par M. Beullac, ministre de l'éducation. Pour la première fois, la volonté politique s'est exprimée : l'étude a été confiée au Conseil économique et social.

Mais l'espoir suscité par cette décision risque d'être déçu si on en reste aux conclusions restrictives du rapport et si l'étude n'est pas poursuivie.

En effet, en raison du délai imparti, la réflexion du Conseil économique et social n'a pu se porter sur les rythmes scolaires dans leur ensemble. Les vraies questions n'ont pas été posées. L'essentiel, la qualité de vie des élèves, a été sacrifié aux contingences socio-économiques. Le Conseil a été ainsi conduit à ne répondre qu'à deux questions : Peut-on procéder à un étalement des vacances scolaires ? Quelles seront les incidences sur la production industrielle, sur le tourisme, sur les transports ?

Ces considérations sont importantes certes, légitimes pour que le gouvernement prenne des décisions adaptées aux contraintes d'une société moderne basée sur les loisirs, sur la compétition économique. Mais en voulant aller trop vite, en ayant le problème complexe sur une seule donnée, d'inspiration avant tout économique et non pas pédagogique, le risque pris est lourd : l'enfant, cette proie facile de la société de consommation, l'enfant est oublié encore une fois si on en reste là.

Il importait surtout au gouvernement de proposer l'organisation, dès cette année, d'un calendrier qui tienne compte des contraintes économiques, sociales et éducatives. Les études menées ont conclu que la concentration des vacances d'été était préjudiciable à l'industrie touristique, à la qualité des vacances des citoyens, aux transports aériens et routiers, et, dans une certaine mesure, à la compétitivité industrielle.

D'où la nécessité d'étaler les vacances d'été.

Cela est un problème social, économique important, mais qui n'a rien à voir avec les préoccupations éducatives. Le seul aspect pédagogique retenu a été le raccourcissement des vacances d'été pour les élèves : en effet, la longueur de ces vacances en France (deux mois et demi) fait perdre aux élèves une grande partie de l'acquis de l'année scolaire précédente, la majorité des enfants, surtout de six à seize ans, s'ennuient au bout de deux mois, enfin cette longueur inadaptable des vacances d'été est un des principaux facteurs d'aggravation de l'inégalité des chances.

Mais réduire le problème des rythmes scolaires à la réduction des vacances d'été c'est méconnaître la complexité du problème. Si on ne répercute pas le côté positif de cette réduction sur l'organisation de la vie quotidienne et hebdomadaire des élèves, on n'aura pas compris son utilité.

Ma réflexion, que j'ai déjà souvent exprimée et que j'aimerais faire partager est la suivante : L'enfant, qui paraît choyé dans notre société de consommation, en réalité est oublié. Je demande qu'on priorise on pense à lui. En tant que parent, je le demande aux parents, en tant que parent d'élève, je le demande aux enseignants, en tant que parent citoyen, je le demande aux responsables politiques.

L'enfant est oublié, quand pour avoir la paix, les parents le laissent regarder tardivement la télévision et ainsi ne respectent pas une durée et une qualité de sommeil essentielles.

L'enfant est oublié quand la préoccupation de libérer le samedi l'emporte sur le respect du rythme de la scolarité, l'enfant est oublié quand on veut à tout prix occuper ses loisirs sans lui laisser un temps de vie personnelle, un temps de rêve, indispensables à l'acquisition de sa réflexion, de sa sensibilité, de sa personnalité.

L'enfant est oublié quand on concentre sur cent cinquante-quatre journées scolaires des programmes ambitieux, quand à douze ans on lui fait subir quatre heures de cours le matin, alors qu'il est incapable d'en assimiler efficacement plus de deux heures et demie. Que d'illusions et de gaspillage !

L'enfant est oublié, quand les emplois du temps sont mal équilibrés, quand l'alternance des matières intellectuelles, d'éveil ou sportives, n'est pas respectée.

L'enfant, enfin, est oublié quand les contraintes progressives de notre société donnent bonne conscience aux adultes pour proposer, par exemple, des départs et des retours de vacances en milieu de semaine, en un mot quand le contexte économique prend le pas sur la qualité de vie des enfants.

Parler des rythmes scolaires, c'est avant tout parler de l'enfant, c'est étudier le temps de travail et le temps de non-travail qui lui sont utiles et nécessaires, en un mot, c'est le connaître dans sa réalité vraie pour que l'école s'adapte enfin à lui et non l'inverse. Ce doit être la démarche initiale. C'est dans un second temps que doivent intervenir les contraintes socio-économiques. Il faut en tenir compte sans leur donner la priorité.

On ne peut donc en rester là.

C'est un problème complexe, mais les solutions existent. La principale difficulté réside dans la remise en question des adultes. L'étude du Conseil économique et social doit être poursuivie avec le temps de réflexion, de concertation et de critiques indispensables.

L'enjeu en vaut la peine : notre choix est clair, l'avenir de notre société est dans le respect de l'enfant.

(*) Président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP).

Les prix Rosen de cancérologie sont décernés aux docteurs Cuzin et Blandin de Thè

Des travaux sur les liens entre les virus et la cancérisation ont été récompensés par l'attribution, le mardi 9 janvier, de deux des prix Rosen, prix de cancérologie décernés en France.

La Fondation pour la recherche médicale a décerné le prix Rosen, d'un montant de 60 000 F, pour un mémoire de thèse de doctorat en médecine, intitulé « Les virus et la cancérisation », au docteur Blandin de Thè (Lyon).

Les découvertes du professeur Cuzin, qui fit partie durant de longues années de l'équipe du professeur François Jacob à l'Institut Pasteur, concernent les mécanismes moléculaires de la transformation maligne due à certains virus (ceux du polyôme notamment) et lui ont valu une reconnaissance internationale.

C'est par des méthodes radicalement différentes que le docteur Blandin de Thè a pu démontrer une corrélation étroite entre l'infection massive par le virus herpès dit d'Epstein-Barr et le développement du lymphome de Burkitt, un cancer particulièrement malin, répandu dans certaines régions d'Afrique, où il frappe surtout les enfants.

Parallèlement, et toujours par le recours à l'épidémiologie, une vaste enquête a permis de démontrer une association entre l'infection par ce même virus et l'apparition des cancers du rhinopharynx.

Des approches scientifiques très différentes (la biologie moléculaire d'une part et l'épidémiologie de l'autre) contribuent ainsi de manière essentielle au développement des connaissances sur la genèse de la malignité et le rôle qu'y jouent certains virus. Des bourses créées à la mémoire du professeur Yves Couteil (Rennes), de Mme Elisabeth Fromont, et d'autre part à l'initiative de la Fondation René Xerox ont été attribuées au cours de la même cérémonie à de jeunes chercheurs français qui pourront, en continuant leurs travaux, faire progresser leur compréhension de la nutrition de l'enfant, les hormones du cerveau et les traitements des maladies mentales.

Les prix de médecine générale ont été, d'autre part, attribués par un jury du Quotidien du médecin, présidé par le professeur Michel Bolzon, à M. Marie-Paule Robin et Sylvie Dumas-Robert, qui ont achevé avec succès un cycle d'enseignement spécifique de médecine générale.

Un NOMBRE ANORMALEMENT ÉLEVÉ DE LEUCÉMIES AURAIT ÉTÉ ENREGISTRÉ DANS UN ÉTAT AMÉRICAIN SOUMIS À DES RETOMBÉES RADIOACTIVES.

Selon un rapport officiel

Selon des informations publiées par le Washington Post et reprises par l'International Herald Tribune de ce 9 janvier, un nombre anormalement élevé de morts par leucémie aurait été constaté dès 1963 parmi la population de l'Utah. Cet État américain est limitrophe, en effet, du Nevada, où plus de quatre-vingts essais nucléaires dans l'atmosphère ont été faits de 1951 à 1962. À la suite de ces essais, il aurait été constaté que certaines régions de l'Utah auraient reçu des retombées radioactives à plusieurs reprises.

Le Washington Post a tiré ses informations d'un document officiel, établi le 14 septembre 1965 — mais resté secret — dont il a obtenu la communication, en faisant jouer la loi sur la liberté d'information.

D'après le document de 1965, il y aurait eu, de 1960 à 1964, vingt-huit cas de leucémie parmi les vingt mille personnes vivant dans deux comtés du sud-ouest de l'Utah, soit neuf cas de plus que le nombre habituellement enregistré pour une telle population, dans le même laps de temps.

D'autres documents obtenus par le Washington Post selon la même procédure, révéleraient que les autorités de l'Utah ont aussi détecté, dans les régions soumises à ces retombées radioactives, une fréquence anormale de malformations congénitales.

Un hommage de l'Institut Pasteur au professeur Oudin

Immunologie et singularité

La nature biologique et le mécanisme génétique de la spécificité, qui font qu'un individu n'est sensible à un autre, étaient le thème central du colloque organisé récemment à l'Institut Pasteur, à Paris, en l'honneur du professeur Jacques Oudin, âgé de soixante-dix ans, et dont toute la carrière s'accomplit au célèbre institut. Il y a été chef du service d'immunochimie analytique.

Il découvrit, le premier, et dès 1953, que les protéines du sérum des hommes, ou des animaux, même s'ils appartiennent à une même espèce, relevaient de catégories différentes et spécifiques de l'individu, qu'il nomma « allotypes ».

Cette découverte, et l'élucidation du mécanisme génétique commandant la synthèse de ces protéines, ouvrit la voie à l'identification, au côté des groupes sanguins A, B, O, etc., de groupes sériques différenciant les uns des autres des individus relevant pourtant de groupes sanguins identiques.

Une étape nouvelle fut franchie par Jacques Oudin en 1963 lorsqu'il montra que les anticorps que fabri-

que un animal pour se défendre contre un quelconque agresseur sont non seulement d'embles spécifiques de l'animal en question (les allotypes), mais aussi porteurs d'un marqueur nouveau, lié à leur singularité propre, et à la différence des autres anticorps qu'aurait produits l'animal.

La mise en évidence de ce phénomène nommé idiotypie eut une portée considérable : elle apportait, en effet, un jour nouveau sur l'extraordinaire diversité des anticorps et le mystère du mécanisme génétique autorisant, à la demande, une production aussi minuscule, aussi spécifiquement adaptée à un agresseur inconnu.

La richesse et la variété des travaux présentés à l'Institut Pasteur par les plus célèbres immunologistes mondiaux témoignaient de l'importance d'une œuvre entre toutes originales, non seulement par la nouveauté de son apport, mais par le fait que son auteur l'a accomplie seul et avec les moyens les plus modestes, à l'instar des grands novateurs du siècle passé. — Dr E.-L.

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT FRANÇAIS DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
Concours d'entrée directe à :
H.E.C. 2 Années
☐ Ingénieur Grande Ecole
☐ Étudiant second cycle de l'enseignement supérieur
☐ Diplôme I.E.P.
SESSION JANVIER/JUIN
PRÉPARATION INTENSIVE
ADOUT-SEPT.
RESULTATS I.S.T.H.
Concours 1977 :
15 Éléments
9 places H.E.C.
Concours 1978 :
15 Éléments
7 places H.E.C.
5 places ESCA
AUTEUIL 6, Av. Léon Houzey
75016 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 598.63.91

CARNET

Ambassades

— M. Mohammed Boudjoul, ambassadeur d'Algérie à Paris, dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous ceux qui ont manifesté leur sympathie au peuple algérien et à sa représentation en France, à la suite du décès du président Boumedienne, les prie de trouver ici l'expression de ses vifs remerciements.

Il exprime sa profonde reconnaissance à tous ceux qui ont tenu à partager la douleur de l'Algérie, témoignant une nouvelle fois des liens d'amitié entre les peuples algérien et français.

Naissances

— François et Claire RIVIER, ainsi que Nicolas, ont la joie d'annoncer la naissance de Thomas, né le 1^{er} janvier 1979, Bayrouth.

Adoptions

— Michel COQUEY, Catherine Coquey-Vidrovitch, Sarah, Marina et Natacha ont la joie d'annoncer l'adoption de Julien, né le 17 mai 1978, 8, rue du Commandant-René-Mouchotte, 75014 Paris.

Décès

— Grenoble, Seyssinet-Pariset, Mme Joseph Beaurépaire, M. et Mme Pierre Boulet, M. et Mme Xavier Beaurépaire, M. et Mme Etienne Vignon, M. et Mme Etienne Guélaud, M. et Mme Jean-Louis Beaurépaire, M. et Mme Hervé Lacroix, ses enfants.

Ses vingt-neuf petits-enfants et ses quatre arrière-petits-enfants, Mme André Rouget, Les familles Beaurépaire, Nicolet et Sepulchre, Ses frères, beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph BEAUREPAIRE, le 8 janvier 1979, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 11 janvier, à 10 heures, en l'église du village de Seyssinet-Pariset.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le général Maurice Bourgeois, M. et Mme Claude Bourgeois, ont la douleur d'annoncer le décès de Mme Suzanne BOURGEOIS, survenu le 1^{er} janvier 1979 à Paris. Les obsèques se sont déroulées à l'église de Saint-Clément.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière.

— On nous prie d'annoncer le décès subit de M. Maurice de CANONGE, officier de la Légion d'honneur, survenu le 20 décembre dernier. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

De la part de sa famille et de Mme Maurice de Canonge, Maison de retraite de la Presse-Mutuelle, rue de la Vallée, 91210 Ballancourt-sur-Lozère.

(Né le 15 mars 1904 à Toulon, Maurice de Canonge avait commencé une carrière d'acteur de théâtre à l'Odéon, en 1910, puis était venu au cinéma en 1911. De 1921 à 1928, il avait interprété une douzaine de films à Hollywood, puis, de retour à Paris, était devenu directeur général de la Franco-Film Gaumont. Il avait abordé la mise en scène de cinéma en 1936 avec "L'inspecteur Grey", et avait réalisé une vingtaine de films commerciaux, dont "Un fil", en 1947. Il avait réalisé une adaptation importante, en 1952, dans "Les Racines du ciel" de Darryl F. Zanuck.)

— Nous apprenons le décès, en Gironde, de André DUBOURDIEU, ancien compagnon de Mermoz. André Dubourdieu, qui était âgé de cinquante-deux ans, fut un des pionniers de l'aviation en France. Compagnon de Mermoz, Guillaumet et Saint-Exupéry, il assure le premier vol commercial Casablanca-Dakar, en 1925, à bord d'un Breguet-10. Il fut également chargé des vols d'essais de l'Arc-en-Ciel, trimoteur qui devait imposer, de préférence à l'hydravion, l'avion dans sa version moderne pour la traversée de l'océan.

— M. et Mme Paul Hanappe, M. et Mme Jacques Hanappe, Cyrille et Florence Hanappe, ses enfants, Mlle Caroline Van Doornik, ont la grande douleur de faire part du décès de M. Carl HANAPPE, ingénieur civil, commandeur de l'Ordre de Léopold, survenu à Fayt-les-Ménages, le 23 décembre 1978, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu à Fayt-les-Ménages.

23 décembre 1978, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu à Fayt-les-Ménages.

20, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris (14^e).

— Mme Bernard Jacob, son épouse, Mme Dominique Jacob, sa fille, Stéphane et Valérie Jacob, ses petits-enfants.

L'inspecteur général honoraire Lionel Wurmer et Mme, née Blanche Jacob, ses beaux-frères et sœurs, M. Georges Kiron, M. et Mme Jean-Claude Malouvier et leur fille Lorraine, ses cousins.

Mme Jeanne Dabanecourt, fidèle amie de la famille.

Le docteur Michel Vallée, de Moulins, son fils, et Mme Vallée de Moulins.

Toute la famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Cannes, de

M. Bernard JACOB, industriel retraité, engagé volontaire guerre 1914-1918, combattant volontaire de la Résistance 1940-1945, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, des deux guerres 14-18 et 39-45.

L'inhumation aura lieu le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 15, au cimetière des Buttes de Malmaison.

Rendez-vous devant l'entrée principale du cimetière.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Société d'Administration de la Presse ont la tristesse de faire part du décès de leur administrateur :

M. Bernard JACOB, engagé volontaire guerre 1914-1918, combattant volontaire de la Résistance 1940-1945, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre des deux guerres 14-18 et 39-45, survenu dans sa quatre-vingt-unième année à Cannes.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Buttes de Malmaison, le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 15.

Rendez-vous devant l'entrée principale du cimetière.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la société Pabor ont la tristesse de faire part du décès de leur administrateur :

M. Bernard JACOB, engagé volontaire guerre 1914-1918, combattant volontaire de la Résistance 1940-1945, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre des deux guerres 14-18 et 39-45, survenu dans sa quatre-vingt-unième année à Cannes.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Buttes de Malmaison, le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 15.

Rendez-vous devant l'entrée principale du cimetière.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 7 janvier 1979, dans sa soixante-troisième année, de

Mme Michel JULLIARD, née Simone Pacquement, De la part de : Mme Charles Pacquement, sa mère, M. Michel Julliard, son mari, M. et Mme Gilbert Julliard, M. Francis Julliard, M. Jacques Julliard, M. et Mme Alain Julliard, ses enfants, Florence David, Adeline et Philippe Julliard, ses petits-enfants, M. et Mme François Pacquement, M. et Mme François Coguel, ses frères et sœurs.

Le service religieux aura lieu dans l'intimité en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}), le jeudi 11 janvier, à 15 h. 45.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

21, boulevard Beaumarchais, Paris (15^e).

— Le comte et la comtesse François de Saint-Exupéry, Le comte et la comtesse Henri de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Edmond de Lestaple et leurs enfants, M. et Mme Bernard de Gouttes de Lestaple et leurs enfants, Le comte et la comtesse Pierre de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Pierre de Lestaple de La Pière et leurs enfants, Le comte et la comtesse Joseph de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Marie de Saint-Exupéry, MM. Paul, Xavier et Hubert de Saint-Exupéry, ses parents, frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

comte Gilles de SAINT-EXUPÉRY, assistant de direction Air France-Réail, survenu accidentellement le 7 janvier 1979, à San-Vicente (Brazili), à l'âge de trente ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Creysse (Dordogne) le vendredi 12 janvier, à 10 h. 30.

Château de Turgand, Creysse, 24100 Bergerac.

— Monastir (Tunisie), M. Jean-Pierre Sallé, sa femme, son fils, font part du décès de leur mère et grand-père, Mme Angèle SALLÉ, née Baptiste.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction générale, les collaborateurs de C.C.M. ont la grande peine de faire part du décès de

Amédée SERREYS, président-directeur général, officier de l'Ordre national du Mérite, docteur en droit, diplômé H.E.C., diplômé expert-comptable.

Un service religieux a été célébré le 8 janvier en la chapelle de la clinique Saint-Eloi à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 9 janvier au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Oné à Vore (Aveyron), le 24 juillet 1978.

Amédée Serreys, docteur en droit, diplômé de l'Ecole H.E.C. et expert-comptable, a commencé sa carrière en créant, à la fin de la dernière guerre, un important cabinet d'expertise comptable à Béziers. En 1962, à la demande des principaux utilisateurs de la Compagnie des Centres Médico-Contrôle, il devient président-directeur général de cette organisation, dont il assure le développement.

— M. et Mme Jean Tisser, Catherine Navarro, Caroline et Nicolas, Olivier Tisser, Philippe et Isabelle Tisser, ses enfants et petits-enfants, Claude, Marie-Françoise et Michèle Tisser, Bruno, Annie et Matthieu Tisser, Jean-Bernard et Dominique Viano, ses frères et sœurs, M. Raoul Nivière, son beau-père, Les familles Tisser, Morin, Nivière, Viano, Sellanger et Navarro, font part du décès de Jean TISSIER, survenu le 7 janvier 1979, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de La Roche-sur-Foron (74), le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 30.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés au service de pneumo-phylologie (docteur Choffrel), au Centre hospitalier de Corbail-Essones (91).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Carver, 75005 Paris.

— Mme Arnould, profondément touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de son mari, Charles ARNOULD, et dans l'impossibilité de répondre individuellement, exprime ses bien sincères remerciements à tous, ainsi qu'aux personnes qui n'ont pu assister aux obsèques.

— Le conseil d'administration, la direction générale, les collaborateurs de la direction de l'Air France-Réail, ont la grande peine de faire part du décès de

Amédée SERREYS, président-directeur général, officier de l'Ordre national du Mérite, docteur en droit, diplômé H.E.C., diplômé expert-comptable.

Un service religieux a été célébré le 8 janvier en la chapelle de la clinique Saint-Eloi à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 9 janvier au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Oné à Vore (Aveyron), le 24 juillet 1978.

Amédée Serreys, docteur en droit, diplômé de l'Ecole H.E.C. et expert-comptable, a commencé sa carrière en créant, à la fin de la dernière guerre, un important cabinet d'expertise comptable à Béziers. En 1962, à la demande des principaux utilisateurs de la Compagnie des Centres Médico-Contrôle, il devient président-directeur général de cette organisation, dont il assure le développement.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la société Pabor ont la tristesse de faire part du décès de leur administrateur :

M. Bernard JACOB, engagé volontaire guerre 1914-1918, combattant volontaire de la Résistance 1940-1945, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre des deux guerres 14-18 et 39-45, survenu dans sa quatre-vingt-unième année à Cannes.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Buttes de Malmaison, le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 15.

Rendez-vous devant l'entrée principale du cimetière.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 7 janvier 1979, dans sa soixante-troisième année, de

Mme Michel JULLIARD, née Simone Pacquement, De la part de : Mme Charles Pacquement, sa mère, M. Michel Julliard, son mari, M. et Mme Gilbert Julliard, M. Francis Julliard, M. Jacques Julliard, M. et Mme Alain Julliard, ses enfants, Florence David, Adeline et Philippe Julliard, ses petits-enfants, M. et Mme François Pacquement, M. et Mme François Coguel, ses frères et sœurs.

Le service religieux aura lieu dans l'intimité en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}), le jeudi 11 janvier, à 15 h. 45.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

21, boulevard Beaumarchais, Paris (15^e).

— Le comte et la comtesse François de Saint-Exupéry, Le comte et la comtesse Henri de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Edmond de Lestaple et leurs enfants, M. et Mme Bernard de Gouttes de Lestaple et leurs enfants, Le comte et la comtesse Pierre de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Pierre de Lestaple de La Pière et leurs enfants, Le comte et la comtesse Joseph de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Marie de Saint-Exupéry, MM. Paul, Xavier et Hubert de Saint-Exupéry, ses parents, frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

comte Gilles de SAINT-EXUPÉRY, assistant de direction Air France-Réail, survenu accidentellement le 7 janvier 1979, à San-Vicente (Brazili), à l'âge de trente ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Creysse (Dordogne) le vendredi 12 janvier, à 10 h. 30.

Château de Turgand, Creysse, 24100 Bergerac.

— Monastir (Tunisie), M. Jean-Pierre Sallé, sa femme, son fils, font part du décès de leur mère et grand-père, Mme Angèle SALLÉ, née Baptiste.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction générale, les collaborateurs de la direction de l'Air France-Réail, ont la grande peine de faire part du décès de

Amédée SERREYS, président-directeur général, officier de l'Ordre national du Mérite, docteur en droit, diplômé H.E.C., diplômé expert-comptable.

Un service religieux a été célébré le 8 janvier en la chapelle de la clinique Saint-Eloi à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 9 janvier au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Oné à Vore (Aveyron), le 24 juillet 1978.

Amédée Serreys, docteur en droit, diplômé de l'Ecole H.E.C. et expert-comptable, a commencé sa carrière en créant, à la fin de la dernière guerre, un important cabinet d'expertise comptable à Béziers. En 1962, à la demande des principaux utilisateurs de la Compagnie des Centres Médico-Contrôle, il devient président-directeur général de cette organisation, dont il assure le développement.

— M. et Mme Jean Tisser, Catherine Navarro, Caroline et Nicolas, Olivier Tisser, Philippe et Isabelle Tisser, ses enfants et petits-enfants, Claude, Marie-Françoise et Michèle Tisser, Bruno, Annie et Matthieu Tisser, Jean-Bernard et Dominique Viano, ses frères et sœurs, M. Raoul Nivière, son beau-père, Les familles Tisser, Morin, Nivière, Viano, Sellanger et Navarro, font part du décès de Jean TISSIER, survenu le 7 janvier 1979, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de La Roche-sur-Foron (74), le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 30.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés au service de pneumo-phylologie (docteur Choffrel), au Centre hospitalier de Corbail-Essones (91).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Carver, 75005 Paris.

— Mme Arnould, profondément touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de son mari, Charles ARNOULD, et dans l'impossibilité de répondre individuellement, exprime ses bien sincères remerciements à tous, ainsi qu'aux personnes qui n'ont pu assister aux obsèques.

— Le conseil d'administration, la direction générale, les collaborateurs de la direction de l'Air France-Réail, ont la grande peine de faire part du décès de

Amédée SERREYS, président-directeur général, officier de l'Ordre national du Mérite, docteur en droit, diplômé H.E.C., diplômé expert-comptable.

Un service religieux a été célébré le 8 janvier en la chapelle de la clinique Saint-Eloi à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 9 janvier au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Oné à Vore (Aveyron), le 24 juillet 1978.

Amédée Serreys, docteur en droit, diplômé de l'Ecole H.E.C. et expert-comptable, a commencé sa carrière en créant, à la fin de la dernière guerre, un important cabinet d'expertise comptable à Béziers. En 1962, à la demande des principaux utilisateurs de la Compagnie des Centres Médico-Contrôle, il devient président-directeur général de cette organisation, dont il assure le développement.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la société Pabor ont la tristesse de faire part du décès de leur administrateur :

M. Bernard JACOB, engagé volontaire guerre 1914-1918, combattant volontaire de la Résistance 1940-1945, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre des deux guerres 14-18 et 39-45, survenu dans sa quatre-vingt-unième année à Cannes.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Buttes de Malmaison, le vendredi 12 janvier 1979, à 15 h. 15.

Rendez-vous devant l'entrée principale du cimetière.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 7 janvier 1979, dans sa soixante-troisième année, de

Mme Michel JULLIARD, née Simone Pacquement, De la part de : Mme Charles Pacquement, sa mère, M. Michel Julliard, son mari, M. et Mme Gilbert Julliard, M. Francis Julliard, M. Jacques Julliard, M. et Mme Alain Julliard, ses enfants, Florence David, Adeline et Philippe Julliard, ses petits-enfants, M. et Mme François Pacquement, M. et Mme François Coguel, ses frères et sœurs.

Le service religieux aura lieu dans l'intimité en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}), le jeudi 11 janvier, à 15 h. 45.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

21, boulevard Beaumarchais, Paris (15^e).

— Le comte et la comtesse François de Saint-Exupéry, Le comte et la comtesse Henri de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Edmond de Lestaple et leurs enfants, M. et Mme Bernard de Gouttes de Lestaple et leurs enfants, Le comte et la comtesse Pierre de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Pierre de Lestaple de La Pière et leurs enfants, Le comte et la comtesse Joseph de Saint-Exupéry et leurs enfants, M. et Mme Marie de Saint-Exupéry, MM. Paul, Xavier et Hubert de Saint-Exupéry, ses parents, frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

comte Gilles de SAINT-EXUPÉRY, assistant de direction Air France-Réail, survenu accidentellement le 7 janvier 1979, à San-Vicente (Brazili), à l'âge de trente ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Creysse (Dordogne) le vendredi 12 janvier, à 10 h. 30.

Château de Turgand, Creysse, 24100 Bergerac.

— Monastir (Tunisie), M. Jean-Pierre Sallé, sa femme, son fils, font part du décès de leur mère et grand-père, Mme Angèle SALLÉ, née Baptiste.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction générale, les collaborateurs de la direction de l'Air France-Réail, ont la grande peine de faire part du décès de

Amédée SERREYS, président-directeur général, officier de l'Ordre national du Mérite, docteur en droit, diplômé H.E.C., diplômé expert-comptable.

Un service religieux a été célébré le 8 janvier en la chapelle de la clinique Saint-Eloi à Montpellier.

L'inhumation a eu lieu le 9 janvier au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Oné à Vore (Aveyron), le 24 juillet 1978.

Amédée Serreys, docteur en droit, diplômé de l'Ecole H.E.C. et expert-comptable, a commencé sa carrière en créant, à la fin de la dernière guerre, un important cabinet d'expertise comptable à Béziers. En 1962, à la demande des principaux utilisateurs de la Compagnie des Centres Médico-Contrôle, il devient président-directeur général de cette organisation, dont il assure le développement.

Visites et conférences

JEUDI 11 JANVIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30, hall du musée, Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, "Les années 1920-1930" (entrée libre).

15 h. 1, rue du Figuier, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 14, rue de La Rochefoucauld, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 21, rue Cassette, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, quai d'Anjou, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

15 h. 17, rue de la Harpe, Musée de la Ville de Paris, "Le Musée de la Ville de Paris" (entrée libre).

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Delacroix au Musée des beaux-arts de Nancy

Foudre du destin et foudre de la peinture

par PIERRE GRANVILLE

VOICI une exposition Delacroix qui, vu l'envergure de son œuvre peinte — orages romantiques et repos classiques — peut apparaître comme une manifestation réduite de son génie, alors que, tout bien pesé, elle se corse d'un sentiment de grandeur dépassant l'apparence. On le discerne, ce haut degré d'altitude picturale est dû essentiellement à la présence dévorante de la Mort de Charles le Téméraire à la bataille de Nancy. Le fait même que l'exposition se concentre sur un seul tableau, alors que rayonnent autour de lui les éléments de sa genèse, les sources qui le suscitèrent et les répercussions qu'il provoqua, intensifie la vibration que chacun ressent à l'approche d'un chef-d'œuvre.

Il est assez rare, surtout en nos temps modernes démocratiques et médiocratiques, de voir une commande officielle se transformer en une réussite absolue. On ne peut donc qu'honorer celle que Charles X fit à Delacroix pour l'offrir à la ville de Nancy qu'il visitait alors en 1828, après s'être rendu sur les lieux mêmes du champ de bataille. La commande royale de cette année-là est donc aujourd'hui un cent cinquantième anniversaire qui se double funèbrement du cin centième anniversaire de ce trop fameux Waterloo avant la lettre, marquant fin aux admirables ambitions d'un homme dont les visées étaient déjà

pour ainsi dire une amorce européenne. Double souvenir d'événements qui incita Mlle Guillaume, conservateur du Musée de Nancy, à refaire la naissance de l'œuvre, à en chercher ses tentatives ramifiées, à démontrer aux visiteurs qu'il n'est pas, dans l'art comme ailleurs, de généralisation spontanée, à assurer aussi bien les « arrière » du tableau qu ses prolongements que sa projection plus ou moins immédiate, enfin à mettre en bonne place et en bonne lumière dans une salle transformée la peinture d'une défaite qui aurait dû être une victoire pour Eugène Delacroix : n'écrit-il pas dans son *Journal*, lors de son passage à Nancy en août 1837 : « Passé au Musée où mon tableau est placé trop haut et

privé de lumière ? Il a fallu un siècle et demi pour que la lumière lui soit accordée convenablement et que sa lumière, autrement dit la portée de son feu intérieur, nous parvienne enfin, faisant tonner soudainement à nos oreilles tant les bruits de ferrailles de l'histoire que les pensées qui mûrissent au fond du cœur de certains capitaines. Alexandre, César, Vercingétorix, Charles le Téméraire, Napoléon Bonaparte et Charles de Gaulle. Ces pensées se reflètent dans le miroir de ceux qui ont peint les actions d'éclat ou de désespoir, car les peintres qui s'en nourrissent les assimilent à leur propre destin et ce sont un Uccello, un Mantegna, un Altier, un Rubens, un Lebrun, un David, un Gros, à ce jour un Delacroix.

de la stricte anecdote, devient une surréalité de l'histoire.

Le choix de l'épisode de la Mort du Téméraire, pour traiter de la bataille de Nancy, ne le fut pas sans peine : c'est cette fatalité écrasante qui soule à Delacroix, après que, d'alternements en discussions, les édiles municipaux eurent envisagé ou la *Levee du siège de Nancy* sous le règne de René II, duc de Lorraine ou la *Découverte du cadavre du duc de Bourgogne* à motte d'écuyer par les Lorrains. Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois que le peintre s'acharna à mettre en place l'idée même du tableau. De beaux dessins préparatoires en témoignent avec une force enlevée à la mine de plomb, où l'idée trouve déjà son enveloppe charnelle. De même, l'esquisse première, obligamment prêtée par la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague, soumet au regard du surintendant des Beaux-Arts un aperçu de la composition qui sera profondément remaniée au cours d'une longue période de gestation, puisque l'œuvre ne sera achevée qu'après le retour du héros, en dépit de la date apposée de 1831.

Il faut songer qu'entre l'esquisse de 1828 et le tableau définitif une révolution s'opéra, celle de 1830, et que Louis-Philippe succédait à celui qui était à l'origine de la commande du tableau. Et c'est dans cet intervalle que furent peints aussi bien la *Liberté sur les barricades* que



Croquis de cavaliers (musée du Louvre).

la *Bataille de Poitiers* (Louvre), ce dernier présent, lui, à l'exposition. Mais celui-ci est en quelque sorte la « combat du courage », accentué par la composition pyramidale dont la figure de Jean le Bon marque le sommet, tandis que dans la *Mort du Téméraire*, toujours sur le même thème, l'horizontale d'un jointement hième, se déroule la scénographie d'un combat, où l'immense diagonale d'une lance tenue par un chevalier lorrain s'apprête à trapper le Carolus suédois de l'histoire, acculé dans le coin inférieur gauche du tableau. Cependant, Delacroix se voulait précis : il dépêchait ses amis, entre autres le baron Schwiter, à lui trouver des documents topographiques ce qui ne l'empêcha point de modifier par la suite la composition première de l'esquisse : il supprime la chapelle dite des Bonnguignons et d'un soufflet inspiré, enlève au Téméraire, dans le tableau définitif, la masse d'arme qu'il lui faisait primitivement tenir en sa main droite.

fixe un instant grâce à la perspicacité du conservateur : on peut y lire, en effet, entre autres notes de l'artiste : « Ma vue de Donzenac pour placer la chapelle ». Que vient faire ce « Donzenac » dans cette galerie nancéienne ? Donzenac n'est autre qu'un petit village de la Corrèze au nord de Brive que Delacroix connaissait assurément en se rendant à Croix chez les Vermaux non loin de là. Il l'inspire pour un tableau des Ruines du château de Turenne. Et le souvenir du lieu de Donzenac hante précisément l'esprit de Delacroix lorsqu'il cherche un document d'architecture pouvant lui servir de substitut pour le document manquant du réel. Subtil tour de passe-passe dévolé par Mlle Guillaume, qui eut l'ingénieuse idée de se procurer une vue de Donzenac : celle-ci paraît effectivement « coller » à la structure de la chapelle telle que la peint Delacroix dans son esquisse. A ce stade du cheminement de l'élaboration, ne pourrait-on même, face au tableau achevé, faire l'hypothèse d'une soustraction de la chapelle éliminée par l'ingéniosité de la pensée créatrice ? Seule la radiographie saurait révéler s'il y eut changement de cap durant l'accomplissement final.

Foin du bouton de gilet

Toutefois, si l'on voit le peintre procéder par ce genre de lancers et de sauteries, on le voit aussi attaché à la description minutieuse des armures moyen-âgeuses, n'ayant pas oublié les travaux exécutés à Londres (1825), dessins ou peintures d'après les armes de la collection du docteur Meyrick ; on enregistre les enseignements qu'il tira du fouillis du « basar », costumes et armures qu'il avait amassés M. Auguste. Donc, à côté de bien des libertés, on perçoit simultanément la contrainte.

Dans le contexte de la création du tableau, Mlle Guillaume met l'accent tant sur le romantisme de Delacroix — lithographies de *Hamlet* ou de *Goetz de Berlichingen*, *Chenaf* attaqué par un tigre (Bibliothèque nationale), *Pau et Wapner*, à l'aquarelle, *dracologie des Chevaliers morts* (Musée de Metz), *Cromwell au château de Windsor* (collection particulière, Suisse), et, ouvrages plus tardifs tels *la Mort de Valentin* (Kunsthalle de Brême) et *la Mort de Lara* (collection particulière, Zurich) — que sur le thème obsessionnel du combat — *le Glorieux et le Pacha* (Petit Palais), esquisse de la *Bataille de Taillebourg* (Louvre), plus chaleureuse que le tableau définitif du musée de Versailles, mutilé à l'époque et épargné de justesse il y a peu, lors d'un attentat criminel.

Autour d'un tableau souverain dont les grandes lignes s'équilibrent, sont concrètement visibles les données — références — auxquelles Delacroix a puisé en demeurant lui-même : que ce soient souvenirs de Gros avec la *Bataille d'Eylau* évoquée par une dite esquisse du tableau, de Gérard avec la lithographie du *Cheval mort*, qui précède au cheval mort dans la partie droite de la *Bataille de Nancy* que ce soient les études préliminaires de sa propre main, ces éléments

concourent à la fabrication d'un ouvrage digne des plus belles pages de la peinture. L'absence de la réussite, on dirait métaphysique, tient ici dans l'irrespect de la « vérité historique », celle du bouton de gilet qui sied si admirablement au froid génie de M. Ingres et fait ironiquement sourire de l'habileté d'un Horace Vernet ou d'un Paul Delacroix. Oui, Delacroix fait fi de tous les accidents ou incidences historiques pour ne s'attacher qu'à l'essentiel de la peinture : il veut oublier le soleil couchant de l'esquisse, il néglige la masse d'arme et ne se préoccupe pas d'un vermine qui, selon l'historien G. Sève (1899), aurait dû blesser le duc de Bourgogne par derrière, dans sa fuite pour rejoindre son camp. Non, pour Delacroix, la mort l'atteint de face, le visage à découvert, le casque renversé en arrière et le poing nu dans son gantelet fermé. Tandis que sa monture toute de sauterie, le cheval glisse et glisse de sa selle, les yeux grands ouverts, faisant front, désarmé, à l'ennemi plongeant de la lance détruisant du même coup son rêve d'unification. La vérité picturale est plastiquement chargée de la violence de ces contrastes, faisant mieux saisir par le spectateur une vérité méta-historique.

La devise que l'on peut lire sur l'étendard du Téméraire, « Je Fay empris, bien en adienne », prend alors une coloration singulièrement tragique. Delacroix aurait pu la faire sienne, lui qui entreprit, quoi qu'il advint... Dans l'aventure temporelle où s'enchaînent les événements, l'exposition au Musée des beaux-arts de Nancy est l'heureuse et fulgurante rencontre de deux grands destins.

* Jusqu'au 15 janvier 1979

Travaux d'approche

Avec un esprit d'analyse fouillée, la responsable de l'exposition s'est attachée à éclaircir bien des points constitutifs du tableau, dont certains demeurent encore obscurs. Et de se demander si le groupe de combattants de gauche et celui de droite sont ou bien les Bonnguignons ou les Lorrains et les confédérés, les étendards un peu abscons ne donnant pas de réponse précise à ce sujet. Les historiens

n'ont-ils pas, tout comme les critiques du temps, crié haro sur le baudet, parce que Delacroix n'avait pas suivi la lettre — et heureusement, loin de là — la véritable péripétie du drame final de Charles le Téméraire. Mais l'histoire est une chose et la peinture en est une autre, et les exigences et son propre déterminisme. De telle sorte qu'en fin de compte la peinture, quand elle se hausse au-dessus

UN ENTRETIEN SUR LE CINÉMA AVEC M^{re} KIEJMAN

Retrouver l'universel par la simplicité

« N'est-il pas regrettable que la nouvelle commission ne soit pas uniquement composée de gens de cinéma ? Et ne peut-on pas craindre un certain « paritarisme » ?

— Elle est composée de gens qui à la fois ont une grande expérience du cinéma d'auteur et ne sont pas eux-mêmes des bénéficiaires éventuels de l'avance, qui en dehors de tout intérêt égoïste — auraient tendance à croire que tous les films doivent s'inscrire dans les mêmes schémas que les leurs. Le fait que je sois avocat ne doit pas cacher que j'ai une expérience directe de l'exploitation, de la distribution. Je sais ce que c'est, un film qui se « fait », ou ne se « fait » pas, qui « sort » ou ne « sort » pas. Je sais ce qu'est un « à-valoir », une chance de vente à l'étranger.

— Il faut avoir le courage d'admettre que dans la France peuvent faire du cinéma, mais qu'ils sont obligés de le faire à Paris, qu'ils se répètent ensuite. D'autre part, il s'agit d'un « paritarisme » modéré. Il n'y a pas un membre de cette commission qui ignore Barthes, Althusser, Deleuze ou Lacan, mais il ne leur viendrait pas à l'idée de dire que c'est à travers ces grilles-là qu'il faut tout déceler. Chez eux, ni agressivité ni complaisance envers les intellectuels. Par leur formation, beaucoup d'entre eux sont à même de s'intéresser à un projet qui s'attache à la réalité sociale, mais ils sont ouverts, ils n'ont pas l'obsession de ce genre de description. Penser qu'un film devra tourner le dos aux possibilités de divertissement serait aussi stupide que de ne voir en nous que des Parisiens, ou des gens engagés politiquement.

— Quelles vont être vos grandes orientations ?
— La dominante de notre action (aussi bien dans le choix de la commission que dans ses actions extérieures) consistera à combler la cassure qui existe actuellement entre les films aidés par l'avance et les films produits par l'industrie traditionnelle. Il n'est pas sain que l'avance sur recettes soit l'élément principal d'un financement, que des réalisateurs accomplissent ce tour de force, vivent sur cet argent et soient ensuite dans l'incapacité d'exploiter le film, de le communiquer. Parmi les causes d'échec de ce cinéma de qualité, il y a une celle-ci : comme les producteurs ne sont pas financièrement engagés dans ces films, ils n'ont aucune raison de leur faire une place, de leur donner un budget publicitaire suffisant, de se battre pour les maintenir à l'écran, assez longtemps pour que le public vienne. Si l'on ne réconcilie pas ce système d'avance avec les producteurs traditionnels, on aidera des films de qualité, mais on les laissera dans le ghetto. D'où ce phénomène de décapage : puisqu'on n'est pas certain d'atteindre le public, on s'en désintéresse. — Sans que ce soit une doctrine rigoureuse, sans critère d'élimination (une vocation culturelle suppose que rien ne doit être décidé à l'avance, que nous gardons nos facultés d'éblouissement), nous avons quelques règles, qui sont surtout des garde-jous et ne doivent

qu'être confirmées par des exceptions « éblouissantes ». Notre but serait un peu de retrouver l'universel par la simplicité. Il s'agit d'aider un certain nombre de projets (la majorité), qui ne doivent pas être incompréhensibles, ni marginaux, que les producteurs pourront lire en se disant : il y a une chance pour nous, que notre public pourra comprendre : c'est un cinéma pourtant un peu plus difficile, mais nous n'avons pas de chances de récupérer notre mise, mais l'Etat court ce risque avec nous.

— Pour conduire à ce partage des risques, nous aiderons moins de projets. Il n'y aura pas saupoudrage des subventions. L'avance sera ainsi une aide réelle, il y aura incitation, et non substitution. Je suis assez tenté de penser qu'un film dans lequel l'Etat fournit un quart des liquidités c'est un film qui intéresse beaucoup de producteurs. L'excuse doit résider, qui consiste à partager les risques avec des gens qui poursuivent un projet.

— Trouvez-vous normal que des cinéastes confirmés aient besoin de l'avance ?
— Ce qui est regrettable, c'est que des films de Bresson ou de Rohmer soient rare-

ment en équilibre financier. Il serait aussi regrettable qu'un film de Bresson ne puisse pas se faire, alors qu'il sera un enrichissement du patrimoine artistique, parce qu'il ne trouve pas de financement. Je suis donc de ceux qui pensent qu'il faut donner à des réalisateurs confirmés une partie de l'avance, mais qu'on ne doit pas être fasciné par le prestige de certains qui orientent que la subvention leur revient de droit, alors qu'ils ne se soucient que de leur expression personnelle.

— Le thème de la rentabilité est absurde. Quand les musées nationaux achètent un tableau, ils ne se demandent pas combien il y aura de spectateurs, et certains jours, dans les musées, l'entrée est gratuite. Pourquoi ne ferait-on pas une avance à fonds perdus, permettant la naissance d'un élément fort ? De toute façon, les films des auteurs qui ont croisé enfermer dans la marginalité ont une carrière plus longue que les autres (un million d'entrées pour *Ma nuit chez Maud*). Si

l'on arrive à mieux assurer la promotion des films français à l'étranger, on verra que ce sont les films dits culturels que l'on retrouvera. Une de nos missions sera d'aider, de permettre à des gens « nouveaux de s'exprimer, d'aider des films qui manifesteront un réel intérêt au scénario lui-même, à son contenu, son originalité, ses possibilités de développement, à l'esprit d'une œuvre véritable. Nous demanderons de justifier d'un travail cinématographique et de donner un devis, que l'on fera vérifier. La promesse d'avance sera subordonnée à l'examen des conditions de financement.

— De même que les tribunaux ont une liste d'experts, le comité que nous pourrions avoir recours à des directeurs de production qui puissent nous aider. Ce serait un peu la contrepartie de notre bénévolat, que nous ayons des auxiliaires, depuis les lecteurs jusqu'aux experts.

— Les lecteurs (critiques, lecteurs de maisons d'édition, techniciens) seront répartis en groupes de quatre et dépendront d'un membre de la commission. Ils n'auront aucune responsabilité d'attribution. Nous aurons en permanence la liste des scénarios reçus.

— Cependant, un an, c'est très court. — C'est court, mais il n'est pas interdit de renouveler les mandats. Pour des raisons personnelles évidentes, je n'en ferai rien. Mais je suis intéressé par l'enjeu : donner une impulsion nouvelle, animer la commission, être un conciliateur entre les différents milieux professionnels, rappeler aux intellectuels marginaux que l'avance n'est pas leur propriété et aux producteurs, qu'elle ne leur est pas volée.

— Il est normal que, conscients de la menace que pèse sur l'institution de l'avance sur recettes, nous nous battons pour renverser le courant. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous sommes limités par le budget, qui reste de 25 millions. Il est exact que la commission se résume d'un soul d'attention plus grande, et qu'il y a une part de calcul dans le fait que la mise en œuvre d'un budget réduit soit confiée à des gens qui ne sont pas suspects d'être des ennemis de la pensée.

— Mais si nous avons, dans un premier temps, défini nous-mêmes une doctrine propre, nous ne faisons que poursuivre : le travail considérable de la précédente commission, présidée par Hubert Astier. Et nous essaierons de faire un assez bon travail pour que nos successeurs aient des moyens améliorés.

Propos recueillis par CLAIRE DEVARRIEUX.

celibat!



marriage aussi quand on a des partenaires dont le caractère et les systèmes de valeurs sont différents.

des partenaires psychologiques pour vous :

INTERNATIONAL
Psychologie fondée en 1930
BRUXELLES - MONSIEUR
Importance du nombre des
qualités

DE DAVID A MÉNAGEOT

Le lieu de l'histoire

« **B**OUCHER est un de ces hommes qui signifient le goût d'un siècle, qui expriment le personnel et le collectif. Le fait, c'est l'âme de Boucher. » Avec des formules semblables, les Goncourt ont largement participé à fixer une image du dix-huitième siècle trop simple, mais tenace. A la facilité de Boucher, peintre officiel du règne de Louis XV, on oppose le génie plus complexe et plus exigeant de Watteau, de Fragonard, l'art plus intime de Chardin, les anticipations romantiques d'Hubert Robert. Mais on ne peut que s'étonner de l'apparition de David : on parle de « révolution davidienne » car on pense à la Révolution, la grande, celle de 1789.

Un livre, au début de ce siècle, a beaucoup fait pour réformer cette vision. La Peinture d'histoire en France de 1747 à 1785, par Jean Locquin, publié en 1912, aujourd'hui réédité, montrait que le triomphe de David au Salon de 1785, avec le Serment des Horaces, était préparé depuis longtemps, qu'il n'était que l'aboutissement d'une longue évolution : « bien plutôt qu'un événement de nature révolutionnaire, une sorte de retour à la tradition classique momentanément abandonnée ». Le dix-huitième siècle ne cessait pas avec David : la réforme du goût (du moins officiel), la préférence pour des sujets édifiants, le retour à la « grande manière » classique et à la beauté sculpturale de l'antique, l'abandon du « joli » et des arabesques rococo au profit de lignes plus sévères et plus nobles, tout cela avait commencé dès 1747. Le dix-neuvième siècle allait si bien amplifier ce mouvement que les Goncourt, après quelques autres, eurent à révéler « l'âme » endormie du siècle de Boucher. Ainsi va l'histoire.

C'est en 1747 qu'est publiée la première critique d'art, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, et c'est le premier Salon, même s'il se portait sur le thème de La Font de Saint-Yenne, créa-

teur du genre littéraire auquel Diderot donnera toute sa dimension. 1747 est encore l'année de la nomination de Charles Coypel à la charge de premier peintre du roi, l'adieu tenu par Le Brun. Comme le remarque non sans ironie Locquin, le nouveau directeur général des bâtiments, Lenormant de Tournemont, se prenait déjà pour Colbert ; avec la nomination de Coypel, le retour à l'époque prestigieuse de l'Académie royale est un fait accompli. Le mouvement aboutira au triomphe de David — le quel obtiendra d'ailleurs, en 1793, de la Convention, qu'elle supprime l'Académie, avant que l'Empereur, quelques années plus

tard, ne la rétablisse à son profit. Cette ambiguïté est alors un peu dans tous les esprits, et chez Diderot lui-même. A ne lire que les pages consacrées à Chardin, voire à Greuze, on risque d'oublier que le directeur de l'Encyclopédie, comme tous ses contemporains, était une nature divisée, que ses goûts pouvaient aller au réalisme de Chardin, au drame de Greuze, mais qu'il respectait par-dessus tout la hiérarchie des genres instituée au siècle précédent, qu'il n'oubliait pas la supériorité de la peinture d'histoire, qu'il en regrettait la décadence, enfin qu'il était trop heureux de reconnaître chez Vien ou Deshayes deux élèves de Le Sueur.

Peindre les influences

À Rome. On découvre Herculanum en 1738 et Pompéi en 1755, mais le retour à l'antique suit des voies très diverses : l'éclectisme se manifeste entre une petite allégorie de Vien, la Marchande d'amours, inspirée d'une composition légère d'Herculanum et les toiles sévères de David, son principal élève. Les courants antiques et modernes convergent ; ils ne sont pas moins différents et la notion de néo-classicisme demande à être nuancée de mille façons.

Pour des peintres savants, formés par l'Académie, les influences sont multiples. Vient passe des Bolonais (l'école des Carraches) à la statuaire antique sous l'influence d'un amateur lettré, le comte de Caylus. L'exemple des Bolonais est encore fondamental pour Deshayes, mais il ne l'est plus pour David, qui invente véritablement un nouveau style. Or, dans cette période décrite par Locquin, l'unité du style est peut-être la chose la plus rare. La fantaisie préromantique et le sonnet de l'exactitude historique se partagent les esprits. Le grand conflit du réalisme et de l'idéalisme traverse ces trente années et annonce déjà le XIX^e siècle.

La compréhension de la période ne peut être que détaillée. Les monographies sont donc in-

dispensables. Le travail que Nicole Wilk-Brocard consacre au peintre Ménageot, chez le même éditeur, constitue l'extension d'une des notices proposées par Locquin pour les peintres les plus représentatifs. La rareté de ses François-Guillaume Ménageot (1744-1816) est particulièrement représentative. La rareté de ses toiles, l'inégalité de son talent sont elles-mêmes significatives. Il triomphe en 1781 avec sa Mort de Léonard de Vinci, mais, quatre ans plus tard, le Serment des Horaces éclipse la toile qu'il présente au Salon. Il est nommé directeur de l'Académie de France à Rome et l'administration rétrograde de la monarchie. Ménageot, pendant la Révolution, devra veiller à la sécurité de ses élèves, que leurs opinions républicaines exposent à la colère des Romains. L'école est saccagée. De retour en France, vers 1800, Ménageot reprend sa carrière administrative et accumule tous les honneurs. Son œuvre est inégale, mais on peut apprécier le tableau allégorique reproduit sur la couverture du livre, les portraits, les caricatures, etc.

Nous sommes en 1785, à la veille de la Révolution. Et le plus troublant reste finalement la rencontre du nouveau style républicain par David (en conclusion d'une longue crise) et de l'histoire elle-même. La France révolutionnaire va imiter les Anciens jusqu'à se donner un empereur. David triomphe, comme aucun peintre depuis Le Brun : lui seul en effet a su imposer cette monumentalité des figures qui évoluent, grandeur nature, sur la scène d'un drame auquel le spectateur est amené irrésistiblement à participer. Par l'art, et par l'illusion, on est entré dans la période révolutionnaire, où l'action est immédiatement doublée d'un geste qui la représente, où l'histoire est une scène et la scène le lieu réel de l'histoire.

J.-F. C.

★ Jean Locquin, La Peinture d'histoire en France de 1747 à 1785, éd. Arthème, Paris, 1978, 400 p., 192 fr.

★ Nicole Wilk-Brocard, François-Guillaume Ménageot, éd. Arthème, Paris, 1978, 200 p.

Le Théâtre des Deux-Anes vient de fêter joyeusement le 100^e de la mort de « Madame Rosa » en « Portraits » avec A.-M. Carré, M. Huguier, Ch. Vabré, Florence Branaud en tête de la distribution.

14 JUILLET PARNASSE
LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRÈS LA PLUIE
UN FILM DE MIZOGUCHI

Le Théâtre des Deux-Anes vient de fêter joyeusement le 100^e de la mort de « Madame Rosa » en « Portraits » avec A.-M. Carré, M. Huguier, Ch. Vabré, Florence Branaud en tête de la distribution.

Un numéro spécial des « Cahiers du cinéma »

Des photos et des mots



LES Cahiers du cinéma publient un numéro spécial sur les photos de films, tiré à trois mille exemplaires et vendu 38 francs. Les critiques se sont invités à fouiller dans une photothèque de cinquante mille photos : ils ont choisi les photos qui leur disaient quelque chose, celles qui pouvaient susciter de petites poussées d'écriture. Ils devaient se tenir à des textes courts, mis en page à côté ou sous les photos ; Roland Barthes a favorisé le fragment.

Les photos qu'ils ont choisies ne sont pas des photos classiques, très connues, mais des photos exemplaires (le mot fin sur le photogramme) ou des photos énigmatiques (un gros plan, la main qui tient un briquet à l'initiale dans l'inconnu du Nord-Express, celle qui se glisse sous un veston dans Pick-pocket). Et à part quelques photos de films de Godard, ce sont surtout des photos de vieux films américains : on les a parlés accolés deux par deux pour réfléchir à ce jeu d'images, certaines ont été la prétexte d'un exercice supplémentaire sur un film, Métropolis, sur le visage d'un acteur, Buster Keaton ou Harry Langdon. Il n'y a donc pas de choix cohérent, aucune thématique, juste une suite de penchants. Ce numéro spécial est le premier d'une série : l'expérience sera de nouveau tentée avec des cinéastes, puis des écrivains.

Parler de la photo de film ne revient pas à parler de la photo : c'est une espèce à part, hybride, qui ne se réfère pas à la réalité et n'a de valeur que comme extrait, comme souvenir du film, comme objet de collection. La photo agit forcément comme preuve — c'est l'évidence : ça c'est passé, — alors qu'il n'y a pas de descripteurs et des décors, des lumières non naturelles, une mise

en scène, des gestes répétés et suspendus. La photo de cinéma ne capte pas seulement le visage de l'acteur (les photos de stars ont été évitées) ; comme le dit Alain Bargaï, qui a dirigé ce numéro, c'est un peu de « la douce chaleur de l'imagination » que veut emporter l'adlascant des Quatre cents coups en volant une photo dans la vitrine d'un cinéma. Parler de la spécificité de la photo de film n'est qu'une réponse biaisée de continuer à parler du cinéma, de la cinéphilie, du gros plan.

Il y a, dans ces pages, un aplomb d'intelligence, un plaisir des mots, à les faire mousser, à les contourner, à les répéter, à les mettre en gras, entre guillemets et entre tirets, un plaisir du surplus de mots, c'est-à-dire, sans que ce soit trop pérorant, un plaisir à parler en plus de ce qu'on a dit. Ce plaisir l'emporte souvent sur l'idée, et c'est peut-être une tentation inévitable quand on doit s'appuyer sur des photos, quand on a en face de soi cette matière fixe qui ne réagit pas : mettre l'image en mots, faire passer ses éléments dans une description, cela ne fait que la doubler, l'imprimer deux fois.

Certains critiques n'avaient pas vu le film d'où sortait leur photo, ils n'en connaissent rien : en l'observant longtemps, en scrutant les regards et la position des corps, le détail d'un vêtement, ils ont essayé de recréer le moment du film. La tentative la plus intéressante — comme le réclame sur les pages de Glé — a partir d'une photo sans légende ni numéro — est de décoller le texte de l'analyse (vite épuisée) et de la description pour l'apporter vers le romanesque pur. Ce numéro a vu le jour l'été dernier. L'écriture, à quelques exceptions près, en est égale, inépuisée.

HERVÉ GUIBERT.

ISAAC STERN
A PARIS
avec Daniel BARENBOIM
les 11, 12, 13 et 15 Janvier

NOUVEAUTÉS

- TCHAIKOVSKY
Concerto pour violon
Dir: Mstislav Rostropovitch
CBS 76725
- VIVALDI
Les Quatre Saisons
CBS 76795
- VIVALDI-TELEMAN
Concertos
avec Jean Pierre Rampal
CBS 76978

CBS MASTERWORKS

JULES CESAR
de WILLIAM SHAKESPEARE
mise en scène : Guy RÉTORÉ
797.96.06

à partir du 16 janvier
PAUVRE B...!
d'après Baudelaire
par le Théâtre Provisoire de Bruxelles
THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
59 bd Jules-guesde loc. 243.00.59 11ac agences copar

la première représentation au
PS PALAIS DES SPORTS
du
ballet du XX^e siècle
directeur artistique : Maurice BÉJART
sera donnée le mardi 16 janvier 1979
à 20 h 30
au profit des œuvres sociales
de l'association des
FRANÇAIS LIBRES

PROGRAMME

- GATE PARISIENNE
musique de J. OFFENBACH
- BOLERO
musique de Maurice RAVEL
- LE SPECTRE DE LA ROSE
musique de Carl von WEBER

Les billets sont en vente
à 100 F, 80 F, 50 F, 30 F, 20 F, 10 F
à la billetterie du Palais des Sports
de 12 h 30 à 19 h
ou aux agences
et par téléphone 532.41.21

ALFRED BRENDL, piano
Récital Schubert

FACULTE
DE DROIT/ASSAS
18 janvier à 20 h 30
clôt par le professeur
Prongren

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT
THEATRE D'ORSAY
en raison du succès
la location est ouverte 20 jours à l'avance
pour
ZADIG
de Georges Coulonges
d'après Voltaire
et
HAROLD ET MAUDE
Colin Higgins - Jean-Claude Carrière
PETIT ORSAY
à partir du 16 janvier
DIDEROT A CORPS PERDU
par Elisabeth de Fontenay
musique Jean Guillou
mise en scène Jean-Louis Barrault
7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

4^e MOIS
GUY BEDOS
Comédie des Champs-Élysées
15, av. Montaigne. Métro : Alma. Tél. : 256.02.15
Location au théâtre de 11 à 20 h et agences.
Soirées 20 h 45. Dimanche matinée 15 h.

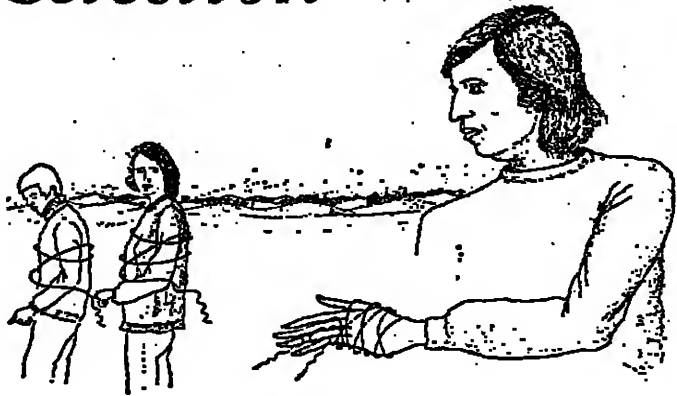
ANNE A SUCRE
Chœur
un Soir de Fête
aux Antilles

CAIS
BETHOVEN
MAHLER.

DIAPASON

DU FRANÇAIS

une sélection



« La femme qui pleure », vu par Bonnard.

cinéma

LA FEMME QUI PLEURE

de Jacques Dailly
Un homme aime sa petite fille et deux femmes, dont une qui pleure. Un huis clos, comme les Dolgas dans la tête (premier film de Dailly), mais ici, les personnages s'enferment dans les déchaînements de la haine et de la passion. Ils ne s'en sortent pas, comme on dit, et le réalisateur, sobrement, cadre la violence, fasciné par l'indécence des désespoirs exprimés.

LES YEUX DE LAURA MARS

de Irvin Kershner
Relation télépathique entre une photographe de mode inspirée par la violence et un assassin inconnu qui crée les yeux de ses victimes. Mise en scène brillante pour un « thriller » à dimension morale : le regard de l'artiste n'est pas plus innocent que celui du criminel.

LE CYCLE

de Darius Mehry
Comment on achète le sang de clochards, de mœurs et, même, de malades pour le revendre à un hôpital de Téhéran qui n'ignore rien de ce trafic. Comment un jeune homme pauvre devient, à son tour, un exploitateur. Réalité intolérable qui a valu à ce film d'être dénoncé et de colère d'être interdit en Iran.

BAKO « L'AUTRE RIVE »

de Jacques Champreux
La filière — reconstruite d'après des faits réels — qui conduit

des paysans du Mali poussés par la misère d'Afrique en France. Les malheurs de l'émigration marchant vers un mirage. Un lyrisme mélodramatique effacé. Prix Jean-Vigo 1978.

CONFIDENCES POUR CONFIDENCES

de Pascal Thomas
Même les familles où l'on s'entend bien sont un jour démunies parce que les enfants grandissent et s'en vont. Une femme s'attache à ce fil du temps dans un cahier d'écolier et Pascal Thomas reprend avec elle et ses deux sœurs le chemin de l'enfance et de l'adolescence, dans une famille de petits-bourgeois des années 60.

SIMONE DE BEAUVOIR

de Josée Dayan
et Malka Ribowska
Fixée avec amitié, à l'adresse d'un public qui ne lit pas, et pour l'avenir, l'image d'une femme forte, telle que ses Mémoires l'avaient décrite, Simone de Beauvoir s'entretient d'elle-même avec ses amis. Entre leurs conversations se profile un demi-siècle d'histoire.

L'ESCLAVE ET L'AMOUR

de Nikita Mikhalkov
Belle et insolite, l'histoire d'une star des mélodrames bourgeois qui découvre par amour, en octobre 1917, la réalité de son époque. Mais on est dans le cinéma à Odessa, loin de la révolution à Moscou.

INTÉRIEURS

de Woody Allen
Intérieur d'une famille, où des filles narcissiques errent en zigzag entre deux pôles d'attraction : leurs propres angoisses et

la vaine de leur mère dépressive. Le drame vient au jour avec l'arrivée d'une femme en robe rouge, qui sait regarder dehors.

ET AUSSI : Le goût du Saké, de Yasuhiro Ozu (l'impressionnisme, la solitude, la vieillesse et la mort) ; Sans famille, de Vittorio Gassman (le récit pittoresque et poétique d'une amitié) ; Un mariage, de Robert Altman (tempête dans un microcosme bourgeois).

théâtre

LA VILLEGIATURE

de l'Odéon
Dans la République de Venise, la bourgeoisie s'entête à vouloir copier les usages d'une autre classe. De la drôlerie jusqu'à la mélancoie, des personnages-pantins jusqu'aux caractères de théâtre, les figures claires et noires se profilent sur du cannelé couleur de sable, dans de belles lumières de soleil.

MESURE POUR MESURE

de Shuffes du Nord
Peter Brook guide le public dans l'enchevêtrement de sentiments exorbités, et tout paraît clair. Clarté de l'intelligence.

ZADIG

de Oney
Jean-Louis Barrault accroche des lampons et des couleurs chatoyantes aux phrases du conte philosophico-didactique. Sur les rives d'un Euphrate imaginaire, les comédiens s'amuse.

ET AUSSI : Noces Brionnelles à la Fenice (la violence du théâtre de l'absurde). — Pif-Paf à Essalon (suspense comique). — Poulet Citi aux 400 Coups (Florence Georgiotti est belle et elle a du chien). — Harlem années 30 au Théâtre de Paris (le suprême du musical).

musique

« GAKU NO MICHI », de J.-C. ELOY

Une soirée exceptionnelle, un film sans images, un opéra exclusivement sonore de presque quatre heures, un des plus grands musiciens français d'aujourd'hui, qui, cependant s'adresse à tout auditeur de bonne volonté, sans préjugés. Gaku No Michi, dont la première partie fut créée au Festival de La Rochelle, « doit permettre, selon J.-C. Eloy, de s'enfoncer à l'intérieur d'un univers et d'accéder par le pouvoir des sons à des expériences de la perception situées hors du commun, nous invitant à élargir

la conscience que nous avons des choses et de nous-mêmes ». Cette musique électronique et concrète, réalisée à la radio de Tokyo, part d'un paysage sonore du Japon, et s'enfonce ensuite dans l'abstrait, avec peu d'événements marquants ; mais le talent d'Eloy est capable de soulever l'intérêt et d'adoucir le désir, même avec une musique aussi austère. Le compositeur prie le public d'apaiser courtoisie et courtoisie. (Salle Wagram, le 11 janvier, de 20 h. à 24 h. ; son d'introduction à 19 h. 30.)

MUSIQUE CONTEMPORAINE

D'autres concerts de musique contemporaine, d'une durée moins exigeante, marqueront cette semaine : œuvres rares de Delage, Milhaud, Lesur, Ravel (Chansons madécasses) et Sauvage (Théâtre de l'Atelier, le 15) ; de Fontyn, Eward, G. Comé et Fontignat (Musée d'Art moderne de la Ville, le 10) ; de Devillers, Cerha, Garon, Kessler et Grisey, à l'itinéraire (Théâtre du Montparnasse, le 15) ; enfin un dialogue Pierre Schaeffer - Pierre Henry qui mettra en présence les deux créateurs de la musique concrète trente ans après. (Radio-France, studio 105, le 17, à 21 h.)

L'ORCHESTRE DE PARIS ET SON ANCEstre

C'est en 1828 que Habeneck créa à Paris la célèbre Société des concerts du Conservatoire, pour promouvoir « comme on ne disait pas à l'époque » les symphonies de Beethoven. De nombreuses manifestations marqueront ce glorieux anniversaire (concerts, expositions, livres-souvenirs, etc.). L'Orchestre de Paris rend hommage à son ancêtre direct par un concert Chérubini (l'un des pères de la Société), Chausson, Beethoven, dirigé par D. Barenboim, avec I. Stern, qui permettra de retrouver pour un soir la salle-maternelle de l'ancien Conservatoire, la meilleure pour la musique, où tant d'œuvres françaises furent créées ; on y cultivera le souvenir, et la nostalgie ! (2 bis, rue du Conservatoire, Paris-9, le 14 janvier, à 21 heures.)

ET AUSSI : Concerto, de Berg, et Messe, de Schubert, par I. Stern, Chausson et Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Champs-Élysées, le 11, à 20 h. 30, et le 12, à 19 h. 30) ; Orchestre philharmonique, dir. S. Krivine, avec P. Badura-Skoda (Radio-France, le 11) ; S. Richter (Gaveau, le 12, à 21 h. 30) ; A. Ciccolini (Pleyel, le 12) ; la Bohème (Bordeaux, les 12, 14, 16, 20) ; Norma (Toulouse, les 12, 14, 17) ; Haydn,

Bach, Mendelssohn, par la Camerata Lisy (Champs-Élysées, le 13) ; Macbeth, de Verdi (Auditorium de Lyon, les 13 et 16) ; Musique russe, orchestre Colonne, dir. M. Constant, avec P. Amoyal (Châtelet, le 14, à 18 h. 30) ; Musique russe, Orchestre Lamoureux, dir. E. Inbal, avec E. Rigutto (Pleyel, le 14, à 17 h. 45) ; Orchestre philharmonique, dir. Z. Pesko, avec D. Rankl : Brahms, Liszt et Psalms Hungaricus, de Kodaly (Pleyel, le 15) ; Schubert, par I. Stern et D. Barenboim (Champs-Élysées, le 15) ; E. Ameling, etc. : Ravel, Mozart, Fauré, Schubert (Athènes, le 15) ; O. Gardon, piano (Gaveau, le 15) ; M. J. Pires (Champs-Élysées, le 16) ; Orchestre national, dir. S. Cumbreling : Fauré, Charpentier, Chausson (Radio-France, le 16) ; Beethoven, Brahms, aux Concerts bleus (Congrès, le 16, à 18 h. 30) ; Quartetto Italiano (Champs-Élysées, le 17).

jazz

LA VELLE

à la chapelle des Lombards
Elle n'aime pas qu'on la qualifie de chanteuse de jazz ou qu'on la distingue dans ses chansons ce qui relève du blues, de la balade, des « standards ». Elle joue simplement « de la musique » avec sa voix chaleureuse, limpide, son piano, qui rappelle sa formation classique, et ses amis. (22 h. 30.)

expositions

LE TEMPS DES GARES

au Centre Georges-Pompidou
Les gares, nos cathédrales des temps modernes. Sur cristallins sur leur cœur de verre et de fer les grandes innovations architecturales du siècle dernier. Elles furent le pivot de la restructuration des villes, un point stratégique d'échanges de tous ordres, un lieu de passage par excellence, qui inspira nombre de poètes, d'écrivains, de peintres, de cinéastes. Aujourd'hui, elles sont souvent menacées au pire vouées à disparaître, au mieux appelées à recevoir une nouvelle affectation. Tout cela, l'exposition du Centre Georges-Pompidou le développe largement, avec une quantité de documents, mais aussi des maquettes et des modèles réduits de trains ; si bien qu'on peut aussi y emmener ses enfants.

LA RUCHE ET MONTFARNASSE

au musée Jacquemart-André
Une exposition-évocation des peintres de la Ruche et de

Montparnasse, au musée Jacquemart-André avec un ensemble d'œuvres de Chagall, Soutine, Modigliani, Léger, Kérensky, Archipenko, Foujita, Van Dongen et bien d'autres. L'illustration de l'époque, qui a vu naître l'école de Paris.

L'ART ET LA VILLE

ART DANS LA VIE
Rue Berryer
Il y est question du 1 % des constructions scolaires, de l'implantation de l'art dans les villes nouvelles, d'expériences menées par des municipalités comme Grenoble et Vitry, et dans une moins large mesure, d'exemples étrangers comme le métro de Bruxelles où les murs peints des voies américaines.

CHARLES LOUPOT

au Musée de l'Officine
Le « Bonhomme Valentine », la « Litière de Saint-Raphaël », c'est de Charles Loupot, un des grands de l'affiche de France. Il contribuait, dans les années 20, à en renouveler le style, avec Cassandre, Carlu et Paul Colin. Il est cependant le moins connu des trois muséographes.

ET AUSSI : Formes chinoises, au Musée Cernuschi (un hommage à Victor Segalen) ; La traversée du temps perdu, au Musée des arts décoratifs (l'évocation d'une famille française au XIX^e siècle) ; Picasso, au Centre culturel du Marais (plus de cent cinquante gravures et leurs états préparatoires, de 1870 à 1973) ; Miro, galerie Maeght (les peintures récentes) ; La carte postale, au Musée des arts et traditions populaires (le structuralisme appliqué à un produit qu'on aimerait voir traité autrement) ; Balhaus, galerie Claude-Bernard (des dessins).

variétés

ZOUC

à Bobino
La prodigieuse générosité d'une grande comédienne qui prend sur elle, pour les montrer et les exorciser, les malheurs, les travers, les insignifiances des gens.

BERNARD HALLER

au Théâtre national de Chaillot
Le nouveau spectacle d'un comique en liberté, profondément sensible, jamais loin de l'absurde, qui a ses instants de tendresse, de fraternité, qui est parfois cruel, terrifiant et toujours l'une grande modernité.

ALAIN SOUCHON

à l'Olympie
Chansons « un peu insolentes, parfois à mi-chemin du rêve, souvent, conduites avec une légère folie et un solide humour » (20 h. 45).

L'EXPRESSION CORPORELLE
à la dérive du Théâtre du Mine
de la danse
ISAAC ALVAREZ et les
Comédiens Mines de Paris
Stages nationaux et régionaux
98, Avenue Gambetta
75400 CHATOU

JAZZ

« AU SOUS-MARIN JAUNE »

le Groupe DUNE

★ Tous les MERCREDIS

★ Tous les JEUDIS

le Groupe

ANACHRONIC JAZZ

BAND

★ Tous les VENDREDIS

le Groupe ORGAN

Concert de 21 h à 2 h du matin

33, rue du Faubourg-du-Temple,
75010 PARIS - Tél. : 206-94-06

PARAMOUNT ÉLYSÉES
PARAMOUNT MONTMARTRE
STYX - LA CLEF - MAXEVILLE

BAKO
"L'AUTRE RIVE"
FILM DE JACQUES CHAMPREUX
avec
SIDIKI BAKABA - DOURA MANE
et CHEIK DOUKOURE
PRIX JEAN VIGO 1978
"BAKO est l'histoire des émigrés clandestins. L'épuisant voyage d'un jeune malien. Un film qui dépasse le simple constat. Une aventure parfois digne d'un Western."
BARONCELLI - Le Monde

MAC-MAHON - STUDIO SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - LA CLEF
OLYMPIC ENTREPOt - ERMITAGE Fontainebleau

Bre jeune en IRAN aujourd'hui 2
LE CYCLE
UN FILM DE DARIUS MEHRJUI
Grand Prix d'Antenne 2 / Grand Prix de la Critique Internationale / Festival de Paris / Festival de Berlin

GAUMONT MADELINE / ESPACE GAITÉ / L'ÉPÉE DE BOIS
(075-55-53) 35 r. de la Gaité (020-93-34) 100 r. Montfaut (037-57-47)

ALAIN GABAY ERIC TABARY ERIC LOIZEAU
CAP HORN
avec
JEFF BRIDGES
JEFF BRIDGES

U.G.C. BIARRITZ v.f. - U.G.C. ODEON v.f. - U.G.C. OPÉRA v.f. - CINÉMONDE v.f.
ROTONDE v.f. - CONVENTION SAINT-CHARLES v.f. - U.G.C. Gobelins v.f. - U.G.C. GARE
DE LYON v.f. - MISTRAL v.f. - LES 3 SECRETAIN v.f. - VERSAILLES Cyrano v.f.
VILLeneuve Arlet v.f. - NOGENT Arlet v.f. - ORSAY Ulys v.f. - ARGENTEUIL GAMMA v.f.
SARCELLES Les Flonodes v.f. - MONTREUIL Milla v.f. - PANTIN Carrefour v.f.
VAL-D'YERRES Buxy v.f.

LUIGI et AURELIO de LAURENTIIS présentent
LE NINO MANFREDI
POT-DE-VIN
(La Masetta)
avec la participation de
UGO TOGNAZZI SERGIO CORBUCCI
dans le rôle du Commissaire Ateneza

ÉLYSÉES LINCOLN - MONTE-CARLO - IMPÉRIAL PATHE - SAINT-LAZARE PASQUIER
MONTFARNASSE 83 - SAINT-GERMAIN STUDIO - GAUMONT CONVENTION - NATION
LE MARLY Enghien - GAUMONT Evry - MARTROI Orléans

LES FILMS NOLAN
L'ADOPTION
GERALDINE CHAPLIN JACQUES PERRIN
un film de MARC GRUNEBBAUM
avec PATRICK NORBERT

DES SPECTACLES

Bordeaux déco

Compre

Les films de la semaine...
Le film de la semaine...
Le film de la semaine...

Le film de la semaine...
Le film de la semaine...
Le film de la semaine...

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE - PARAMOUNT
MONTFARNASSE - PARAMOUNT MON
ORLÉANS - PARAMOUNT GALAXIE - PAR
LINDER - BOULMICH - CONVENTION
Neully - PARAMOUNT La Vierge - PAR
ÉLYSÉES La Cité-Saint-Cloud - CARREFOUR
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges

Le ont tous
LAFÉ
AMERICA
CANNON BALL
musique par
SPOT LA
FACILITE DE DROIT - 100 r.
Joué 16 heures à 18 h
RECITAL SCHUMANN
BRENN
Loc. 1000, 1000

حکایت از اوجیل

DES SPECTACLES

Bordeaux découvre les Entrepôts Lainé

Comprendre l'espace

Le Vieux Continant. Leur architecte, Claude Deschamps, était officiellement ingénieur (comme le serait Eiffel). Et de cette profession, les Entrepôts Lainé (le pluriel reste utilisé malgré la destruction d'un des deux bâtiments), rigoureusement organisés suivant un module de 6,50 mètres, gardent un aspect systématique, austère, répétitif. Pour le reste, on comprend aisément l'histoire de l'architecture qui toïse en son sein de tels spécialistes.

On parle volontiers, sans doute trop, de Piranèse à propos de cet espace qui forait certainement de belles ruines et qui paraît aller une sobriété carcérale à la grandeur des basiliques romaines. Mais l'ordre et la force des Entrepôts Lainé laisseraient plus simplement penser aux entrepôts vénitiens de la Chanée, en Crète, et leur simplicité comme leur agencement ont un bon vieux ordre romain. Bref, il y a de tout dans cette construction-là : de la prison, de l'église, du cloître. Et même de l'entrepôt.

Espace mobile par son plan et par ses significations, le voici naturellement voué aux transits culturels. Quelques aménagements étaient cependant nécessaires et, sur ce plan, les architectes Daniel Valode, Patrick Mazery et Jean Pistre ont réussi un coup de maître : leur travail paraît être celui d'ingénieurs respectueux de l'architecture existante. Cette curieuse volte-face des « qualifications » est au fond un signe encourageant des temps. La gloire de l'architecture n'est plus d'annihiler par son œuvre ce qui l'entoure ou le précède, mais bien de comprendre l'espace.

Ainsi, les quelques tonnes de ferraille rectiligne et design qui se sont accrochées aux arcs du bâtiment, collent spontanément à sa vocation d'entrepôt. Ce ne sont plus, dans les deux nefs devenues salles de spectacles, des charlots, des poulies ou des grues, mais des passerelles mobiles, des rampes de projecteur ou des cintres bien visibles et sans maquillage, ce qui n'est guère différent. La pureté de l'histoire est donc sauve.

Avec Piranèse, l'autre référence obligée de ce lieu est Beaubourg. On a déjà cité ici et là que cette comparaison était fautive, parce qu'elle est peut-être trop juste, au préjudice du Centre Pompidou. Créé ex nihilo avec les moyens que l'on sait, ce dernier, qui cherche la mobilité de l'espace et devait

apporter un flux de création, se trouve à demi-paralysé par la lourdeur même de ses structures et de ses ambitions. Nés au contraire d'une réalité, c'est-à-dire d'un besoin, les Entrepôts Lainé donnent d'ores et déjà l'impression d'une animation authentique. Il n'y a pas de siècle, pas de panneaux indicatifs, ni de mobilier dessiné ad hoc, à l'issue de cette première tranche de travaux, mais simple-



ment un matériel technique précieux, propre à toutes sortes d'interventions, propre à la création. Pour l'accessoire — la cafétéria, par exemple — la récupération de tables et l'utilisation de planches ont paru suffisantes. Cela semble un assez bon principe, s'il s'agit de parler finances. Cela semble le principe essentiel, lorsque l'on parle de liberté d'action : sans le carter du mobilier dit « adaptable », l'improvisation reste toujours possible, donc l'imagination.

La seconde tranche de travaux permettra, au deuxième étage des Entrepôts, l'ouverture d'ateliers pour artistes.

FREDERIC EDELMANN.

Idole et médias

La première manifestation du C.A.P.C. (Centre d'arts plastiques contemporains), dans l'entrepôt Lainé rénové, laconiquement appelée « Expo Johnny Hallyday », est une redoutable machination qui mûrit le public : les plus flegmatiques se mettent à danser, les plus excités en sortent les bras ballants, et les intellectuels y perdent leur latin. C'est que

de 1960 à nos jours. Le thème : ce sera pour les uns l'histoire des médias, pour d'autres l'épopée du rock français, pour d'autres encore le souvenir, et pour beaucoup la fête. L'économie de cette édition, trop volontiers maniée lors des expositions parisiennes, au profit d'un simple mais rigoureux agencement de l'iconographie, permet donc, paradoxalement, une ri-

chaine. Le Monde publie en 1963 (le Monde des 6 et 7-8 juillet) un article d'Edgar Morin qui révèle l'importance et les origines de ce nouveau mouvement, et qui dévoile à la France l'importance d'un mot nouveau : «yéyé». Mais ailleurs, dans Paris-Press, on peut lire ces idées éternelles : «Ce n'est pas avec des sermons qu'on peut agir contre cette marée. C'est en dé-pouillant ses tristes héros de ses (sic) oripeaux : il y a des lois, une police et des tribunaux. Il est temps de s'en servir avant que les barbares de la Nation ne saccagent l'avant de la nation.» La Nation, à Paris, venait de voir le premier rassemblement d'ama-teurs de musique rock en France, organisé par Europe 1.

Suivent les flippers (cinq balles pour 20 centimes), l'éphémère Scopitone, les juke-box, tous instruments vénérables, qui sont ici à la disposition du public. Suit la télévision : l'image de Johnny Hallyday trouve sa dimension française dans le manèment d'un «star system» américain. Il est bientôt le trouffion rassurant et l'époux fidèle des premières pages de France Dimanche, et parcourt alors consciencieusement les avatars du rock. Dans l'avant-dernière salle, celle des reliques et de la vénération, une page de Salut les Copains, où sont représentés les objets préférés de l'idole, est reconstituée en volume dans ses moindres détails : de la bouteille de Coca-Cola à la Harley-Davidson en passant par le fidèle égyptien. Au sol, dans de pieuses vitrines, les costumes de scène. Aux murs sont représentés les grands mythes qui ont forgé l'histoire de cette star française (ou les histoires qui ont forgé son mythe), avec un impudique clin d'œil — le seul de cette exposition qui en suggère tant — à l'art. C'est l'affiche «Expo-Johnny Hallyday».

Enfin, l'apothéose : vingt-quatre postes vidéo expriment simultanément, à travers les images et la voix de celui qui paraît être encore l'idole des jeunes, le dernier et flamboyant avatar des médias.

Pour que la «communication» soit parfaite, il restait en somme à monter ce défilé de sons, d'images et d'idées dans une institution parisienne reconnue.

F. E.

LE MONDE

compagnie, au musée Jacquet-André avec un catalogue de Chagall, Léger, Modigliani, Leger, Soutine, Archipenko, Pissarro, Degas, et bien d'autres. L'inauguration de l'époque qui a vu naître l'école de Paris.

ART ET LA VILLE. ART-DANS LA VIE. Berryer. C'est question du 1 % des constructions scolaires, de l'implantation de l'art dans les écoles, par des municipalités comme Grenoble et Virey, et des complexes étrangers comme le Centre de Bruxelles ou les musées des villes américaines.

CHARLES LOUPOT. Musée de l'Offiche. Bonhomme Valentine, a. Charles Loupot, un des contributeurs, dans le cadre de son Inauguration, Pierre Cherruau a déjà rendu compte («le Monde» daté 7-8 janvier) des activités passées et présentes de ce jeune centre culturel. La qualité de son architecture et des aménagements dont il a fait l'objet justifiaient un nouveau détour. Deux expositions y sont présentées jusqu'au 27 janvier, l'une, organisée par SIGMA, concerne précisément les aménagements du centre, l'autre est consacrée à Johnny Hallyday.

variétés

THÉÂTRE. Le théâtre national de Chaumont spectacle d'été en liberté, production possible, jamais l'un de ces spectacles, de fraternité et de partage, de grande culture.

ALAIN SOUCHON. Le théâtre national de Chaumont spectacle d'été en liberté, production possible, jamais l'un de ces spectacles, de fraternité et de partage, de grande culture.

ALAIN SOUCHON. Le théâtre national de Chaumont spectacle d'été en liberté, production possible, jamais l'un de ces spectacles, de fraternité et de partage, de grande culture.

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MONTMARNASSE - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE - MAX-LINDER - BOUL'MICH - CONVENTION SAINT-CHARLES - VILLAGE NEUILLY - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT ÉLYSÉES La Celle-Saint-Cloud - CARREFOUR Pantin - ARGENTEUIL ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - CLUB Les Mureaux

Les ont tous LA FIEVRE AMERICAINE

CANNON BALL SPOT LIGHT LA BIONDA D.D.SOUND

FACULTE DE DROIT - 96, rue d'Assas (6^e) Jeudi 18 janvier à 20 h. 30 RECITAL SCHUBERT

BRENDEL

Loc. Fac., ENAC, COPAR

GAUMONT COLISÉE - QUINTETTE - 5 PARNASSIENS - LA PAGODE

ON EFFACE TOUT...

un film de PASCAL VIDAL

Portrait de Paris, gai comme un car de flics. NOUVEL OBSERVATEUR

Récit palpitant, admirablement interprété. LE POINT

Constamment surprenant, révèle un cinéaste. FRANCE-SOIR

Film d'action et de divertissement qui ne manque d'humour. LE MONDE

PUBLICIS ÉLYSÉES v.o. - PUBLICIS MATIGNON v.o. - PARAMOUNT ODÉON v.o. - STUDIO ALPHA v.o. - PARAMOUNT MONTMARNASSE v.f. - PARAMOUNT OPÉRA v.f. - PASSY v.f.

C'est un coup de maître. Michel Pérez - LE MATIN DE PARIS

Tout ici est beau... Woody Allen, ce rigolo, est devenu un maître. Robert Benayoun - LE POINT

Impossible de ne pas se référer à Bergman... Jean-Louis Bory - LE NOUVEL OBSERVATEUR

WOODY ALLEN

"INTERIEURS"

Salle Gémier (727 81-15). A partir du 9 janv.

Le belvédère

d'Odón von Horvath. Création en France

Théâtre, Eclat d'Anjécy

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO (225-44-47) - HAUTEFILLE VO (225-79-30) 5 PARNASSIENS VO (225-42-17) - IMPERIAL PATHE-VF (225-72-40)

UN FILM DE INGMAR BERGMAN

AVEC INGRID BERGMAN LIV ULLMANN

Sonate d'Automne

cinéma par Cinema International Corporation

ÉLYSÉES POINT SHOW VF (225-47-29) - UGC OPÉRA VF (225-50-32) BONAPARTE VO (225-12-12) - 3 LUXEMBOURG VO (225-47-77)

PALME D'OR CANNES 78

à l'unanimité du Jury

L'ARBRE AUX SABOTS

ERMANNOLMI

265.90.00 MATHURINS 36, rue des Mathurins

"LA PIÈCE LA PLUS ORIGINALE ET LA PLUS SENSIBLE DE LA SAISON". (F. Chénais) FRANCE SOIR

"UNE PIÈCE OU L'ON RIT". (P. Maréchal) LE FIGARO

"C'EST VRAI, DROLE, TOUCHANT". (J.J. Gauthier) FIGARO MAGAZINE

"POURQUE VOUS AIMEZ LE THÉÂTRE ENTREZ AVEC CETTE PIÈCE D'HUMOUR ET DE PODEUR DANS LES COULISSES DU MIRACLE". (Robert Kanters) L'EXPRESS

DIMANCHE 2 MATINÉES : 15 h. et 18 h. 30

SPORTS

La rechute du football français après le « Mondial »

II. — Honneur aux vaincus tricolores !

par GÉRARD ALBOUY

Plusieurs clubs français de football connaissent de graves difficultés financières qui remettent en cause les structures des équipes professionnelles. (« Le Monde » du 10 janvier). Dans le même temps, pour la première fois depuis cinq ans, les clubs français seront absents des rendez-vous européens du printemps auxquels avaient participé Saint-Etienne et Bastia. Et après un comportement très controversé en Argentine, l'équipe de France a mal commencé le championnat d'Europe des Nations. Son esprit de compétition n'est pas au niveau de la qualité de son jeu.

Il n'est plus nécessaire, comme avant France-Bulgarie, le 16 novembre 1977, de passer une nuit devant la télévision de football pour assister aux matches de la sélection nationale. Pour le premier choc du championnat d'Europe des Nations contre la Suède, tout comme pour la rencontre amicale avec l'Espagne, tous les candidats spectateurs ont pu se rendre au Parc des Princes et y trouver place jusqu'à l'heure de coup d'envoi. Pour l'opinion publique, sportive ou non, qui juge le football français à travers cette vitrine, l'heure n'est plus à la mobilisation générale, mais plutôt à un certain désenchantement.

Partis en Argentine gonflés d'espoir, les footballeurs français sont eux-mêmes revenus chargés de regrets et d'amertume. Les éloges de la presse sud-américaine, d'entraîneurs ou de grands joueurs étrangers, après leurs matches contre l'Argentine et la Hongrie, les ont en effet convaincus qu'ils auraient pu mieux faire et ne méritaient pas leur élimination dès le premier tour. C'est cet éternel sujet de discussion entre la qualité du jeu pratiqué et les résultats obtenus qui n'a pas manqué depuis de provoquer un divorce dans la presse française et, au-delà, dans l'opinion publique.

Directeur de cette équipe de France qu'il cherche donc à donner à son image, Michel Hidalgo s'est tout naturellement retrouvé au centre de la polémique. La longue préparation de la Coupe du monde, son propre com-

portement et ses réactions en Argentine, ont été, il est vrai, autrement plus révélateurs que les stades de trois ou quatre jours qui précèdent habituellement les rencontres internationales.

Comme joueur, puis comme entraîneur, Michel Hidalgo n'a jamais caché son attachement pour le beau jeu, le football offensif et la concentration. Il personnalise mieux que quiconque le football des « bons sentiments », la foi dans les vertus éducatrices du sport. Les footballeurs de l'équipe de France connaissent son credo : « Essayez de bien jouer. Prenez-y plaisir. Le résultat suivra. » Ainsi comprenait-on certaines de ses réactions, comme cet aveu au soir de la victoire sur le Brésil (1^{er} avril 1978) : « J'étais persuadé que nous allions perdre. Les joueurs également. Mais pour nous, cela n'avait aucun caractère de défaite, dans la mesure où le plus important était de montrer à nos adversaires la qualité de notre jeu. »

La Fédération a choisi de se doter d'un éducateur à la tête de l'équipe de France. Cela peut paraître une justification quand on connaît l'influence que cette dernière exerce sur la masse des pratiquants, mais cette priorité est-elle encore compatible avec la haute compétition ?

Guerre ou fête

« Nous allons en Argentine pour participer à une fête. Nous y avons trouvé la guerre », reconnaissent un peu naïvement à leur retour, Michel Hidalgo et Michel Platini. « Je regrette qu'avec la notion de sport d'interdiction de la violence et de mesure », ajoute le directeur de l'équipe de France, « pris à parti à ce sujet par quelques journaux, Michel Hidalgo a récemment précisé sa position. « Si on n'arrive plus, dans le sport, à maîtriser les excès qu'on rencontre ailleurs, il ne nous en épar- gne plus, c'est qu'il n'est plus le sport. Si les gens qui sont des personnalités publiques n'essaient pas, comme les joueurs de l'équipe de France sur le terrain, de montrer l'exemple, on ne peut plus aller en coupe du monde. » Alors il faut préparer l'homme ? Les conditions de jeu sont-elles si mauvaises ? Si le sport n'est pas un dernier refuge où l'on trouve les grandes qualités humaines,

cela va être dangereux pour tout le monde. Je m'y refuse et je continuerai dans le sens que j'ai choisi, même si on m'accuse de ne pas être dans celui du progrès et des victoires à tout prix. »

Toute personne raisonnable se devrait de souscrire à ces propos mais n'hésite pas à leur opposer une évidence : à son plus haut niveau, la compétition est devenue un monde impitoyable où les plus brillants techniciens n'ont plus leur place s'ils ne sont pas spécialement préparés et motivés. Or ces deux derniers facteurs expliquent en grande partie l'échec de l'équipe de France en Argentine.

Michel Hidalgo plaide l'expérience de cette équipe de France, écarter les quatre groupes les plus puissants du monde, puis 1986, pour regretter de ne pas lui avoir fait disputer le moindre match de préparation. Ses accusateurs lui reprochent aussi d'avoir passé les heures précédant France-Argentine devant les caméras des « Dossiers de l'écran » ou de micro d'entraîneurs, ce qui a pu influencer la performance sans doute été plus surtout psychologiquement que l'équipe de France est, en effet, apparue à ses adversaires. Depuis l'annonce de la composition des quatre groupes, les Français savaient que, compte tenu des forces en présence dans le tour, la qualification se jouerait pour eux dès le premier match contre l'Italie. Or malgré le but de Bernard Lacombe, réussi dès la trentième minute, la victoire n'est pas venue.

Les Français ont-ils eu peur ? Ils ont peut-être eu peur, mais leur réaction n'est pas la leur. Ils ont passé à côté de l'exploit en deuxième mi-temps, il convient de remarquer que cette révolte résultait avant tout de circonstances psychologiques, et non de la volonté de vaincre manifestée par les Italiens. Dans les années 60, Heleno Herrera, entraîneur du Club de Foot de Barcelone, puis de l'Inter de Milan, avait fait œuvre de pionnier en recourant à une préparation psychologique pour motiver ses joueurs dans les grandes occasions. Certains s'entraînaient devant les petites pancartes qu'il faisait afficher partout : « Rappelle-toi qu'un match est fait pour être gagné », « Celui qui renonce est un traître ». Ces mêmes observations haussaient les épaules quand, une heure avant les grands matches, Heleno Herrera s'enfermait avec les joueurs dans une petite salle pour mener crescendo d'entraînement physique et surréaliste psychologique jusqu'à un moment du serment sur le ballon, quelques instants avant de pénétrer sur le terrain : « C'est la Coupe d'Europe. Nous sommes l'Inter. Nous l'avons. Nous l'avons. Nous l'avons. Ah ! Ah ! Ah ! » Dans le film *Un peuple et son rugby*, un micro indiscret placé dans les vestiaires biterrois avant la dernière finale du championnat de France, permet de constater qu'Heleno Herrera a fait école entre autres, auprès de Raoul Barrière.

C'est Jean-Claude Killy qui tenait des propos crus et même engagés après le match nul des Suédois à Paris et la victoire des Tchecoslovaques à Stockholm. L'équipe de France devait une nouvelle fois masquer son but.

Le football professionnel et son avenir seront le thème d'une session organisée les 23, 24 et 25 janvier, à Paris, par le Centre de perfectionnement des journalistes et de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France. (33, rue du Louvre, 75002 Paris ; tél. 503-88-71.)

(1) Lors du premier match contre l'Italie, les joueurs français qui relançaient en vain l'augmentation de la prime offerte par le fabricant de leurs chaussures avaient refusé de mettre en évidence les signes distinctifs de celle-ci.

gnier. » Aujourd'hui plus qu'hier et moins que demain, le champion semble devoir être un individu anormal par son égoïsme, son orgueil démesuré, sa volonté et sa capacité à se surpasser, son refus d'admettre l'état d'infériorité et de défaite. C'est le témoignage de Guy Druet, de Jean-Claude Killy, de Jacques Anquetil ou de... Dominique Bathenay. Mais n'est-il pas symptomatique que le refus de ce dernier — pourtant à court de forme — d'accepter sa mise à l'écart contre l'Italie ait suffi à provoquer un début de malaise au sein des « gentils pensionnaires » de l'Indu-Club, résidence des Français en Argentine ?

Champion des matches amicaux

A Raoul Barrière qui s'étonnait devant lui du peu d'importance qu'il attachait à la préparation psychologique, Michel Hidalgo répliquait : « Cette histoire de motivation ne fait sourire. Quand des joueurs disent qu'ils ne sont pas motivés, je trouve que ce n'est pas sérieux. Je leur dis : « Vous avez vingt-cinq ans, vous n'avez rien fait de votre vie, vous n'avez rien fait de votre vie, vous n'avez rien fait de votre vie... » et ça ne vous suffit pas ? »

Soucieux de concentration, de forces, d'épanouissement les joueurs en leur laissant un maximum d'initiative, Hidalgo ne surestime-t-il pas ces derniers et ne sous-estime-t-il pas le rôle qu'il peut ou doit encore tenir parmi eux ? Si on considère le bilan de l'équipe de France depuis la prise de fonctions le 1^{er} janvier 1978, on constate, en effet, un déséquilibre entre les résultats des matches amicaux et ceux obtenus en compétition, face à des adversaires beaucoup plus motivés.

Pour quinze matches amicaux, l'équipe de France compte une seule défaite pour six résultats nuls et huit victoires. Elle a ainsi battu les Allemands de l'Ouest, les Pays-Bas, les Suédois, les Irlandais, les Espagnols, tous présents en Argentine, ou tenu en échec sur leur propre terrain les Argentins, les Chiliens et les Italiens. En neuf matches de compétition, elle ne compte, en revanche, que quatre victoires (Irlande du Nord, Bulgarie, Hongrie et Luxembourg) pour deux résultats nuls et surtout trois défaites contre les Irlandais du Nord, et ces mêmes Italiens et Argentins.

Pour accepter ces résultats contradictoires comme une fatalité ? Faudrait-il éternellement se satisfaire en compétition des sincères félicitations de César Luis Menotti ou d'autres entraîneurs victorieux ? Cela peut effectivement se concevoir dans un pays toujours prêt à fêter ses glorieux vaincus, qu'il s'agisse de Raymond Poulidor ou des Stéphanois à leur retour de Glasgow. Après tout, la France poulidoriste a l'équipe nationale de football qu'elle mérite.

Dans ce contexte, la Fédération a sans doute fait le bon choix pour la France en proposant de quatre ans le contrat de Michel Hidalgo. Les blessures, les annués de santé ou la méforme de Michel Hidalgo, de Martin Tétreault, de Dominique Bathenay ou de quelques autres, peuvent déjà servir d'alibi et, dans ce championnat d'Europe des Nations, engagé après le match nul des Suédois à Paris et la victoire des Tchecoslovaques à Stockholm, l'équipe de France devait une nouvelle fois masquer son but.

FIN

Le football professionnel et son avenir seront le thème d'une session organisée les 23, 24 et 25 janvier, à Paris, par le Centre de perfectionnement des journalistes et de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France. (33, rue du Louvre, 75002 Paris ; tél. 503-88-71.)

SKI

La chute de l'idole

De notre envoyé spécial

Grans-Montana. — Ah quel plaisir de voir tomber Ingmar Stenmark ! La star cul par dessus tête. La prince de la spatule à plat ventre dans le neige comme n'importe qui. Quel bonheur vraiment de voir la statue au bas de son socle. A terre, l'idole. Quelle joie et quel spectacle : Stenmark vient de choir entre deux piquets du slalom spécial de Grans-Montana. Il aurait pu s'effondrer sur les hauteurs du départ. Non, il s'écroule à 100 mètres de l'arrivée, bien face à la foule. Il aurait pu tomber dans la seconde manche après avoir écorché de son talent public et concurrents. Non, il s'efface d'entrée par une chute bien franche. Même dans les cascades non prévues au programme, le Suédois sait payer sa dette au « circus ».

Une erreur de Stenmark, beaucoup n'attendaient que cela : parmi les spectateurs, les Valaisais misaient sur une victoire de Martial Donet, le « cantonal » de l'épreuve, les Italiens voulaient croire au miracle d'un retour de Pierre Gros. L'espoir était encore plus fort côté des rivaux, ceux qui concourent pour le combiné, les descendants à qui Stenmark a ravi les Coupes du monde 1976

et 1977. Ceux, surtout, qui courent toujours derrière lui, les très bons slalomeurs qu'il ridiculise. Deux jours plus tôt, l'insulte avait été trop grave : Stenmark avait pu l'écraser « le record d'écart » lors du slalom géant de Courchevel laissant le suivant, le Suisse Peter Lüscher, à 3 secondes 73 centièmes (soit 68 mètres) et le premier Français, Patrick Lamotte à 13 secondes (soit 188 mètres). Comme d'habitude, le Suédois avait caressé la neige alors que les autres skiaient comme des champions normaux.

Quel plaisir donc, mais aussi quel malheur de voir tomber Ingmar Stenmark. La foule et la voix du haut-parleur ont poussé un cri. Puis tout s'est arrêté. Coupé court, nos rêves. Brisé, notre transfert. Le champion « aérien » était à terre. Stenmark a eu le temps de se relever, de glisser jusqu'à l'aire d'arrivée et de déchausser ses skis avant que le vieu reprenne le long de la piste. Clouds sur place, les journalistes ont attendu une minute avant de retrouver l'usage de leurs jambes et d'avancer, plus hâtant que d'habitude, vers le dieu banni de l'Olympe alpin.

La F.I.S. cherche un skieur complet

Personne, en cet instant, n'aurait voulu être Ingmar Stenmark. Les spectateurs ressentent une forte impression de dévotion et d'horreur. Alors lui, qui devait encaisser ? Le drame, pourtant, n'était qu'un nous-mêmes. Déjà, le champion s'était, amer, furieux contre lui-même, fatigué, certes. Mais surtout absent. Comme si Ingmar Stenmark était incapable de souffrir d'une défaite à la mesure de ses victoires. Comme si l'échec n'avait aucun prix après tant de réussites sportives et financières.

Certains Suédois tout de même. Tout intérieur, indifférent à l'image qu'il donne, il fait peu d'efforts pour cacher son manque d'intérêt pour les questions déplorables des journalistes : « Alors, Ingmar. Que s'est-il passé ? » Haussement d'épaules. Eddy Merckx lui, l'ancien champion, pion cycliste — vient poser pour la photo. Stenmark bredouille une vague souvenir de vélo en Suède. Stenmark s'ennuie un peu, ne paraît regarder qu'un jeune handicapé qui voudrait bien lui serrer la main et dont le fauteuil roulant glisse sur la neige.

Ingmar Stenmark ne joue pas le jeu de sa gloire. L'idole triche : le petit monde du cirque blanc voudrait que son meilleur skieur soit sensible à l'admiration qu'il lui porte. Qu'il vibre à ses vibrations et soit un modèle de rêve pour le public.

Le petit monde de la Coupe

PHILIPPE BOGGIO.

CLASSEMENT

1. Neuvasth (F.P.A.), 1 min. 45 sec. 27/100 ; 2. Papagouli (Bul.), 1 min. 45 sec. 49 ; 3. Trov (It.), 1 min. 45 sec. 90 ; 4. Donet (Suisse), 1 min. 45 sec. 92 ; 5. Mahre (E.-U.), 1 min. 45 sec. 96.

SCIENCES

M. PIERRE RAT

président

de la Société géologique

M. Pierre Rat, professeur de géologie stratigraphique et de paléontologie à l'université de Dijon, a été élu, le 8 janvier, président de la Société géologique de France pour l'année 1979. Il succède à M. Jean-Pierre Lehman, professeur de paléontologie au Muséum national d'histoire naturelle.

La Société géologique de France, créée en 1830, est donc une des plus vieilles sociétés savantes de France. Elle compte actuellement deux mille quarante-quatre membres, c'est-à-dire qu'elle groupe la quasi-totalité des spécialistes français des sciences de la Terre.

Des physiciens finlandais viennent d'établir un record de froid en abaissant la température d'un petit morceau de cuivre à un treize millièmes de degré au-dessus du zéro absolu (— 273,16 °Celsius). Le zéro absolu est une température limite où tous les atomes de la matière sont immobiles ; on peut s'en approcher, mais non l'atteindre exactement.

Depuis quelques années, des techniques expérimentales nouvelles ont permis de s'approcher du zéro absolu, le record de froid étant tout à tour détenu par des équipes françaises, américaines et finlandaises. L'intérêt de ces recherches n'est d'ailleurs pas dans l'établissement de records, mais dans l'étude des propriétés de la matière aux très basses températures.

LES « MATCHES »

DE MICHEL HIDALGO

1976

27 mars : France-Tchécosl. 2-2
24 avril : France-Pologne 2-4
22 mai : Hongrie-France 0-0
1^{er} sept. : Danemark-France 1-1
9 oct. : Bulgarie-France 2-2
17 nov. : France-Irlande 2-0

1977

22 fév. : France-R.F.A. 1-0
30 mars : Irlande-France 1-0
23 avril : France-Suisse 4-8
24 juin : Argentine-France 0-0
28 juin : Brésil-France 2-2
3 oct. : France-U.R.S.S. 0-2
16 nov. : France-Bulgarie 3-1

1978

8 fév. : Italie-France 2-2
3 mars : France-Portugal 2-0
1^{er} avril : France-Bresil 1-0
11 mai : France-Iran 2-1
19 mai : France-Tunisie 0-0
2 juin : Italie-France 2-1
6 juin : Argentine-France 2-1
10 juin : France-Hongrie 3-1
1^{er} sept. : France-Suède 2-2
7 oct. : France-Luxemb. 3-1
8 nov. : France-Espagne 1-0

Les matches composés en italique correspondent à une compétition officielle : coupe du monde au championnat d'Europe des nations. L'astérisque désigne le pays où la rencontre a été disputée.

BILANC 79

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE
pour ceux qui savent choisir

CHEMISE
oxford pur coton.
85 F

CHEMISE
coton traité
sans repassage.
78 F

CHEMISE
65 % polyester
35 % coton, rayée.
75 F

PYJAMA
pur coton.
80 F

PEIGNOIR
de bain,
coton éponge.
180 F

MOUCHOIR
coton blanc,
initiale brodée main,
les six.
36 F

MOUCHOIR
coton couleur,
initiale brodée main,
les six.
48 F

Spécialité de mouchoirs en fil de lin,
chiffres ou non chiffés

CPD 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,02
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,69
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
(1.500 personnes)
recherche pour NORMANDIE son

DIRECTEUR des RELATIONS HUMAINES

qui assurera en outre la Fonction Personnel du principal Etablissement.

Le candidat doit avoir :

- une expérience de plusieurs années dans les services du personnel d'entreprises industrielles ou des connaissances juridiques ;
- un diplôme d'études supérieures.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à No 93.652 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

SMITHKLINE
représenté par les Laboratoires
SMITHKLINE & FRENCH et
GREMY-LONGUET
engage

Visiteurs Médicaux Hospitaliers

POSTES : NANTES - RENNES
PARIS
STRASBOURG
TOULOUSE

PROFIL :

Vous avez 1 ou 2 années d'études médicales ou scientifiques, de préférence validées.

Vous pratiquez avec succès l'information médicale ou la représentation technique en milieu hospitalier.

Nous vous proposons d'exercer votre métier dans des conditions optimales d'épanouissement professionnel.

Envoyer C.V., photo, détaillée à Direction du Personnel référence ASH - 15, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX

DISCRETION ASSURÉE.

GROUPE EN EXPANSION
recherche

CADRE COMMERCIAL
pour son agence d'ANGOULÊME

Possédant une bonne expérience commerciale, il sera responsable du développement sur son secteur et aura des contacts à tous les niveaux.

Pour ce poste exigeant souplesse d'adaptation et dynamisme, une expérience acquise dans le secteur bancaire, sans être indispensable, serait un atout.

Adresser C.V. et photo, sous n° 789.041 M à : REGIE-PRESSE - 85 bis, rue Beaumais, 75008 Paris.

P.M.E. AGRO-ALIMENTAIRE
cherche pour SAUMUR

CHEF DE COMPTABILITE
compétence générale, comptabilité analytique, législation sociale.

Collaborateur cadre expérimenté

Ecrire sous le n° 93.401, à : CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra

Usine moderne de l'Est (400 personnes) Fabrication française grande série pour l'automobile faisant partie d'un puissant groupe international en expansion.

CHEF DE SERVICE
contrôle qualité

Ingénieur ANI INSA

de l'auto-école de valeur.

15 à 18 ans d'expérience des méthodes modernes de contrôle qualité en usage mécanique de grande série (métrologie statistique).

Missions :

Animation et gestion d'un service composé de 20 personnes, confronté aux problèmes techniques de qualité de l'industrie automobile (pièces de sécurité, applications de méthodes statistiques) Relations avec les services « contrôle » des industries clientes et avec nos sous-traitants.

ANALYSE EFFICACEMENT
PARLE INDISPENSABLE.

Poste d'éventuelle relève.

Adresser C.V. détaillé à : SELETEC Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX sous référence 807.

LE CARBONE-LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
A CARACTERE INTERNATIONAL

recherche pour son Usine de PAGNY-sur-MOSELLE

Ingénieur Génie Chimique ou Mécanique
Adjoint Chef d'Exploitation

ENSI OPTION G.C. ou PHYSICO-CHIMIE ou METALLURGIE DES POUDRES ou MECANICIEN -

Débutant ou quelques années d'expérience - Sera plus spécialement chargé au sein du Service Fabrication des problèmes techniques (analyse des déchets, amélioration de la productivité matière et main-d'œuvre du secteur) - Possibilité d'évolution ultérieure vers de plus grandes responsabilités.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 438 à Direction du Personnel et des Relations Sociales 45, rue des Acacias PARIS 17^e

Entière discrétion assurée.

CREATION DE POSTE
SOCIETE EN PLEINE EXPANSION
DANS LE DOMAINE FERROVIAIRE
recherche son

RÉDACTEUR TECHNIQUE
EXPÉRIMENTÉ

LE POSTE : en étroite relation avec les services études et entretien de la Société et de ses clients.

Il est :

- Chargé de l'élaboration des notions clients ;
- Responsable de la sous-traitance (dessin, composition) ;
- L'HOMME : ayant acquis une expérience dans un bureau d'études et/ou un service entretien et après-vente en relation avec l'administration (militaire, aéronautique, transport...). Il est à même :
- D'assimiler rapidement le fonctionnement d'équipements de contrôle et de régulation, ainsi que de dispositifs électroniques de puissance à THERISTOR ;
- De faire la synthèse des documents techniques internes. Son sens des responsabilités et des contacts humains lui permettent de s'intégrer à une équipe pluridisciplinaire.

LIEU DE TRAVAIL : LYON.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions à : HAVAS, 61, rue République, 69682 LYON 84^e 6126

LES HOSPICES CIVILS DE LYON
recherchent pour leur
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

2 Ingénieurs Informaticiens
pour applications de télé-gestion

Formation Grande Ecole ou universitaire 2 ou 3 ans d'expérience.

Systèmes informatiques 2 lrs 60 1 024 K avec 350 terminaux

Adresser lettre manuscrite (en précisant rémunération) curriculum vitae et photo

HOSPICES CIVILS DE LYON
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
61, boulevard Pinel,
B.P. 40, 69671 LYON CEDEX

IMPORTANT
BANQUE DÉFINITIVE
en rapide développement

recherche

2 DIRECTEURS D'AGENCE
et
2 SOUS-DIRECTEURS

Expérience et résultats confirmés dans ces fonctions sont indispensables

Env. C.V. manuscrite avec C.V. détaillé indiquant dernier salaire, à BEO 7, rue de la République, 75008 Paris

DISCRETION ABSOLUE

SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE
BASSE-NORMANDIE

recherche pour ses SERVICES :

- DE PRODUCTION
- D'ÉTUDES
- DE MÉTHODES

JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS
(HOMMES ou FEMMES)

Libérés des obligations militaires (diplômés de Centrale, A.M., SUP. ÉLEC, INSA, ENPC, etc.) pour postes à pourvoir très rapidement

Adresser C.V. détaillé, mentionnant notamment les stages effectués, photo et présent. sous réf. 3559 à SPERAN, 12, rue J.-Jaurès, 92007 PUTEAUX

P.M.E. AGRO-ALIMENTAIRE
cherche pour SAUMUR

CHEF DE COMPTABILITE
compétence générale, comptabilité analytique, législation sociale.

Collaborateur cadre expérimenté

Ecrire à n° 93.401, Condesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allusion ou indication floue ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

emplois internationaux

IMPORTANT FABRICANT FRANÇAIS DE CUISINES PAR ÉLÉMENTS

Séjour social : SUD-OUEST de la FRANCE

désireux de s'imprimer sur le marché ANGLAIS-ALLOIS, recherche un :

CADRE COMMERCIAL DE VENTE EXPORT

Le candidat, 28 ans minimum, devra maîtriser parfaitement la langue anglaise (qui pourra être éventuellement sa langue maternelle) et posséder quelques années de vente réussie dans l'exportation.

Son rôle consistera à promouvoir les produits « haut de gamme » pendant 2 à 3 ans, puis à prendre la responsabilité commerciale de la future filiale anglaise dont la création sera le résultat de ses performances commerciales.

Lieu de résidence : LONDRES

La rémunération sera composée d'un fixe confortable + avantages liés à l'exportation.

Adresser C.V. détaillé, photo et présent. n° 9508 FAX, 68, rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

BTS Techniques quantitatives de gestion ou simil.

3 à 5 ans d'expérience de comptabilité analytique et contrôle budgétaire en liaison avec l'information, de préférence au sein d'un groupe industriel multinational.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Responsabilité : collaborateur financier. Il devra préparer les rapports mensuels, améliorer le contrôle de gestion, effectuer et suivre les budgets, suivre et perfectionner la comptabilité analytique, contrôler les prix de revient.

Poste d'avenir stable.

Adresser C.V. détaillé à SELETEC Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX sous référence 840.

MOTOROLA Semiconducteurs

RECRUTE

Ingénieurs électroniciens

Débutants ou quelques années d'expérience

GRANDE ÉCOLE (TELECOM, SUP. ÉLEC, CENTRALE, PARIS, MINES)

souhaitant faire carrière une entreprise multinationale après une période de formation, les intéressés se verront confier des postes de responsabilité.

Anglais courant indispensable

Adresser C.V. + photo + prétentions à :

MOTOROLA
BP 3411 - 31023 TOULOUSE

PROMOTEUR IMMOBILIER-LOISIRS
recherche

VENDEURS haut niveau

Missions : Visite clientèle à domicile sur coupons réponses, fréquemment accompagner le client pour visite des programmes.

GRANDE DISPONIBILITÉ NÉCESSAIRE
(particulièrement en week-end)

Nos vendeurs déjà en place gagnent : (Fixe + Frais + Commission)

12.000 F ET PLUS PAR MOIS

Régions : NORD (59, 62, 80, 02) PARIS-EST (77, 51, 10, 89, 45) OUEST (14, 61, 53, 72, 41)

Ecrire : ERIGE - B.P. 18 - 74240 GAILLARD

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

Amnesty International pour son Secrétaire international de Londres demande chercheur pr l'Afrique occidentale et centrale (ancienne Afrique équatoriale française, Zaïre, Angola). Le travail comporte : étude de la situation des droits de l'homme et de cas individuels, préparation de dossiers de prisonniers et de rapports de base, rassemblement de documentation pour missions et élaboration de tactique. Les candidats doivent avoir une bonne connaissance de la situation politique en Afrique, une certaine expérience de la rédaction et être capables de former des jugements politiques objectifs. Les candidats doivent parler couramment le français et l'anglais. Connaissance du portugais souhaitable.

Salaire : 4.000 par an. Date de clôture : 31 janvier 1979. Point d'attache : Londres.

Pour plus de renseignements et formulaire de candidature, contacter le bureau du personnel d'AMNESTY INTERNATIONAL, 10, Southamton Street, LONDON WC1E 7HF, ou téléphoner : 1.836.77.88, poste 289.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met au concours un poste de **PROFESSEUR DE STATISTIQUE** et **RÉSISTANCE DES MATÉRIAUX** pour son département de génie civil. Délai d'inscription : 10 mars 1979. Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la : Direction administrative de l'école Polytechnique Fédérale de Lausanne, 33, av. de Cour, 1007 LAUSANNE Suisse.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer dirigées par ripariers habiles, madrales. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9^e.

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe : DES EMPLOIS vous attendent. Demandez le manuel spécial, MONDEEMPLOIS (serv. M 84), 14, r. Clauzel, Paris-9^e.

BECHTEL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION
recherche

un ingénieur en télécommunications

BILINGUE ANGLAIS

Le candidat recherché aura :

- une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise de préférence dans des sociétés internationales ;
- une connaissance approfondie des systèmes de transmissions modernes (micro-ondes, satellites, terminaux d'ordinateurs) ;
- Ce poste implique la parfaite connaissance de la langue anglaise et de fréquents déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. très détaillé, expérience et prétentions à BECHTEL 58, rue Pierre Charpentier 75008 PARIS sous réf. 01.79 YMM

IBM

propose un poste de **cadre financier**

HOMME ou FEMME DÉBUTANT (E)

dans le contrôle de gestion de son usine de Corbeil-Essonnes. (Production de composants électroniques).

Formation : HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE.

Bonne connaissance de la langue anglaise.

Ce poste peut évoluer vers des responsabilités pour un(e) candidat(e) ayant le goût des relations humaines et des qualités de négociateur.

Adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à IBM

Service Recrutement
224, boulevard John Kennedy
B.P. 58 - 91102 CORBEIL-ESSONNES

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

50 من الاجل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALAUX	85,00	87,24

	La ligne cot.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,99
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi demandes d'emploi

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche pour son service :

ordonnancement dossiers

UN RESPONSABLE DE LA PREPARATION DES DOSSIERS D'ENREGISTREMENT FRANÇAIS

Le candidat devra avoir :

- une formation scientifique : pharmacien, biologiste etc...
- une bonne connaissance de la législation pharmaceutique française,
- au moins deux ans d'expérience dans la préparation de dossiers d'enregistrement,
- une connaissance de l'anglais écrit et si possible parlé,
- un très bon contact humain.

Envoyer CV détaillé à MEDIA SYSTEM, sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUE HYDRAULIQUE DE TRÈS HAUTES TECHNIQUES ET PERFORMANCE LEADER SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN, recherche pour son établissement principal très proche banlieue Sud :

INGÉNIEURS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

1) DEBUTANTS pour des postes :

- au contrôle qualité ;
- à la production.

2) Avoir une expérience de plusieurs années, notamment en PROGRAMMATION sur des machines à COMMANDES NUMÉRIQUES, et la pratique de l'anglais pour un poste à pourvoir au sein du service mécatronique.

Adr. candidature en pré. BIEN LA REFER. 1 ou 2, EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney - 75002 PARIS.

ORGANISME PARISIEN recherche

CADRE ADMINISTRATIF

Pour succéder le Chef du personnel.

Les fonctions seront les suivantes :

- Responsable de la paye informatique avec sous-traitant (paye mensuelle) paiement des cotisations, état de fin d'année.
- Liaison fonctionnelle avec la comptabilité.
- Gestion de l'organigramme.
- Établissement du budget prévisionnel et suivi.
- Administration du personnel (tenue et mise à jour des dossiers).
- Régime de retraite (reconstitution de carrière).
- Préparation des dossiers d'ouverture des droits.

Ce poste implique :

- Une formation supérieure orientée vers l'économie et la comptabilité et expérience professionnelle souhaitée.
- Expérience CIPRO ou équivalente.

Adress. C.V. et prétentions avec photo à M. SAUGIER, 30, rue Olivier-Noyer, 75002 PARIS CEDEX 14.

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

30 ans sup. de C.G.C.

Expér. internationale export ensembles industriels et clefs en main.

- Financements France + Étranger.
- Négociations contractuelles.
- Crédit et animation filiales et succursales.
- Secrétariat Général et Organisation Administrative.
- Comptabilité générale et analytique.
- Mise en place des outils de gestion.

recherche poste à responsabilité haut niveau

Ecrire n° 433, « le Monde » Publi-Net, 5, rue des Italiens - 75002 PARIS (9).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

Banlieue Sud-Ouest de Paris recherche pour son

SERVICE D'ÉTUDES INDUSTRIELLES

UN JEUNE INGÉNIEUR

Il sera chargé de définir les spécifications de contrôle de matériels électroniques en liaison avec les services Études, Mécatronique et Fabrication.

Nous recherchons un INGÉNIEUR de formation GRANDE ÉCOLE ou équivalent.

Une expérience de 2 à 4 ans en production ou contrôle électronique.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions (avec photo) sous référence 2345, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

STC

Leader mondial dans le domaine des périphériques de haute performance sous système de bandes et disques.

Extension mémoire recherche pour PARIS

INSPECTEURS MAINTENANCE

- connaissance ordinateur IBM souhaitée
- niveau BT, BTS, IUT ou équivalent (ASPAS)
- Nombreux avantages - Salaire selon aptitude ou expérience.

Ecrire avec C.V. et photo à STC, 5 allée du Bourbonnais 78310 MAUREPAS

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

20 ans minimum.

Dynamisme, initiative et expér. sectorielle, secteur électrique et électronique, pour P.M.E.

Région Nord-Est Paris.

Ecr. avec C.V. et prétentions à M. LAFITE, 15, rue de l'Élysée, 75001 PARIS.

NÉGOCIATEUR HAUT NIVEAU

Expérience : 20 ans Direction Générale M.E.I., excellentes références, relations affaires.

P.M.E. 51700, en PROVINCE

en vue d'acquiescer rentabilité et efficacité commerciale d'établir des contacts humains permanents avec la clientèle (souvent propositions jusqu'à réalisation) les fournisseurs et les administrations.

RÉGION PARISIENNE

Rémunération par honoraires (forfait), Ecr. n° 710-066, 92120-VERMOREL, 30 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

MANPOWER

recherche pour PARIS 92

COLLABORATRICE

pour développer notre secteur

SECRÉTAIRE BILINGUE

Elle sera chargée :

- du recrutement, détachement et de la gestion du personnel bilingue ;
- des contacts avec nos clients (production et suivi).

Pour réussir, vous devez être parfaitement bilingue (anglais-français), posséder une première expérience du secrétariat et surtout être attirée par une carrière commerciale.

Préférence sera donnée à candidate de langue maternelle anglaise.

J.F. GUITTON - Service Recrutement, 88, rue Lafayette - 75009 PARIS attend lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions.

MANAGER - RESPONSABLE BRANCHE VOYAGE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recrute immédiatement

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Connaissant le marché du voyage, pour lancement d'un nouveau produit auprès d'agents de voyages.

- Anglais parlé et écrit.
- Volonté personnelle indispensable.
- Détermination.
- Minimum 35 ans.

Excellente rémunération + frais + bonus.

Tél. pour R.V. au 723-94-83

PARFUMS GIVENCHY

nos recherches nous

CHEF DE LABORATOIRE

CONTRÔLE ET DÉVELOPPEMENT

de formation Ingénieur chimiste ou chimiste option cosmétologie.

Une première expérience en parfums ou cosmétique est nécessaire du fait de l'autonomie du poste.

Adresser candidature à PARFUMS GIVENCHY Service du Personnel, 8, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

JEUNES COMMERCIAUX

pour contacts clientèle et suivi des affaires.

Formation assurée.

Rémunération importante par commission sur ventes.

Situation de premier plan. Tél. 723-94-83.

SCHEIDT & BOYSSON

1. Form. Cont. (S.E.P.).

COMPTAB. - INFORMAT.

2. Form. Cont. (S.E.P.).

Direction administrative et secrétariat général.

Multinationale, capable d'adaptation à toute situation.

Ecr. n° 433, « le Monde » Publi-Net, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS.

BADGER FRANCE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INGÉNIEURIE PÉTROLE - PÉTROCHIMIE - CHIMIE

recrute

INGÉNIEURS DE PROCÉDÉS CONFIRMÉS

ayant au moins cinq années d'expérience de travail au sein d'un département procédé d'ingénierie ou d'exploitant pétrole, pétrochimie, chimie.

Après une période probatoire, un de ces ingénieurs pourra être nommé responsable du service.

Ecrire ou téléphoner à : BADGER-FRANCE, Tour Atlantique - Cedex 8 - 92080 Paris La Défense. Tél. : 775-30-51 sous référence 4760.

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

recherche pour le développement de son réseau d'agences à PARIS

ATTACHÉS COMMERCIAUX

34 ans minimum

Expérience bancaire d'au moins trois années. Goût et aptitude pour la démarchage.

Adresser C.V. manuscrit et photo à l'attention de M. MOLARD, 39, rue de Courcelles, PARIS (8^e).

Discrétion absolue assurée.

PARFUMS GIVENCHY

Service du Personnel

8, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

COLLABORATEURS (TRICES)

Libre de suite, dynamique, ambitieuse, capable de gestion et d'initiative, excellente présentation, voiture personnelle, travail sur rendez-vous. Avant, cadeaux, gains importants, formation assurée, situation à Paris. Tél. ce jour Mlle FOURNIER, 534-46-16.

MAISON D'ÉDITION

cherche

CHEF COMPTABLE

Homme à la retraite, souhaitant conserver une activité à mi-temps.

LE HAMEAU, 15, rue Servant, Paris, 75006 PARIS.

Importante Société Française matériel de bâtiment recherche :

ADJOINT DE DIRECTION EXPORT

bonne expérience dans le bâtiment, maîtrise de l'anglais, capable de gérer une équipe, voyage à temps complet en Europe ou en Afrique, parlant couramment allemand, anglais souhaité. Envoyer C.V. et photo sous référence 2345 à M. Fournier, 30, avenue Marceau, 75008 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE (RÉGION PARISIENNE)

recrute

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

SPECIALISTE CENTRALES THERMIQUES

pour assurer la direction de projet d'une grande centrale thermique

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 3549 à : SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92807 Puteaux

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES EN URBANISME

recherche

analyste-programmeur

Formation : Bac complet + IUT informatique ou Institut de Programmation de la Faculté des Sciences ou équivalent, complétés par une expérience de 2 ans environ en programmation scientifique.

Suivant les directives du Responsable informatique il sera chargé de l'écriture des programmes (algorithmes, modèles peu complexes, etc...) en liaison avec les utilisateurs, de la gestion des chaînes de programme existant et du traitement de fichiers informatiques.

Lieu de travail : Paris, avantages sociaux, position Cadre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 3682 à :

Organisation et publicité

2, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

secrétaires

Société de service et conseil en informatique recherche pour son Département de MARSEILLE

secrétaire expérimentée

Elle sera chargée du secrétariat du responsable du département et de celui des ingénieurs et assurera le suivi administratif des activités en liaison avec le siège parisien.

Ce poste exige une réelle autonomie.

Niveau B.T.S. plus 2 ans d'expérience minimum. Références semblables appréciées.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 30, quai National, 92806 Puteaux.

travail à domicile

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Séries de services, effectuées rapidement et à prix réduits, décoration et coordination tous corps d'état. Davis, 601, rue de Valenciennes, 75001 PARIS. Tél. 345-13-42.

INSTALLATIONS - plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

E.A.M. recherche

ÉLECTRONICIENS D'ÉTUDES INGÉNIEURS

pour études logiques et analogiques dans le domaine de l'automatisme et de l'instrumentation. Connaissance du Fortran Basic ou RPL appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions, Service du Personnel, Société E.A.M., 116, avenue Jean-Jaures, 92140 CLAMART.

PARIS (8^e) SOCIÉTÉ HOLDING

recherche

pour étoffer son département Juridique

JEUNE JURISTE

pour problèmes juridiques découlant de :

- prise de contrôle ;
- restructuration de sociétés ;
- activité des filiales.

Une expér. de quelques années dans ces domaines est souhaitée. Ecrire lettre manuscrite + C.V. à : RIFER/8, 3, rue Choleau, 75002 Paris, qui transmettra.

représentation offres

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLI-TEC

recherche pour magasin grand tirage

REPRÉSENTANTS MULTICARTES

bien introduits magasins, boutiques, agences de voyages Paris et région parisienne.

Commission intéressante. Adresser candidature à M. 440 - REGIE-PRESSE - 45 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Séries de services, effectuées rapidement et à prix réduits, décoration et coordination tous corps d'état. Davis, 601, rue de Valenciennes, 75001 PARIS. Tél. 345-13-42.

INSTALLATIONS - plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

MAZDA

recherche

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

SPECIALISTE CENTRALES THERMIQUES

pour assurer la direction de projet d'une grande centrale thermique

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 3549 à : SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92807 Puteaux

PARIS (8^e) SOCIÉTÉ HOLDING

recherche

pour étoffer son département Juridique

JEUNE JURISTE

pour problèmes juridiques découlant de :

- prise de contrôle ;
- restructuration de sociétés ;
- activité des filiales.

Une expér. de quelques années dans ces domaines est souhaitée. Ecrire lettre manuscrite + C.V. à : RIFER/8, 3, rue Choleau, 75002 Paris, qui transmettra.

représentation offres

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLI-TEC

recherche pour magasin grand tirage

REPRÉSENTANTS MULTICARTES

bien introduits magasins, boutiques, agences de voyages Paris et région parisienne.

Commission intéressante. Adresser candidature à M. 440 - REGIE-PRESSE - 45 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Séries de services, effectuées rapidement et à prix réduits, décoration et coordination tous corps d'état. Davis, 601, rue de Valenciennes, 75001 PARIS. Tél. 345-13-42.

INSTALLATIONS - plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

MAZDA

recherche

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

SPECIALISTE CENTRALES THERMIQUES

pour assurer la direction de projet d'une grande centrale thermique

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 3549 à : SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92807 Puteaux

PARIS (8^e) SOCIÉTÉ HOLDING

recherche

pour étoffer son département Juridique

JEUNE JURISTE

pour problèmes juridiques découlant de :

- prise de contrôle ;
- restructuration de sociétés ;
- activité des filiales.

Une expér. de quelques années dans ces domaines est souhaitée. Ecrire lettre manuscrite + C.V. à : RIFER/8, 3, rue Choleau, 75002 Paris, qui transmettra.

représentation offres

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLI-TEC

recherche pour magasin grand tirage

REPRÉSENTANTS MULTICARTES

bien introduits magasins, boutiques, agences de voyages Paris et région parisienne.

Commission intéressante. Adresser candidature à M. 440 - REGIE-PRESSE - 45 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

travaux à façon

ETUDES ET TRAVAUX

Nous étudions, construisons, rénoverons, décorons, votre appartement, villa, bureau, magasin. Tél. 622-53-71

ENTREPRISE - Séries de services, effectuées rapidement et à prix réduits, décoration et coordination tous corps d'état. Davis, 601, rue de Valenciennes, 75001 PARIS. Tél. 345-13-42.

INSTALLATIONS - plomberie, chauffage, électricité et entretien brûleurs gaz et mazout. Téléphone : 357-45-75.

économie

SOCIAL

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Quatre fédérations de la métallurgie s'adressent à M. Barre

Les fédérations C.G.T., C.F.D.T. F.O. et C.G.C. de la métallurgie, qui se sont rencontrées le mardi 9 janvier, à Paris — réunion à laquelle la fédé-

Une manifestation du P.C.F. à Paris

M. Copin a, en outre, annoncé la réunion prochaine d'une brochure « d'explication sur la situation dans la sidérurgie, la responsabilité des hommes du pouvoir et du parti socialiste et les possibilités de la P.S.F. », qui sera envoyée à tous les élus et responsables d'organisation de Lorraine. « Le parti communiste, a-t-il indiqué, expliquera ainsi les raisons de la dégradation du revenu réel arrêté immédiatement du tout licencement, la réduction de la durée du travail, le rééquilibrage de nos échanges d'acier à l'intérieur de la communauté européenne et la place de la consommation populaire par des augmentations des salaires et des prestations familiales ».

Quarante et un ouvriers de Flins accusent la régie Renault de les avoir licenciés pour fait de grève

De notre correspondant

Versailles. — Quarante et un O.S. des presses des usines Renault de Flins licenciés après la grève de quarante et un jours en mai et juin derniers ont assigné la Régie, le 9 janvier, devant le tribunal d'instance de Meulan (Yvelines).

Concédés pour « fautes lourdes », les uns pour entraves à la production, les autres pour menaces, violences et injures à l'encontre de la maîtrise et des non-grévistes, les O.S. des presses sont unanimes pour croire que la Régie a tenté de les licencier pour faits de grève.

M. Etienne Grumbach et Huguette Duroc, leurs avocats, soutiennent la barre que la direction avait choisi d'écarter, en 1973, avaient déjà fait l'objet d'avertissements. « Les immigrés ont été plus spécialement rîtes, puis licenciés », déclare le premier des quarante et un licenciés. Les trois Français ont été pris en otage, par pure réaction raciste.

Mme Denise Jourdeuil, avocat de Renault, a insisté sur l'entrave à la liberté du travail et sur les violences et menaces constatées à plusieurs reprises par la justice. « La direction, a-t-elle dit, ne pouvait accepter que les grévistes refusent d'évacuer les ateliers des presses ainsi que le tribunal l'avait ordonné. »

Justice. — En effet, avait à deux reprises permis à la police de faire évacuer les ateliers dont la paralysie avait entraîné le chômage technique de plus de neuf mille salariés de Flins. Le tribunal avait aussi confié à M. Stephan Thouvenot, expert en droit du travail, une importante mission de médiation qui devait lui permettre notamment de constater que bon nombre des revendications des O.S. immigrés étaient parfaitement légitimes. Il avait, enjoint à la direction de reprendre les négociations avec les syndicats. Le tribunal se prononcera dans un mois.

D'ici là, le tribunal de grande instance de Versailles examinera, le 17 janvier, les poursuites engagées pour « entrave à la liberté du travail » d'une part, par la Régie Renault contre M. Dia Nalla, responsable C.F.D.T. et, d'autre part, par les syndicats contre M. Bernard Vernier-Pallies, P.-D.-G. de la Régie, et M. Max Richard, directeur de l'usine de Flins. Le tribunal a demandé que le P.-D.-G. comparaisse en personne et la C.F.D.T. a obtenu le témoignage à la barre de M. Jacques Delors. — R. D.

**L'USINE EST OCCUPÉE
PAR DES ÉLÉMENTS EXTÉRIEURS**
déclare la direction
de la brasserie Dumesnil

À la suite d'informations publiées dans le *Monde* du 4 janvier 1979 sur l'occupation de la brasserie Dumesnil à Ivry, M. Alain Labèque, directeur général de la C.G.T., a déclaré à l'Assemblée que nous demandons de faire connaître les précisions suivantes :

- » L'usine a été fermée le 22 décembre 1978, à la suite d'un vote, malgré les pressions répétées du parti communiste d'Ivry, pour influencer au dernier moment le personnel, qui a quitté l'usine et a été démis de ses fonctions.
- » Deux votes étaient préalablement interenus, à la demande de la C.G.T., les 6 novembre et 10 décembre 1978, à l'issue desquels une grande majorité du personnel s'est prononcée contre une occupation de l'usine ; le 21 décembre, 84 sur 136 votants (personnel n'ayant pas accepté une mutation ou bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée).
- » En dépit des résultats du vote du personnel, le 26 décembre, un commando, constitué en quasi-totalité de militants du parti communiste et suivi de la municipalité communiste, a pénétré par effraction, s'est emparé des locaux de la brasserie et les occupe depuis cette date.
- » 350 offres de reclassement ont été proposées aux 296 personnes concernées, dont 100 ont été acceptées ; celles bénéficiant de la préretraite ASSÉDIC ont vu leur contrat suspendu, 111 personnes n'ont pas accepté les mutations proposées.

APRÈS L'ANNONCE DE LICENCIEMENTS

Arrêt de travail de vingt-quatre heures dans quatre usines de Creusot-Loire

La direction du groupe Creusot-Loire devait annoncer, ce mercredi 10 janvier, au comité central d'entreprise, le licenciement de sept cents à huit cents salariés de l'usine de Châteauneuf (division Marrell, qui emploie mille cinq cents per-

Seul les délégués C.F.D.T. de société métallurgique qui ont obtenu une indemnité pour avoir quitté Paris, sont les salariés d'un groupe âgés d'au moins cinquante-trois ans et huit mois — soit huit cents à mille travailleurs — qui ont obtenu 27 millions de francs à la direction à démentir cette dernière information. En outre, toujours selon la C.F.D.T., quatre mille deux cents emplois, sur les quatre mille deux cents embauchés à terme à Creusot-Loire, ont deux ans et neuf mois, ont été rappelés les représentants fédéraux, deux mille trois cent vingt-cinq, ont été supprimés dans le groupe.

L'annonce des licenciements à
 l'usine de Châteaufort, Inter-
 grade de la rue de la Courbe, a
 été faite le 20 mars. Ce jour-là,
 les quatre ou cinq mille huit
 cents salariés des usines de la
 région, implantées à Saint-Etienne,
 Saint-Romain-la-Motte, Saint-
 Genès-Léger, à Oserre le travail pour
 les quatre heures, ce mercredi.
 Les salariés ont été informés
 d'un licenciement demandé aux autres
 travailleurs du groupe de tenir
 compte de la dégradation des réser-
 ves financières de la direction.

Les jeunes dirigeants demandent au patronat de relancer le dialogue avec les syndicats

« Actuellement, profitant d'un rapport de force apparemment favorable, l'Union des patrons pague qui vise à remettre en cause un certain nombre de protections sociales et de règles du droit du travail... Ces entreprises sont dangereuses et ont une comptabilité fauchée, qui est une des raisons de l'échec actuel des négociations... Les parlementaires ont décidé, à l'été 1983, le 9 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Bernard Boisson, président du Centre des entreprises désintéressées d'entreprise (C.E.D.), organisations professionnelles qui sont devenues de lourdes machines administratives à se transformer en outils d'analyse et de prévisions économiques. Sur le plan social ensuite, pas pour s'imposer, mais pour se défendre contre la concurrence doit déloger un large consensus. A pour y parvenir, le président du C.E.D. estime « une action rigoureuse pour que soient enfin appliquées dans les entreprises les textes législatifs en particulier l'ordonnance de février 1984... Le conseil d'administration propose de développer le rôle éco-

Après avoir constaté que « l'ouverture sociale dont on avait tant parlé est aujourd'hui en panne » et interrogé : « Le patronat sera-t-il à nouveau en retard d'une guerre ? », M. Bolson a invité les chefs d'entreprise à reprendre l'initiative. Sur le plan économique d'abord et appelant les

AFFAIRES

Signature imminente de l'accord entre Renault et American Motors

La régie Renault devrait signer ce mercredi un accord de coopération commerciale et industrielle à Detroit, avec American Motors Corporation, quatrième constructeur automobile aux Etats-Unis. Les négociations avaient été entamées au début de 1978. Un premier accord de principe avait déjà été annoncé le 31 mars dernier (« le Monde » daté 2-3 avril), qui prévoyait notamment la distribution conjointe des véhicules Renault et M.C. aux Etats-Unis et au Canada.

Les ventes de la Régie Renault, que cette dernière a avec A.M.C. (Automobiles Marillat et Cie), une filiale française sur le marché américain, ont été sur la période 1975-1976 de 1 715 000 voitures particulières en France, soit une augmentation de 12,5 % par rapport à 1974. En 1978, elle est prévue à 1 900 000, soit un gain de 10,5 % par rapport à 1977 (1 737 000 véhicules). Cette tenue satisfaisante du secteur automobile de Renault est le résultat d'un dynamisme d'enregistrement une progression de 10 % de son chiffre d'affaires, qui atteint environ 55 milliards de francs par an.

En revanche, le secteur des véhicules industriels est resté déprimé, surtout en France où le marché a baissé de plus de 8 % que sur la plupart des marchés étrangers. La production de la filiale Renault véhicules industriels ne serait que de 100.000 unités, contre un record. Sur le marché français, Renault progresse de 4,2 % et sa part de marché atteint 34 %. La Renault 5 occupe toujours la première position avec une pénétration de 10 %. Comme en 1977, les exportations sont de l'ordre du million de véhicules.

**LE C.E.A.
PREND UNE PARTICIPATION
DANS LA SOCIÉTÉ SIDEM**

Le Commissariat à l'énergie atomique va prendre une participation de 30 % dans le capital de la Société internationale de dessalement (SIDEM), jusqu'alors totalement contrôlée par la Compagnie Electromécanique (CEM), filiale du groupe suisse Brown-Boveri. La SIDEM est l'une des premières entreprises industrielles du domaine du dessalement (saufur).

La FASA-Renault, qui détient 28 % du marché, a produit plus de 250 000 véhicules (+ 5 %).

Les immatriculations de voitures françaises en Grande-Bretagne ont augmenté de 26,2 % en 1978, atteignant 142 003 véhicules, contre 112 540. Cette progression, supérieure à l'augmenta-

**M. LOUIS HAZAN
EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE POLYGRAM**

M. Louis Hasan, président-directeur général de la société Phonogram, a été nommé, le mardi 9 janvier, président-directeur général de la société Polygram, succédant ainsi à M. Georges Meyerstein-Maigret, qui va prendre sa retraite. Multinational, le groupe Polygram est constitué en France de onze sociétés, dont notamment Phonogram.

M. Louis Bazan a sué sa son-
nette pour faire passer à l'au-
delà le cadavre d'un des journa-
listes à la suite de l'« évènement »
dont il fut victime le 31 décembre
1975. Ses ravisseurs réclamaient
une rançon de 15 millions de francs,
mais le P.-D.G. de Phonogram fut
relâché le 11 janvier 1976, dans une
voiture blindée. Ses ravisseurs, plus
de quatre, du rapt ont été arrêtés
dans les semaines qui suivirent.

Les charges des entreprises a
de 7 et non de 17,5 milliards de
estime le premier minis

1. D'abord
 2. nous avons
 3. mentionné
 4. de l'Etat
 5. nous avons
 6. nous avons
 7. nous avons
 8. nous avons
 9. nous avons
 10. nous avons
 11. nous avons
 12. nous avons
 13. nous avons
 14. nous avons
 15. nous avons
 16. nous avons
 17. nous avons
 18. nous avons
 19. nous avons
 20. nous avons
 21. nous avons
 22. nous avons
 23. nous avons
 24. nous avons
 25. nous avons
 26. nous avons
 27. nous avons
 28. nous avons
 29. nous avons
 30. nous avons
 31. nous avons
 32. nous avons
 33. nous avons
 34. nous avons
 35. nous avons
 36. nous avons
 37. nous avons
 38. nous avons
 39. nous avons
 40. nous avons
 41. nous avons
 42. nous avons
 43. nous avons
 44. nous avons
 45. nous avons
 46. nous avons
 47. nous avons
 48. nous avons
 49. nous avons
 50. nous avons
 51. nous avons
 52. nous avons
 53. nous avons
 54. nous avons
 55. nous avons
 56. nous avons
 57. nous avons
 58. nous avons
 59. nous avons
 60. nous avons
 61. nous avons
 62. nous avons
 63. nous avons
 64. nous avons
 65. nous avons
 66. nous avons
 67. nous avons
 68. nous avons
 69. nous avons
 70. nous avons
 71. nous avons
 72. nous avons
 73. nous avons
 74. nous avons
 75. nous avons
 76. nous avons
 77. nous avons
 78. nous avons
 79. nous avons
 80. nous avons
 81. nous avons
 82. nous avons
 83. nous avons
 84. nous avons
 85. nous avons
 86. nous avons
 87. nous avons
 88. nous avons
 89. nous avons
 90. nous avons
 91. nous avons
 92. nous avons
 93. nous avons
 94. nous avons
 95. nous avons
 96. nous avons
 97. nous avons
 98. nous avons
 99. nous avons
 100. nous avons

Selon le C.N.P.F.,

L'ECONOMIE S'INSTALLE DANS UNE LENTE

En début de 1989, l'économie française a connu une certaine stabilité et une amélioration notable, mais elle reste encore loin de retrouver le dynamisme que le C.N.F.P.E. lui a fait perdre au cours de la dernière année. Les experts économiques s'accordent à penser que l'économie française ne pourra retrouver son dynamisme qu'à condition de poursuivre la réforme de la structure de la production, de la consommation, de la fiscalité, de la monnaie, de la banque, de la concurrence, de la recherche et de l'innovation. Les experts s'accordent également à penser que la France ne pourra retrouver son dynamisme qu'à condition de poursuivre la réforme de la structure de la production, de la consommation, de la fiscalité, de la monnaie, de la banque, de la concurrence, de la recherche et de l'innovation.

VENTE A L'ENCHERE

[illegible]

صلى الله عليه وسلم

Washington tiene de rassur

- l'improvisation
à l'éclipse ne
une melle-

هكذا من الأهل